

Correspondance Internationale

N° 7 - avril 1981

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F



Coups de feu au Parlement espagnol : le coup d'Etat de Tejero constitue un symptôme de la profonde crise que connaît la monarchie post-franquiste. Une analyse détaillée de la situation espagnole, du rôle rempli par le roi et les partis ouvriers, de l'ETA et de l'occupation militaire d'Euzkadi, pages 2, 3, 4 et 5.

Pologne

Pourquoi l'URSS n'est pas encore intervenue

Tout au long du mois de mars, les troupes du pacte de Varsovie ont manœuvré sur le territoire même de la Pologne ou à proximité. Anormalement longues, ces manœuvres faisaient partie des démonstrations de force que le Kremlin a multipliées face à la révolution politique polonaise. Pourtant, ces menaces ne se sont jusqu'à maintenant pas concrétisées. L'URSS n'a pas osé envahir la Pologne comme elle l'avait fait pour la Hongrie (1956) ou pour la Tchécoslovaquie (1968). Pourquoi les Soviétiques craignent-ils donc d'intervenir militairement en Pologne ? Quelle politique de rechange à l'invasion possèdent-ils ? Lire nos analyses en pages 10 à 13.



Editorial

Face au putsch en Espagne

- **Dissolution des corps répressifs !**
- **A bas la monarchie !**
- **République ! Cortes constituantes libres et souveraines !**
- **Droit des nationalités opprimées à la libre détermination !**

« La couronne défend la Constitution » : c'est en ces termes que le roi Juan Carlos définissait sa position dans la nuit du 23 février. Quelques heures auparavant, le lieutenant-colonel Tejero occupait les Cortes, commençant ainsi ce qu'on s'est mis à appeler une « tentative de coup d'Etat ».

Les auteurs du putsch sont connus. Leur chef apparent fut le général Armada, membre de l'état-major, le général Milans del Bosch, commandant des troupes stationnées à Valence, les responsables des service d'Intelligence de l'armée et les commandants d'une série d'unités militaires (Murcia, Alicante, etc.). De nombreux journaux espagnols affirment que le roi était au courant des préparatifs et qu'il a utilisé la tentative pour renforcer sa situation et celle du gouvernement en crise. La monarchie et le roi apparaissent au centre de la scène espagnole pour ce qu'ils sont, l'axe de l'Etat espagnol et son arbitre suprême.

La première caractéristique du putsch militaire est que l'objectif proclamé par les officiers soulevés était de remettre tout le pouvoir au roi, d'interdire les partis et les syndicats, de faire table rase des libertés démocratiques, en instaurant un gouvernement militaire dirigé par Juan Carlos. La monarchie, instaurée par Franco avant sa mort, correspondait à la nécessité de maintenir les institutions de l'Etat franquiste après la mort du dictateur. Juan Carlos devait assurer une adaptation de ces institutions, tout en préservant ses piliers fondamentaux. En réalité, si le pouvoir de Franco s'appuyait sur l'écrasement de la classe ouvrière, sur son atomisation et sur un ensemble d'institutions (armée, centrale syndicale verticale, garde civile, parti officiel, etc.), qui assuraient les intérêts généraux de la bourgeoisie, l'arrivée de Juan Carlos intervient dans une situation radicalement changée. La classe ouvrière est à l'offensive, les peuples opprimés d'Espagne développent leur lutte nationale, les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière se reconstruisent. La monarchie, pour survivre, doit s'appuyer directement sur les appareils contre-révolutionnaires de la classe ouvrière, le PSOE et le PCE, pour assurer sa stabilité et se maintenir au pouvoir. Evidemment, la collaboration des partis bourgeois, en particulier la collaboration du PNV et de Pujol, est nécessaire à la monarchie. Mais la clé de sa survie se trouve dans la collaboration directe, comme l'un de ses piliers fondamentaux, du PSOE et du PCE. Le putsch remettait ainsi en question cette situation au moment où celle-ci manifestait toute sa fragilité (crise dans le PCE et dans le PSOE, crise dans l'UCD et échec des différentes « réformes »).

Quelques jours auparavant, Juan Carlos, placé devant le choix de se mettre à la tête du coup d'Etat en préparation, avait désapprouvé la « tentative téméraire » en affirmant : « Les forces armées n'ont pas le devoir de soutenir un secteur politique. Elles doivent garantir le libre jeu des institutions démocratiques dans la fidélité à l'Espagne et à la couronne. » (Interview de Juan Carlos avant le coup d'Etat au *Corriere della Sera*.) Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de propos d'un monarque de « sensibilité démocratique », n'oublions pas que Juan Carlos s'est formé aux côtés de Franco, qu'il est le commandant en chef des forces armées et qu'il a eu comme professeur... le général Armada lui-même, homme clé du « pronunciamiento ».

Ce dont il s'agit, c'est de la claire conscience qu'a Juan Carlos, avec les secteurs décisifs de la bourgeoisie d'Espagne, du fait que la monarchie et les forces armées sont les institutions centrales de l'Etat bourgeois en Espagne, et qu'aujourd'hui, compte tenu des rapports de force existants entre les classes en Espagne même comme à l'échelle internationale, un coup de force militaire pourrait conduire à une situation aux conséquences incalculables, aboutissant à la destruction de ces piliers de l'ordre bourgeois.

La bourgeoisie espagnole, y compris la bourgeoisie catalane et basque, ainsi que les principaux secteurs du capital financier d'Europe et des USA ont considéré cette tentative militaire comme prématurée, ce qui a amené son échec. Sans écarter ce recours pour un autre moment, dans la situation actuelle, ils préfèrent maintenir la collaboration avec les appareils et avancer, avec eux, dans l'application des plans d'austérité, la répression et la défense du centralisme. Juan Carlos lui-même, s'adressant aux cadres de l'armée à Saragosse, défend cette même position : « Des forces armées qui doivent savoir interpréter correctement et précisément cette Constitution, et comprendre qu'on ne contribue pas à la sécurité de la patrie par des actions irréfléchies, qui placent les forces armées et l'Etat en général dans des situations critiques auxquelles il ne peut y avoir d'issue digne, ni de continuité normale dans le monde dans lequel nous vivons. » En fait, il ne condamne pas le coup d'Etat comme contraire à ses prin-

cipes. Il le juge inopportun et dangereux.

La crise politique en Espagne

La tentative militaire constitue une expression de la profondeur de la crise économique, sociale et politique qui secoue l'Espagne. La crise politique intervenait à un moment où la crise économique et sociale se traduisait par l'existence de plus de deux millions de chômeurs, une situation agricole catastrophique, à laquelle s'ajoutait une terrible sécheresse. La crise politique, que la démission de Suarez a mise à nu, exprime la crise de l'UCD elle-même. L'UCD constitue un conglomerat de différentes fractions et clans, unifiés derrière la monarchie. Il s'agit d'un prolongement organique de l'appareil d'Etat composé du personnel franquiste. Sa création répond à la nécessité d'assurer une façade démocratique à la monarchie et de lui fournir une base sociale constituée par la petite bourgeoisie, fondamentalement de Castille. La défaite de l'UCD dans les plébiscites successifs organisés par Suarez (ancien secrétaire général du mouvement), le taux élevé d'abstentions lors de ceux-ci dans les différentes nationalités opprimées, contre la monarchie centraliste, la résistance de la classe ouvrière aux plans d'austérité du gouvernement, l'opposition de l'Eglise à la loi sur le divorce, les conflits créés autour de la loi des « autonomies » ont entraîné la démission de Suarez et amené l'UCD au bord de l'écroulement. L'échec de l'UCD, incapable de constituer un parti bourgeois solide, homogène et implanté, conduit non seulement à la crise du gouvernement mais à ce que la couronne apparaisse clairement comme l'axe central de l'équilibre précaire du régime. L'assassinat du militant de l'ETA Jose Arregui, en prison et sous la torture, a mis en relief de façon claire que les piliers centraux de l'Etat sont toujours les mêmes que sous Franco, que la caste des officiers et leur chef, le roi, sont des ennemis mortels de la liberté et de la démocratie. La tension entre les classes et à l'intérieur des classes faisait entrer en crise l'Espagne du consensus, celle qui a permis de préserver jusqu'à aujourd'hui les institutions de la bourgeoisie et d'assurer l'ordre social depuis la mort de Franco.

Carrillo et Gonzalez : « Vive le roi ! »

Depuis la mort de Franco, la politique du PCE et du PSOE a visé à soutenir la monarchie et à essayer de permettre la « réforme » du franquisme sans crise révolutionnaire. Le gouvernement Suarez, avec l'appui « extérieur » de Santiago Carrillo et de Felipe Gonzalez, s'applique ainsi à couvrir le visage haï de l'Etat franquiste d'un maquillage d'institutions pseudo-démocratiques, sans aucun pouvoir et étroitement subordonnées au roi. La classe ouvrière, qui a imposé par sa lutte des libertés démocratiques, des organisations syndicales et politiques légales, se voyait empêchée par ses directions d'aller plus loin et de liquider les institutions du franquisme couronné. La politique des appareils a préservé les corps répressifs, la caste des officiers et le roi, assurant le maintien du fascisme dans les institutions clés de l'Etat espagnol. La première conséquence de la prostration des dirigeants du PSOE et du PCE devant la monarchie a été la constitution, sans résistance, du gouvernement de Calvo Sotelo, lequel annonce qu'il assumera dans les faits les aspirations des forces armées : « Ordre et patrie ». Les formes parlementaires servent de couverture au franquisme en décomposition. Il suffit de voir ceux qui sont impliqués dans le putsch, selon ce que la presse en laisse filtrer, pour se rendre compte que les forces armées et les corps répressifs, entre autres, sont basés sur la continuité du franquisme. C'est cette continuité que soutiennent les dirigeants du PCE et du PSOE, même si cela se traduit en une profonde crise des deux partis. Les commissions ouvrières ont perdu près de 5 % des voix dans les élections syndicales et le PCE a perdu la moitié de ses

adhérents. Bien que l'UGT ait récupéré une partie des voix des commissions ouvrières, il s'agit seulement de pourcentages, car il y a eu cette fois moins de votants. Cette crise traduit le rejet des ouvriers et des paysans d'Espagne, des nationalités opprimées, envers la politique de défense de la monarchie pratiquée par le PCE et le PSOE. Bien que ce rejet n'ait pas pu encore s'exprimer de façon organisée, cela étant le produit de la confusion créée par la politique du PCE et du PSOE. La faiblesse des organisations de la « IV^e Internationale (Comité international) », qui se construisent en Espagne est également un élément de la situation.

Signalons que le PCE et le PSOE n'ont absolument rien fait contre le coup d'Etat, aucun appel à la grève générale, ni à la mobilisation des masses. Ils ne se sont pas non plus adressés aux soldats pour qu'ils désobéissent aux généraux putschistes. Peu après la tentative de putsch, le PSOE s'est empressé de proposer un gouvernement d'union nationale pour sauver les institutions, et le PCE a réaffirmé son soutien à un gouvernement de salut public en affirmant même qu'il était nécessaire de défendre encore plus le caractère centraliste, c'est-à-dire oppresseur des peuples, de l'Etat. Santiago Carrillo a commencé une campagne pour exiger plus de restrictions dans les « autonomies » et la défense du drapeau espagnol, campagne que les Cortes et le gouvernement espagnol ont pris en compte. Enfin, les deux partis, en commun avec l'UCD et l'organisation franquiste de Fraga, ont appelé à une manifestation d'union nationale de soutien à la monarchie. Mais la présence de millions d'ouvriers, de paysans de toute l'Espagne dans ces manifestations, témoin de leur force, se trouvait en profonde contradiction avec le caractère réactionnaire de l'appel « en défense de la Constitution », c'est-à-dire du roi.

Quel programme pour les ouvriers espagnols ?

La première exigence qui ressort de l'analyse de la situation est celle de la grève générale contre le coup d'Etat. Ce mot d'ordre doit être lié à celui de dissolution des corps répressifs. Du point de vue de la démocratie, cette exigence se révèle élémentaire face au défi que constitue le caractère fasciste de ces corps. En second lieu, cette tentative met en relief la nécessité d'organiser les soldats contre le corps des officiers, en liant le combat contre la monarchie à la nécessité de la destruction de l'armée, de sa caste d'officiers.

Affirmer comme le fait la LCR d'Espagne qu'il est nécessaire d'« épurer » les forces armées de leurs éléments fascistes, c'est ne pas comprendre que TOUT le corps des officiers et son commandant en chef, le roi, sont profondément hostiles à la classe ouvrière et utiliseront contre elle les méthodes fascistes si elles le jugent nécessaire pour préserver l'Etat bourgeois.

Toute l'histoire de l'Espagne confirme ce que Trotsky a écrit à ce propos : « Il ne s'agit pas d'éloigner une demi-douzaine d'officiers fascistes fanfarons. L'ensemble du corps des officiers est féroce et hostile à la classe ouvrière (...). Le corps des officiers, au sein duquel sont concentrées les traditions séculaires de soumission du peuple, doit être brisé, dissous, écrasé dans son ensemble, sans laisser de restes. » (Premières leçons d'Espagne, 30 juillet 1936).

Mais les mots d'ordre de dissolution des corps répressifs, d'organisation des soldats aux côtés de la classe ouvrière doivent être liés à celui d'en finir avec la monarchie, sa caste d'officiers et ses Cortes « royales », pour la République et des Cortes constituantes. Pour ce combat, la rupture avec la bourgeoisie, avec ses plans de misère et ses institutions, est nécessaire. Cette exigence envers les partis ouvriers majoritaires doit permettre qu'en liaison avec l'expérience des masses, la IV^e Internationale se construise en Espagne pour libérer le prolétariat de ses directions traîtres. Comme le dit la thèse XXII, le programme des trotskystes en Espagne doit être : « 1.- A bas la monarchie ! République ! Cortes constituantes libres et souveraines ! 2.- Droit des nationalités opprimées à la libre détermination, y compris la constitution de la République libre d'Euzkadi, de la République libre de Catalogne, etc. »

Ces mots d'ordre doivent être liés à celui de gouvernement ouvrier et paysan, révolution agraire et Fédération soviétique de la Péninsule ibérique.

S. Falango,
pour le comité exécutif de la
« IV^e Internationale
(Comité international) »

L'ETA n'a pas combattu le coup d'Etat



Carrillo et Felipe Gonzalez avec les dirigeants de l'UCD et le franquiste Fraga : unis dans leur soutien au roi.

Il n'est pas exagéré de dire que les forces politiques qui agissent en Espagne sont regroupées en deux camps. Une frontière infranchissable sépare les défenseurs de l'Etat centraliste et son régime monarchique, antidémocratique, de ceux qui luttent pour la défaite de ce régime et de cet Etat.

C'est un problème politique brûlant auquel on ne peut pas donner de réponse abstraite. Les seules solutions sont des solutions pratiques, on pourrait presque dire physiques : il faut choisir son camp entre deux tranchées ennemies.

Du côté de la monarchie et de ses institutions clés, héritées du franquisme, se trouvent toutes les fractions de la bourgeoisie — y compris les bourgeoisies basque et catalane — fortes du soutien que leur apportent les directions traîtres du PCE et du PSOE. En face, c'est le camp de ceux qui luttent pour la défaite de la monarchie et de l'Etat oppresseur. C'est dans ce camp que se trouvent, cela ne fait aucun doute, les héroïques combattants de l'ETA (M) et les militants de Herri Batasuna. Nous sommes également de ce côté de la barricade, nous, trotskystes de la « IV^e internationale (Comité international) ». Cette séparation n'est ni arbitraire ni dictée par des raisons sentimentales. Comme marxistes, nous connaissons son importance primordiale, car l'attitude face à l'Etat oppresseur et à son régime fait toujours le partage des eaux, le choix des camps ; et ce, encore plus nettement en situation de crise. C'est pour cela que, marxistes

conséquents, nous sommes les premiers à affirmer que le développement révolutionnaire du prolétariat et des peuples d'Espagne passe par la liquidation du régime monarchique. Toute revendication, toute lutte doit se placer dans cette perspective.

Occuper une même tranchée ne signifie pas identité, et il est évident que notre programme, prolétarien et internationaliste, diffère du programme nationaliste de l'ETA. Mais il existe une lutte commune, une lutte dans laquelle l'ETA et les trotskystes combattent le même ennemi, tout en intervenant avec des programmes, des organisations et des méthodes différentes. Cette lutte est menée, en Euskadi, par l'ETA avec une indéniable influence de masse, avec conséquence et avec un courage incomparable. Mais, tout en reconnaissant cela, nous disons aussi que des erreurs sont commises et que nous voulons discuter fraternellement.

Intervention militaire en Euskadi : le roi, le PSOE et le PCE l'ont voulue

L'occupation de l'Euskadi constitue un exemple presque pur de ce qu'est la monarchie : l'héritière historique du franquisme, combinant les institutions piliers de l'Etat centralisateur et oppresseur avec l'utilisation des partis et des syndicats légalisés pour contrôler et, le cas échéant, écraser les masses. En

effet, pour envoyer l'armée en Euskadi — chose que même Franco ne put faire —, le régime monarchique s'est servi du vote des Cortes, du soutien du PSOE et du PCE et de la neutralité du PNV. Les dirigeants traîtres, réformistes et stalinien, prétendent justifier leur soutien en dénonçant les attentats de l'ETA. Aussi bien historiquement que politiquement, ils mentent. La violence, ce ne sont pas les attentats des nationalistes basques qui l'introduisent, mais bien l'exploitation et l'oppression nationale imposées par la monarchie centralisatrice et renforcée par quarante années de franquisme.

Politiquement, l'escalade de la violence n'est pas la conséquence d'une action « terroriste », mais le résultat indirect de la pression du coup d'Etat et le renforcement de la monarchie qui l'a suivi.

Cela étant dit, nous pouvons et devons signaler que l'ETA a commis une erreur : l'ETA n'a pas su, ou pas voulu, affronter le coup d'Etat, et n'a donc pu résister à l'avancée réactionnaire qui a suivi le 23 février.

L'ETA n'a pas affronté le coup d'Etat

Répetons que l'offensive déchaînée par le régime a une explication immédiate évidente : le renforcement du pouvoir dictatorial et bonapartiste du roi et de son armée, après le putsch. Juan Carlos et le haut commandement arrêté-

rent le putsch, mais aussitôt le mirent à profit pour renforcer leur rôle d'arbitres suprêmes. Les organisations patronales, les partis et leurs représentants au Cortes, ainsi que tous les dirigeants ouvriers, réformistes et stalinien, à partir de cet instant, rendent hommage au roi et s'empressent de voter ses décisions. Il est clair que si les golpistes, bien que vaincus, voient aujourd'hui se réaliser plusieurs de leurs exigences, et que la matraque monarcho-militaire est brandie de manière menaçante, cela est dû au fait que les directions reconnues par les masses ont provoqué une démobilisation complète, dont le monarque a profité pour gagner un espace politique.

Les trotskystes dénoncent le refus du PSOE et du PCE d'appeler à toute mobilisation et la consigne qu'ils ont lancée d'attendre l'action du roi contre le coup d'Etat.

Les trotskystes condamnent le PC d'Euskadi pour avoir convoqué pendant quelques heures à une grève générale, sans aucune préparation, et de l'avoir suspendue ensuite.

Nous dénonçons cette capitulation, elle démontre que ces directions contre-révolutionnaires ont eu peur du coup d'Etat, mais qu'elles craignent encore plus de mettre en marche une mobilisation qui aurait pu mettre en péril la stabilité de la monarchie et de l'Etat espagnol, qu'elles soutiennent.

Pour nous, donc, il est regrettable que l'ETA n'ait eu aucune politique de mobilisation des travailleurs et du peuple basque contre le coup d'Etat. Elle a

même adopté une politique opposée qui consistait à se laver les mains, à faire comme si tout cela ne la concernait pas. Et, pratiquement, elle a participé, au Pays Basque, à la démobilisation impulsée par les appareils réformistes et stalinien dans tout l'Etat.

La revue *Punto y Hora*, porte-parole reconnu des nationalistes radicaux, affirme dans son numéro 215 : (la grève générale) « a été accueillie froidement et avec distance par la base de Herri Batasuna ; ils ont préféré attendre le dénouement et prendre les précautions de rigueur (...). Cependant, il est clair que les secteurs les plus combattifs du pays devaient se demander pour qui et pour quelle démocratie il fallait descendre dans la rue. »

Cette citation montre l'ignorance de ce qui était en jeu. Il ne s'agissait ni de sortir dans la rue pour soutenir le roi et ses bourreaux, le « consensus » au service du centralisme et de l'exploitation bourgeoise, ni pour soutenir l'« unité nationale » et la Constitution, comme l'ont fait le PSOE et le PCE. Il s'agissait de combattre pour écraser le coup d'Etat et son programme, exposé dans le manifeste militaire de Milans del Bosch — copie conforme de celui de Franco du 18 juillet 1936. Il s'agissait de défendre l'existence et l'activité légale des syndicats et des partis ouvriers et nationalistes — entre autres Herri Batasuna. Il s'agissait d'empêcher un coup d'Etat qui allait déchaîner une guerre totale contre les travailleurs et les peuples de tout l'Etat, mais plus particulièrement contre le peuple basque, contre Herri Batasuna et l'ETA. Il s'agissait, finalement, de faire peser les masses mobilisées dans le dénouement de la crise, de combattre toute confiance au roi, et d'empêcher que celui-ci sorte de la situation en apparaissant comme l'arbitre sans appel.

L'ETA pouvait et devait convoquer et diriger la mobilisation

L'ETA (M) et Herri Batasuna sont des organisations caractérisées par leur lutte constante contre l'Etat et le régime de Juan Carlos, lutte dans laquelle ils ont gagné et maintiennent une influence notable au sein des masses d'Euskadi. Cela rend doublement grave l'erreur de ne pas avoir affronté le coup d'Etat : d'une part, face à une crise politique d'une telle gravité, l'influence politique du nationalisme radical a été utilisée pour démobiliser, comme l'ont fait le PCE et le PSOE (bien que ceux-ci

(suite page 4)

L'armée hors d'Euskadi !

Défendre Herri Batasuna, l'ETA et le peuple basque !

Avec l'appui du PSOE et du PCE, la monarchie espagnole vient de voter des lois et d'appliquer des mesures qui attaquent frontalement les droits démocratiques, en particulier ceux du peuple basque.

Une loi appelée de « défense de la démocratie » a été approuvée aux Cortes, fin mars, avec les voix du PSOE et du PCE, qui ne présentèrent que des amendements partiels. Elle donne au gouvernement tous pouvoirs pour s'emparer de la presse et réprimer les sympathisants des organisations « subversives » et introduit le « délit idéologique ». Déjà avant la promulgation de la loi, de nombreux membres de Herri Batasuna (le second parti du Pays Basque, défenseur de l'ETA militaire) et d'autres combattants ont été emprisonnés.

Le gouvernement a pris une autre décision, celle d'incorporer — « graduellement », selon le ministre Roson — les forces armées à la lutte contre le terrorisme. Des troupes se sont déployées rapidement en Navarre et dans tout le Pays Basque, constituant ainsi la plus grande attaque faite par le centralisme contre les droits nationaux d'Euskadi.

La mesure de militarisation des « provinces basques », comme les appellent les militaires et le centralisme, a été critiquée dans une déclaration des évêques basques, publiée le 3 avril, motivant ainsi une protestation du gou-

vernement au Vatican. Les évêques signalent les dangers qui peuvent découler d'une guerre formalisée.

De leur côté, Felipe Gonzalez et Santiago Carillo, dans une réunion commune, ont affirmé que ni le PSOE, ni le PCE n'avaient approuvé les mesures antiterroristes du gouvernement. Mais, dans leur propre déclaration, ils appellent à « combattre le terrorisme dans le cadre strict de la Constitution, sollicitant la collaboration du peuple avec les forces de Sécurité de l'Etat, afin d'isoler les groupes terroristes, prévenir leurs actions ou les réprimer. » (El Pais, 1.4.81).

Sanchez Montero, le numéro 2 du PCE, a été plus explicite. Dans un meeting réalisé par son parti à Madrid, il a affirmé : « Nous ne sommes pas partisans, et nous ne l'avons jamais été, de l'intervention des forces armées dans la lutte antiterroriste. Cependant, il s'est passé ici des choses étranges : deux jours avant l'assassinat des deux sergents-colonels au Pays Basque, le ministre de la Défense, comme celui de l'Intérieur, ont déclaré publiquement qu'ils n'étaient pas partisans d'une mesure comme celle-ci. Deux jours après, ils faisaient le contraire. »

« Que pouvions-nous faire, s'interroge Sanchez Montero, si nous tenons compte du fait que c'est le roi et un ensemble de militaires de haut grade qui ont fait échouer le coup d'Etat, si une

partie de la société espagnole ne pouvait pas comprendre notre refus, les Espagnols qui désirent que se termine le terrorisme de n'importe quelle manière étant déjà très nombreux ? Pour un dirigeant communiste, ce sont ces deux facteurs, joints aux succès spectaculaires obtenus ces derniers jours dans la lutte contre le terrorisme, qui ont motivé sa décision de soutenir la proposition du gouvernement d'impliquer l'armée dans l'éradication du terrorisme » (El Pais, 4.4.81).

Ainsi, cet aveu évite de chercher des preuves. La plus haute direction du PCE avoue que, bien que n'étant pas d'accord, « elle n'a pas d'autre remède » que de soutenir l'attaque militaire contre le peuple basque. Et, dans la logique, elle appelle, avec le PSOE, à une guerre sainte contre l'ETA.

Les trotskystes et les révolutionnaires espagnols font le contraire : nous appelons à lutter pour la défense inconditionnelle des combattants de l'ETA militaire, sans pour cela cesser de signaler nos divergences politiques avec leur orientation et leur méthode de lutte. Nous appelons à lutter pour le retrait de l'armée et de la Garde civile d'Euskadi, et pour la défense des droits nationaux du peuple basque. Et nous dénonçons catégoriquement le PCE et le PSOE comme agents directs du gouvernement de la monarchie et de la répression.

Rolando Rivero

Ballesteros : erreur ou symbole ?

Dans un reportage de la télévision de Londres, diffusé en Espagne en janvier, le roi expliquait comment, à partir des lois franquistes elles-mêmes, il avait pu démocratiser le régime et, ainsi, répondre au « sentiment du peuple ».

Cette évolution du franquisme est devenue un modèle pour les dictatures du monde, obligées de changer par la lutte des classes et la crise économique. Elles veulent donc toutes former ces hybrides comme l'Espagne de Juan Carlos qui combinent les méthodes de conciliation des classes avec le maintien de toutes les prérogatives de l'armée, de la justice et des vieilles institutions.

En Espagne, par exemple, le vieux Tribunal d'ordre public est devenu Audience nationale, mais il exerce toujours les mêmes pouvoirs, entre autres ceux de juger les délits politiques. Le Conseil du pouvoir judiciaire est encore la vieille hiérarchie des magistrats de Franco. Et les militaires, qui sont toujours les mêmes — la retraite dans l'armée espagnole étant à 65 ans et les officiers ayant vécu toute l'histoire franquiste —, conservent leurs anciens pouvoirs, pouvoirs encore amplifiés grâce au soutien du PSOE et du PCE.

L'exemple de Ballesteros est tout un symbole. Aussi célèbre que Conesa — bourreau franquiste réintégré dans ses fonctions en 1979 —, Ballesteros n'a jamais abandonné ses fonctions. Avant le golpe, il était commissaire avec ses pouvoirs spéciaux dans la lutte contre le terrorisme. On l'a accusé d'avoir monté le réseau d'agents qui sévissent au Pays basque français, agents recrutés parmi les anciens membres de l'OAS, qui recherchent et assassinent dans leur arrière-front les militants de l'ETA. La bombe mise dans un bar de Hendaye en janvier dernier aurait été une de leurs actions les plus spectaculaires.

Quand le militant de l'ETA Arregui a été torturé à mort par la police madrilène, provoquant une crise de gouvernement et facilitant le déchaînement du putsch, Ballesteros, avec d'autres policiers impliqués, a présenté sa démission en protestant contre les enquêtes entreprises.

Maintenant, après le Tejerazo, le roi et Calvo Sotelo ont désigné Ballesteros responsable du commandement de la lutte antiterroriste, disposant d'une législation répressive renforcée qui a été approuvée par la gauche parlementaire. Celle-ci, cependant, se plaint de « l'erreur Ballesteros ». C'est-à-dire l'« erreur » du gouvernement d'avoir désigné une personne inadéquate. Erreur ? Non. C'est un symbole de continuité ; un symbole qui montre que l'hybride post-franquiste est doublement fidèle : à sa politique et à ses bourreaux.

L'ETA face au coup d'Etat

(suite de la page 3)

l'aient fait délibérément). D'autre part, et c'est le plus important, l'ETA aurait pu se mettre à la tête d'une riposte massive du peuple basque à la provocation goliath. Cela aurait modifié profondément la situation politique.

Nous avons vu que *Punto y Hora* signalait « la froideur et la distance » avec lesquelles la base de Herri Batasuna accueillait l'appel à la grève générale, appel que le PC d'Euskadi laissa flotter pendant un premier temps. On peut même dire que cette « froideur et cette distance », c'était l'état d'esprit de tous les travailleurs des peuples de l'Etat espagnol. C'était le produit de la confusion semée par la politique traître, au service du monarque, du PSOE et du PCE, tout au long de ces dernières années. Il s'agissait donc d'une méfiance légitime vis-à-vis de ces directions traîtres et de ce qu'elles pouvaient effectivement faire pour garantir une grève générale contre le golpe.

C'est précisément du fait de cette situation que l'ETA avait une occasion historique : la possibilité de lancer l'appel des combattants nationalistes qui ont affronté et affrontent la monarchie. C'est ce qui aurait permis de combler le vide entre ces masses « froides et distantes » et la nécessité de descendre dans la rue.

Toute la situation aurait changé en Euskadi si Herri Batasuna et l'ETA (M) avaient appelé et assumé la tâche pratique de la grève générale. Oui, l'ETA pouvait et devait lancer le mot d'ordre de paralysie complète de l'Euskadi contre le coup d'Etat ! Oui, l'ETA pouvait et devait proposer aux masses, et en particulier aux ouvriers socialistes et communistes, cette possibilité pratique de sortir de la passivité, de faire confiance à la mobilisation, au lieu de l'attente suicidaire proposée par les réformistes et les staliniens. Oui, l'Euskadi aurait pu se jeter dans la lutte, déchaînant une mobilisation dont la force aurait été capable de terroriser les goliathes, de briser le contrôle des appareils stalinien et social-démocrate, et d'affronter le monarque avec la réalité et la force de la grève générale. Nous insistons : l'Euskadi pouvait tout modifier. Et tous les peuples de l'Etat espagnol auraient trouvé là des éléments pratiques pour secouer la passivité imposée par leurs directions. Mais le plus important, c'est que si l'ETA avait appelé à la grève générale contre le coup d'Etat, cela aurait permis à l'ETA et au peuple basque d'affronter, dans les meilleures conditions, le cours actuel de guerre totale anti-basque du monarque.

Il est encore temps !

Cette politique continue d'être la seule correcte. Les courants révolutionnaires et combattifs doivent adopter cette orientation en direction des masses, pour briser le piège contre-révolutionnaire de l'unité nationale mis en place par les réformistes et les staliniens.

Le régime a maintenant pour objectif la militarisation progressive de l'Euskadi. Il peut frapper sévèrement l'ETA et le peuple basque.

L'ETA ne doit pas tomber dans ce piège. Elle ne doit pas s'isoler des masses, ni s'abstenir, comme le 23 février. Nous, trotskystes, nous nous engageons à lutter contre l'isolement des combattants et à les défendre contre la répression. Mais notre critique fait aussi partie de cette défense : c'est l'appel à l'ETA pour qu'elle mette sa combativité au service des travailleurs et des luttes qu'ils vont mener inévitablement contre la monarchie et son armée d'occupation. Cette défense, c'est la défense de tous les combattants qui veulent renverser la monarchie et l'Etat exploiteur et oppresseur, c'est la volonté d'empêcher que l'erreur commise par l'ETA et Herri Batasuna face au coup d'Etat ne se répète. Il s'agit donc d'insister sur une vérité que même les indépendances basques doivent reconnaître et assimiler : les Basques luttent contre l'Etat centraliste et monarchiste, et cette lutte est le patrimoine de tous les nationalistes et de tous les peuples de l'Etat espagnol, opprimés par la même monarchie. Et ce combat est celui de tout le prolétariat, exploité aussi bien à Madrid qu'à Barcelone et à Bilbao. C'est pour cela qu'il est la force révolutionnaire qui brisera l'autoritarisme centraliste, garantissant ainsi le libre exercice du droit à l'autodétermination nationale, pour tous les peuples d'Espagne.

S. Falamo

Le V^e Congrès du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne) a manifesté au grand jour les développements de la crise profonde qui déchire le parti stalinien en Espagne, dont le PSUC est la branche catalane. Par 424 voix contre 359 et 21 abstentions, le congrès a adopté un amendement à la résolution internationale, amendement qui renonce à la définition du parti comme « eurocommuniste », infligeant ainsi un désaveu spectaculaire à Santiago Carrillo et à la direction du PCE.

Le samedi 15 mars, à un meeting organisé par le PSUC à Barcelone, Carrillo, violemment insulté, a déclaré : « S'il n'y a pas un climat de respect, il va être difficile de continuer dans le même parti. » Les dirigeants du PSUC l'ont accusé d'assumer une « attitude provocatrice ». La profondeur de la crise s'est manifestée dans toute son ampleur. La majorité qui s'est dégagée dans le congrès pour l'abandon de la référence à l'« eurocommunisme » rassemble des composantes fort différentes, voire opposées sur toute une série de questions politiques fondamentales. Au courant dit « léniniste » (ainsi nommé pour s'être opposé à l'abandon par Carrillo et la direction du PCE de la référence au « léninisme » et au « centralisme démocratique » lors du IX^e Congrès du PCE), courant structuré principalement par les cadres du CONC (branche catalane des commissions ouvrières), s'est joint un courant dit « afghan » (vieux staliniens ayant conservé des liens directs avec Moscou) et un courant « catalaniste », tandis que les « carrillistes » ne trouvaient pour alliés que le courant dit « bandériste » (ex-stalino-maoïstes de *Bandera Roja*, devenus depuis *Bandera Blanca* ou « sociaux-démocrates », entrés dans le PSUC en 1978 sous l'impulsion de Carrillo qui entendait les utiliser contre les « léninistes » dans la lutte de fractions qui faisait déjà rage à cette époque).

Le rejet de la référence à l'« eurocommunisme » n'a évidemment pas le même sens pour les différentes composantes de la majorité de rencontre qui s'est dégagée sur cette question dans le V^e Congrès du PSUC. Selon l'un des porte-parole du courant « léniniste », Rafael Ribo : « Ce qui s'est exprimé dans le vote contre l'eurocommunisme, c'est une grande majorité de mécontents. Et cela parce que, non seulement en Catalogne mais dans toute l'Espagne, ce mot a fini par s'identifier à une douteuse politique de sommet, entièrement conduite au niveau des superstructures et dont la droite a tiré beaucoup plus d'avantages que nous. Nous avons adhéré au pacte de la Moncloa, nous avons poursuivi sans aucun résultat la politique du consensus, nous avons voté en faveur de lois objectivement condamnables, comme la loi antiterroriste. Des dirigeants qui se définissent comme eurocommunistes, comme Manuel Azcarate, ont émis sur l'URSS des jugements hasardeux. Nous nous sommes prononcés contre l'invasion de l'Afghanistan, mais nous ne pouvons pas admettre que l'on définisse l'URSS comme fasciste sans qu'il y ait eu entre nous une discussion et des décisions collectives. Pour de très nombreux délégués à notre congrès, le terme d'eurocommunisme recouvrait précisément cette improvisation permanente, cette désinvolture liée à des relations de sommet, ce désarmement du parti. »

Carrillo n'a d'ailleurs pas hésité à mettre Moscou directement en cause dès le lendemain du congrès du PSUC : « Il s'agit d'un vaste plan de liquidation de l'eurocommunisme (...). Nous n'attribuons pas les résultats du V^e Congrès du PSUC essentiellement aux manœuvres d'une main étrangère, d'un chef d'orchestre occulte. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas quelque chose de cela et qu'il n'y ait pas un plan précis pour liquider l'eurocommunisme en Espagne et dans d'autres pays. Il y en a un, c'est notre profonde conviction. Certains préfèrent des partis faibles, même s'ils perdent leurs forces et leur enracinement national, à des partis forts dotés d'un critère et d'une indépendance de jugement. Nous sommes conscients qu'avant notre X^e Congrès peuvent se tisser des trames de ce genre.

Nous allons défendre le PCE et sa politique. »

Mais Carrillo ne se contente pas de dénoncer à l'avance une opération menée par l'appareil du Kremlin (qu'il connaît bien et dont il mesure les ressources) pour liquider l'actuelle direction du PCE. Il s'adresse à ses opposants « léninistes » et « pro-soviétiques », et derrière eux à Moscou, pour leur dire : pour la défense de l'Etat bourgeois en Espagne, dans les conditions de la crise de décomposition de la dictature franquiste, aucune autre politique n'était possible, hors de celle que j'ai appliquée, avec votre approbation, depuis 1975, et vous le savez fort bien.

« La seule politique — écrit-il — qui pouvait conduire la classe ouvrière à des positions de pouvoir était la politique de concentration démocratique. Les

La crise du

accords de la Moncloa ont été conçus par nous dans cette perspective (...). Pouvions-nous renoncer à cette politique de concentration démocratique ? Pour quelle autre politique ? Personne à l'époque n'a défini une quelconque politique alternative, et personne n'en a défini une aujourd'hui. » Et il poursuit : « L'aggravation des tensions nationales et internationales, le désespoir, la frustration, les difficultés objectives auxquelles se heurte notre politique nourrissent le danger de nous retirer sous nos tentes de campagne, et, en recherchant les responsables de ces difficultés dans nos propres rangs, de rendre le PCE responsable de ce que les choses n'aillent pas selon nos vœux. »

Après avoir mis en garde contre « les prétendus sauveurs du PCE qui ne sauveront rien du tout et qui n'ouvrent aucune issue, ni du côté de la crise révo-

lutionnaire, ni du côté de la régénéscence du parti », Carrillo admet : « Notre première erreur a consisté en ce que nous n'avons pas su convaincre le parti de la gravité de la crise économique, de ses dangers pour la démocratie et de ce que la progression de notre propre force ainsi que des possibilités réelles de la gauche ne pouvaient être qu'un processus lent et complexe. » C'est ainsi que Carrillo, tout en reconnaissant son « erreur » pour n'avoir pas su imposer les mesures d'austérité, indique clairement que toute sa politique, c'est-à-dire la politique de l'eurocommunisme, est conforme aux impératifs de la coexistence pacifique, dictée également par les besoins de la bureaucratie du Kremlin.

Mais la crise de la politique de coexistence pacifique qui aboutit au soutien au roi, soutien que ne condamne nullement Moscou, est également la crise du



Carrillo en train de faire le baise-main à la reine : le premier vassal de « Ses Majestés ».

Parti communiste espagnol

PCE tendant à se disloquer en fractions rivales.

La crise profonde désormais exposée au grand jour depuis le V^e Congrès du PSUC n'est en effet que la manifestation la plus spectaculaire d'un processus plus général. Il n'est pas exagéré de parler de début d'une véritable crise de dislocation du parti stalinien en Espagne. La baisse considérable des effectifs depuis 1977 est à la fois l'une des expressions de cette crise et un facteur aggravant toutes les tensions internes : selon les chiffres présentés par la direction elle-même, le PCE, qui comptait 200 000 membres en 1977, n'en a plus que 110 000 en 1980 ; le PSUC est passé dans la même période de 40 000 à 28 000 membres.

Les récentes élections syndicales aux comités d'entreprise, marquées par le recul des commissions ouvrières au profit de l'UGT, elles aussi, ont confirmé une baisse profonde du PCE dans les usines : sur la base d'une participation nettement en baisse, les commissions ouvrières passent de 34,5 % des suffrages en 1978 à 30,7 % en 1980, tandis que l'UGT passe dans le même temps de 21,7 % à 29,5 %. Dans les entreprises de plus de 500 travailleurs, l'UGT est pour la première fois majoritaire avec 31 % des suffrages (contre 24,3 % en 1978). Les commissions ouvrières ne rassemblant que 30,6 % (contre 33,1 % en 1978). Au Pays Basque et en Catalogne, une partie importante des voix perdues par les commissions ouvrières se sont portées sur les organisations liées aux mouvements nationalistes (ELA-STV obtient 25 % en Euzkadi, ING obtient 19 % en Catalogne).

Moins de quinze jours après le congrès du PSUC, la fraction carrilliste a subi un nouvel échec dans le congrès du PC d'Euzkadi. La fraction dite « ouvrière » (la plus proche de la direction du PCE) n'est pas parvenue à faire voter par le congrès une motion de soutien à la direction carrilliste dans son attitude face au PSUC. La fraction dite « basquiste », partisan d'une fusion avec Euzkadiko Eskerra, d'une ligne d'union nationale au Pays Basque, majoritaire dans le congrès, a estimé, selon l'un de ses dirigeants, Siri Domingo, que « réaffirmation de l'eurocommunisme serait utilisée (par la direction du PCE) comme une arme contre ceux qui critiquent la période de transition » (c'est-à-dire la politique carrilliste de « consensus », etc.).

A Madrid même et dans le reste de l'Espagne, Carrillo doit affronter l'opposition montante dite des « intellectuels », dirigés par Ramon Tamames, premier adjoint au maire de Madrid. A quelques mois du X^e Congrès du PCE, Tamames attaque très violemment Carrillo pour ses méthodes de direction du parti. Il se prononce ouvertement pour le remplacement de la « vieille garde » carrilliste qu'il rend responsable d'avoir « étouffé la discussion dans le parti » et conduit ainsi à la situation révélée par le congrès du PSUC où, dit-il, « une minorité a pu prendre une influence supérieure à ce qu'elle représente effectivement ». Tamames réclame que « le parti assume pleinement la Constitution » et préconise dans ce cadre « l'union de la gauche et de toutes les forces de progrès ». Il fait campagne pour la reconstitution des vieilles associations professionnelles (d'enseignants, de médecins, d'avocats...) contre les structures actuelles du PCE, jugées trop centralisées. Une partie de l'appareil des commissions ouvrières a rejoint la campagne anti-carrilliste du courant Tamames. De part et d'autre, on prépare ouvertement l'élimination de Carrillo, et son remplacement éventuel par un homme comme Nicolas Sartorius, l'un des dirigeants des commissions ouvrières. Mais toutes ces fractions restent solidement soudées sur la nécessité de préserver et de défendre la Constitution de la monarchie franquiste.

La crise de dislocation du parti stalinien d'Espagne dont on aperçoit nettement les premiers développements doit être analysée en relation à la fois avec la politique mondiale de la bureaucratie du Kremlin et avec les données de la lutte des classes en Espagne.

Carrillo a parfaitement raison lorsqu'il répond à ses opposants en Catalogne et ailleurs, et au-delà d'eux à ceux qui, à Moscou, sont engagés dans une opération visant à l'éliminer, que, du point de vue de la coexistence pacifique, de la politique contre-révolutionnaire mondiale du Kremlin, aucune autre politique n'était possible que celle qu'il a effectivement appliquée : sauver à tout prix l'Etat bourgeois profondément ébranlé par la crise de décomposition des institutions héritées du franquisme, défendre par tous les moyens la monarchie comme garante de la continuité de ces institutions. Carrillo a d'ailleurs la partie belle lorsqu'il répond à ses contradicteurs : « Personne n'a proposé une sortie révolutionnaire à la crise. Une telle proposition eût été irréaliste. Certes, la politique des alliances est très difficile. Oui, bien sûr, nous nous heurtons à de fortes résistances. Mais quelqu'un a-t-il oublié ce que nous avons dû payer pour obtenir la légalisation de notre parti ? Quelqu'un a-t-il oublié que le « miracle » du changement vient précisément de là ? »

Moscou n'avait pas d'autre politique pour l'Espagne que celle que Carrillo a mise en œuvre, la politique contre-révolutionnaire du stalinisme définie par les intérêts mondiaux de la bureaucratie du Kremlin qui exigent la défense par tous les moyens des régimes bourgeois contre les prolétariats, les peuples et la jeunesse. Mais cette politique de défense des formes actuelles de domination de classe de la bourgeoisie, y compris ses formes les plus antidémocratiques (dictature militaire en Argentine, monarchie en Espagne, bonapartisme

en France), est en crise, et par là même la crise de domination de classe de la bourgeoisie constitue un élément de crise dans les différents PC. Les nécessités de la bureaucratie du Kremlin elle-même d'assurer la politique de défense de la coexistence pacifique se dressent contre ce qui devient la faillite de la politique de Carrillo, de plus en plus impuissante à préserver la stabilité de la monarchie franquiste dont la survie est impérieuse pour le maintien de la politique de coexistence pacifique.

Les thèses adoptées à la Conférence mondiale ouverte de la « IV^e Internationale (Comité international) » sont claires à ce sujet, quand elles affirment : « Agences de la bureaucratie du Kremlin, les PC des pays sous domination de l'impérialisme ont la tâche majeure de monter la garde contre-révolutionnaire pour la défense des intérêts de la caste privilégiée. » Et les thèses poursuivent : « Il reste que la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ne peut que se refléter dans les PC, lesquels expriment tant la crise de l'ordre bourgeois, dont ils assurent la défense, que celle de la bureaucratie du Kremlin que, par nature, ils doivent défendre pour conserver dans chaque pays leur position et place contre-révolutionnaires comme partis ouvriers-bourgeois. »

Il serait néanmoins totalement erroné de croire que les développements actuels au sein du PCE procèdent de manœuvres d'appareil bien réglées et bien calculées. Elle exprime les développements non maîtrisés de la crise de l'appareil international du Kremlin, dans les conditions de décomposition du système mondial de l'impérialisme et de la crise

des bourgeoisies en Europe notamment. La crise de dislocation du PCE qui s'affirme procède fondamentalement de la lutte de classes. Cette crise réelle entre le Kremlin et les directions prédominantes dans un petit nombre de PC n'a jamais amené et ne mènera jamais à la transformation de ces PC en partis social-démocrates ou indépendants de Moscou, mais à leur crise, à leur éclatement. Il n'y a pas de processus qui puisse amener un PC à devenir, organisationnellement et par une évolution, un parti indépendant de la bureaucratie du Kremlin ou social-démocrate, agent direct de l'impérialisme. Seules de grandes révolutions ouvrières ont pu, comme sous-produit de ces mêmes révolutions, produire une véritable rupture de partis communistes avec Moscou, comme en Yougoslavie, en Chine, sans que pour cela ces partis cessent d'être staliniens en ce qui concerne leur structure et leur politique, en tant que représentants de la bureaucratie de ces Etats ouvriers. D'autre part, leur indépendance ou leur rupture vis-à-vis du Kremlin s'est produite dans le cadre d'une situation mondiale caractérisée par l'existence prédominante de la bureaucratie stalinienne de l'URSS. Cette dernière est le soutien historique de toutes les bureaucraties contre-révolutionnaires au pouvoir, même de celles qui sont les plus indépendantes de Moscou. Cela ne signifie pas que les frictions entre Carrillo et le Kremlin ne soient pas réelles, ni partie prenante de la crise mondiale du stalinisme. Il est certain aussi que Carrillo voulait rendre le PCE plus indépendant du Kremlin, ce qu'il ne peut faire. Il ne fait qu'approfondir la crise du PCE. La crise de dis-

location du PCE qui s'ouvre procède précisément de l'impossibilité d'un processus de « social-démocratisation » d'un parti stalinien. S'il est vrai que de réelles tendances « réformistes » se sont développées au sein du PCE, le résultat n'en a pas été une mutation ordonnée vers un « parti de type nouveau », mais, comme nous l'avons montré, une véritable crise de dislocation du parti stalinien — défini par son lien jamais rompu avec la bureaucratie du Kremlin — que le PCE n'a nullement cessé d'être. Parti dont l'acharnement contre-révolutionnaire, face aux masses et contre elles, dépend précisément de sa nature tel qu'il s'est constitué comme agence espagnole de l'appareil international du Kremlin qui s'enfoncé lui-même dans la crise mondiale de la politique de coexistence pacifique, telle que Moscou a cherché à la mettre en œuvre avec Nixon et Carter.

En effet, l'efficacité contre-révolutionnaire du PCE lui vient de ce qu'il définit son action non pas en fonction de considérations nationales circonstancielles, mais des besoins mondiaux de la bureaucratie du Kremlin (coexistence pacifique). C'est cet outil qui a servi à étrangler la révolution espagnole en 1936-1939. C'est cet outil grâce auquel a pu être différé l'effondrement des institutions de la dictature franquiste depuis plus de cinq ans. C'est cet outil-là que Moscou s'efforce de préserver en procédant, si besoin est, à un changement de personnel au sommet.

Luis Favre
pour le comité exécutif
de la « IV^e Internationale (Comité international) »

Le Secrétariat unifié et l'Espagne

Le numéro 97 du 16 mars 1981 d'*Inprecor*, organe du Secrétariat unifié, contient un dossier sur l'Espagne. Parmi les documents publiés figure une déclaration du SU du 24 février 1981 intitulée : « Une tentative sérieuse de pronunciamiento ». Intéressante déclaration ! Celle-ci nous apprend qu' : « Il ne s'agit pas d'un problème posé par l'existence de « quelques fascistes » et qui pourrait se résoudre par quelques petites réformes ; il s'agit de l'existence d'un appareil de répression construit tout au long de quarante années de dictature et qui doit être radicalement éliminé, pour que disparaissent les menaces qu'il fait peser. »

Il s'agit d'une appréciation avec laquelle la « IV^e Internationale (Comité international) » ne peut qu'être d'accord. C'est pour cela que nous considérons comme erronée l'exigence de la LCR espagnole (section du SU) d'« épuration des forces armées » qui présuppose que le roi et le gouvernement « constitutionnel » peuvent procéder à l'élimination de « quelques fascistes » pour empêcher une nouvelle tentative putschiste. En laissant dans l'ombre qu'il s'agit de tout le corps des officiers sélectionnés « au long de quarante années de dictature ». Mais la déclaration du SU contient aussi d'autres éléments d'analyse que nos lecteurs apprécieront. A la question de savoir comment une tentative de coup d'Etat d'une telle envergure a pu se produire, le Secrétariat unifié déclare : « La réponse à cette question réside dans la nature même du régime politique et des institutions issus de ce qu'on appelle la « réforme » commencée à la fin de l'année 1976. C'est le roi qui a été le principal instigateur de ce processus qui devait conduire à l'instauration d'un régime parlementaire, à la condition que soit complètement préservé l'appareil d'Etat hérité du franquisme, et tout spécialement la hiérarchie militaire, la police et le système judiciaire. » (souligné par l'auteur).

Voilà une « réforme » parfaitement impossible, puisque précisément « préserver l'appareil d'Etat du franquisme » signifie maintenir un ensemble d'institutions qui sont antinomiques avec un régime parlementaire.

C'est pour cela qu'en Espagne, sous un vernis pseudo-parlementaire, les institutions franquistes en décomposition se maintiennent et que le véritable pouvoir procède du roi, de la monarchie et des forces armées du franquisme, et non pas des Cortes octroyées. Cela semble être l'opinion actuelle du Secrétariat unifié, profondément surpris par les événements d'Espagne. Nous disons actuelle, parce que cette position n'est pas celle maintenue par rapport à la nature du régime politique de l'Etat espagnol après la mort

de Franco. En effet, l'éditorial d'*Inprecor* du 23 juin 1977 expliquait : « D'abord — et c'est l'essentiel —, la bourgeoisie espagnole a été obligée de liquider pas à pas la dictature franquiste, non pas en partant d'une situation de force, parce qu'elle estimait avoir suffisamment consolidé son règne pour pouvoir « gouverner à l'euro-péenne » dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle fondée sur la démocratie parlementaire bourgeoise. Elle a été au contraire obligée de liquider cette dictature sous la pression d'un mouvement des masses... »

Pour le SU, la « réforme » avait instauré en Espagne une démocratie bourgeoise parlementaire. Un tel miracle avait été réalisé par le roi et s'était conclu vers la fin de 1979 (cf. *Inprecor* n° 77 du 15 mars 1980, article *La « réforme » est achevée*) : « La « réforme », presque trois années de « période constituante », s'achève. Le régime est maintenant « constitué ». La bourgeoisie a réussi à maintenir la direction politique durant tout le processus. La politique révolutionnaire doit répondre aux nouvelles conditions. »

Le VI^e Congrès de la LCR espagnole, qui s'est tenu en janvier 1981, réaffirmait cette caractérisation sur la forme qu'assumait la domination de classe de la bourgeoisie. Dans *Combate*, organe de la LCR, numéro 215, elle est caractérisée comme « un régime basé sur une démocratie parlementaire » avec des vestiges importants de l'appareil hérité du franquisme. Cette appréciation erronée conduira la LCR à confondre les quelques libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière et les peuples d'Espagne avec l'« autodémocratisation » du franquisme, et à être complètement désarmée face au putsch, surprise de l'ampleur atteinte par celui-ci.

Mais comme il n'y a pire sourd que celui qui ne veut entendre, *Inprecor* attaque Herri Batasuna, l'organisation nationaliste basque, parce que celle-ci affirme sur cette question et à juste titre que : « Seule la dégénérescence idéologique produite par la servilité peut amener des partis de gauche et/ou nationalistes à exiger l'épuration, que ce soit de l'armée ou de la police, dans la mesure où ces forces servent toujours, d'une manière ou d'une autre, à la répression. » La LCR préfère, elle, avec le PSOE et le PCE, exiger du roi l'« épuration des éléments fascistes » jusqu'au... prochain coup d'Etat.

Luis Favre
pour le comité exécutif
de la « IV^e Internationale (Comité international) »

France

Pour chasser Giscard,

Dans notre numéro précédent, nous tracions le cadre général des élections présidentielles en France : la Constitution gaulliste, la crise politique de la bourgeoisie, la naissance d'un nouveau parti social-démocrate, la personnalité de son dirigeant Mitterrand, l'Union de la gauche-front populaire de 1972 à 1977 et les attaques du PCF s'amplifiant de 1977 à nos jours pour soutenir Giscard. Tout cela dans le contexte d'une montée ouvrière. Nous avons donné aussi dans cet article les considérants et les axes de la politique de l'OCI unifiée (section de la « IV^e Internationale (Comité international) » pour l'unité PS-PCF tout de suite.

Dans un premier temps, l'OCI a donc mené campagne pour un candidat unique du PCF et du PS. Malgré le succès de la campagne — 102 000 signatures de travailleurs et de jeunes dans toute la France — Marchais et Mitterrand se sont présentés en concurrence au premier tour des élections, sans donner aucune directive pour un désistement pour le second tour, l'axe de la campagne de Marchais, le candidat du PCF, étant même : Mitterrand = Giscard.

L'article ci-dessous est une déclaration du comité central de l'OCI unifiée, sa politique concrète pour une situation concrète de la lutte des classes en France.

Déclaration
du comité central de l'OCI unifiée

Nous sommes maintenant à quelques semaines du 26 avril, date du premier tour des élections présidentielles. En ce moment, tout le monde le comprend, la défaite de Giscard peut être assurée, la défaite de Giscard doit être assurée. Tout le monde comprend que Giscard au pouvoir, c'est le chômage, les licenciements, la hausse des prix, le démantèlement des services publics. C'est en faveur de la solution qui correspond aux intérêts des masses laborieuses que toutes les organisations se réclamant sérieusement du mouvement ouvrier et de la démocratie devraient prendre position. Il ne devrait donc pas y avoir la moindre hésitation.

Battre Giscard pour en finir avec
le régime de la V^e République

Nous vivons sous un régime particulier, le régime réactionnaire de la V^e République, où, constitutionnellement, le président de la République dispose de tous les pouvoirs, aussi bien le pouvoir exécutif que, de fait, le pouvoir législatif.

L'Assemblée nationale, par toute une série de dispositions constitutionnelles, n'a d'autres pouvoirs que ceux de fournir un décor pseudo-démocratique aux décisions prises par la présidence de la République.

Avec le régime de la V^e République, c'est Giscard qui décide tout.

C'est Giscard et son ministre Barrot qui démantèlent la Sécurité sociale et la Santé publique.

C'est Giscard et son ministre Beullac qui suppriment les classes, asphyxient l'école laïque, distribuent des milliards aux écoles confessionnelles et privées, expédient dans les stages en entreprises une main-d'œuvre gratuite ou sous-payée, concurrençant les travailleurs adultes voués à rejoindre l'armée des deux millions de chômeurs.

C'est Giscard et son ministre Mme Saunier-Seïté qui détruisent les universités, pratiquent une sélection, chaque année renforcée, afin d'exclure des études les étudiants de toutes disciplines.

C'est Giscard et son ministre Monory qui distribuent des milliards aux

magnats de la sidérurgie, du textile, etc., pour financer, avec la restructuration des entreprises, les licenciements.

C'est ainsi que, constitutionnellement, Giscard dispose de tous les pouvoirs pour sacrifier l'intérêt de l'immense majorité à l'intérêt de la minorité des capitalistes qu'il représente.

Ce dont il s'agit dans les élections du 26 avril et du 10 mai est donc clair : il s'agit, en chassant Giscard du pouvoir, d'en finir avec les institutions antidémocratiques de la V^e République.

Il s'agit d'en finir avec les pouvoirs conférés par la Constitution à Giscard qui légitiment toutes les mesures prises par son gouvernement de communistes contre les intérêts de la majorité.

Pour l'OCI unifiée, il ne fait aucun doute que l'exercice de la démocratie la plus élémentaire exige que soient abrogées les institutions et la Constitution antidémocratiques de la V^e République, donc que soit chassé Giscard.

La division, arme ultime
de Giscard

Marchais donne à l'élection présidentielle le contenu de la plus violente des campagnes anti-socialistes. Bien entendu, il y a des divergences entre les deux partis, PCF et PS. Et cela n'a rien de condamnable ; s'il n'y avait pas de divergences entre le PS et le PCF, il n'y aurait qu'un seul parti. Exiger du PS l'accord avec la politique du PCF, c'est exiger du PS qu'il se dissolve comme parti. Cela est contraire à la démocratie et au « pluralisme » dont se réclament les dirigeants du PCF.

Mais le fait est là : dans cette campagne présidentielle, les dirigeants du PCF, pour tenter d'entraîner les travailleurs dans un vote contre le PS, orchestrent tous leurs coups contre le PS, cela pour assurer la défaite de Mitterrand.

Quel est le but politique poursuivi par les dirigeants du PCF ?

Lisons les documents, écoutons les discours de G. Marchais, leur signification saute aux yeux. Marchais, qui pourtant, comme Mitterrand, déclare combattre pour la défaite de Giscard, Marchais, comme Mitterrand, déclare que c'est la politique de Giscard qui est responsable de la situation désastreuse dans laquelle s'enfoncent tout le pays. (Jusqu'à ce point, tous les travailleurs et tous les partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière sont entièrement d'accord).

Mais quelles conclusions tirent donc alors Marchais et les dirigeants du PCF ? Pleins feux contre Mitterrand !

Personne ne demande au PCF de soutenir la politique du PS. Mais y a-t-il la moindre raison d'aider Giscard à rester au pouvoir en cherchant, par la division, à assurer la défaite de Mitterrand ?

Tout le monde le comprend. Il faut le dire. Si Giscard était élu contre Mitterrand, ce serait grâce à la politique de division orchestrée par Marchais et les dirigeants du PCF.

Pour notre part, nous OCI unifiée, nous n'avons aucune raison de prendre une quelconque responsabilité concernant la politique du PS, pas plus que pour celle du PCF. Mais nous avons d'autant moins de raisons d'aider Gis-

card à rester au pouvoir. Nous pensons que la tâche et l'objectif communs sont l'unité de toutes les formations et organisations se réclamant de la classe ouvrière.

Unir les forces
pour chasser Giscard !

L'OCI unifiée combat avec continuité pour que Giscard soit chassé du pouvoir. Tout confirme encore une fois avec netteté, avec force, que cette revendication est juste et inévitable, précisément dans l'intérêt des masses laborieuses et de la jeunesse.

Conformément à sa politique d'unité, l'OCI unifiée a, dès septembre 1980, lancé un appel pour l'unité PS-PCF, pour un candidat unique et commun du PS et du PCF. 102 000 travailleurs et jeunes ont signé cet appel parce qu'ils savaient, comme tous les travailleurs, qu'un candidat unique du PS et du PCF aurait créé les meilleures conditions pour battre Giscard. Avec l'OCI unifiée, 102 000 travailleurs et jeunes ont demandé à Marchais et à Mitterrand de se rencontrer pour que PS et PCF désignent le candidat le plus à même de battre Giscard.

Marchais s'est déclaré candidat le 7 octobre, puis ce fut le tour de Mitterrand en janvier 1981.

Avec 321 militants du PCF, du PS et de l'OCI unifiée, la Convention nationale d'unité a demandé que Marchais et Mitterrand se rencontrent afin d'assurer avec l'unité PCF-PS le désistement inconditionnel.

La division s'est encore amplifiée, division qui, rappelons-le, a été l'unique cause qui a empêché la défaite de Giscard en 1978 et lui a permis de poursuivre sa politique anti-ouvrière durant ces trois dernières années.

Tout le monde s'en souvient : Marchais, avant le premier tour des élections de 1978, a concentré durant des mois ses critiques contre le PS, inventant prétexte sur prétexte pour diviser.

Il y a eu le premier tour.

Il y a eu le deuxième tour.

Avant le deuxième tour, Marchais a appelé au désistement. Mais l'œuvre de la division avait fait ses dégâts. Une majorité de voix au premier tour pour le PS et le PCF a abouti à une majorité en sièges pour la coalition réactionnaire qui domine l'Assemblée nationale.

Tout le monde le comprend, chacun le sait, Marchais, en élevant aujourd'hui la politique de division contre le PS à une hauteur encore jamais atteinte, cherche à frustrer la majorité de sa victoire contre Giscard.

Alors, toute la situation exige impérieusement que Giscard soit chassé. C'est pourquoi nous, OCI unifiée, disons : le but de toutes les mesures prises par Giscard est clair : exploiter, surexploiter les travailleurs et la jeunesse pour la défense des intérêts du capital.

Le but de toutes les mesures prises par les dirigeants devrait être clair : réaliser l'unité contre les mesures prises par Giscard.

Mais nous assistons à la mise en œuvre d'une politique de division forcée : multiplication des grèves tournantes et journées d'action, des opérations contre les travailleurs immigrés, alors que tous les travailleurs comprennent que s'impose la grève générale contre la politique de Giscard et son gouvernement.

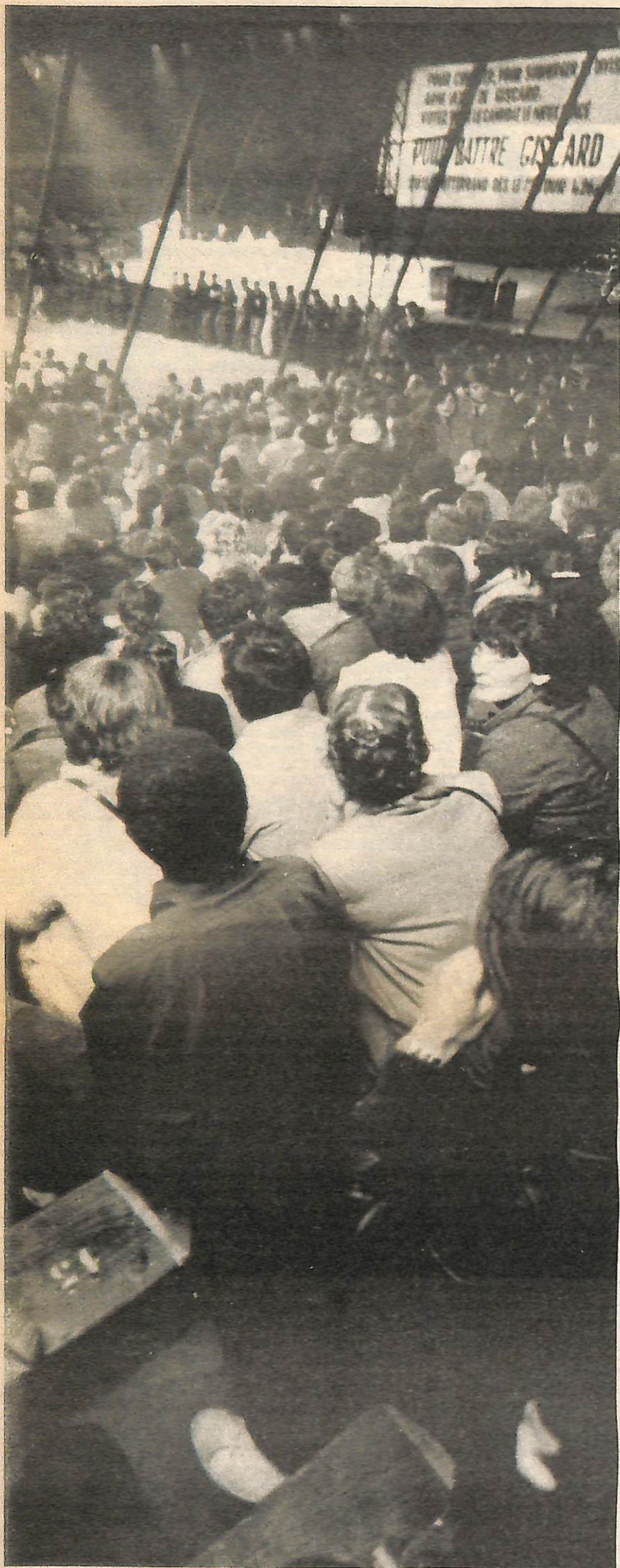
Toute cette politique de division des luttes n'a qu'un objectif : morceler, empêcher le rassemblement de toutes les forces intéressées à la chute de Giscard.

Notre position

Marchais et Krasucki viennent de déclarer qu'ils se refusent à signer un chèque en blanc à Mitterrand. Qu'est-ce à dire ? Personne ne demande aux dirigeants du PCF de taire les opinions qui sont les leurs sur la politique du PS. Ce serait là une exigence inadmissible.

L'OCI unifiée, quant à elle, se prononce pour un gouvernement du PS et du PCF sans représentants des partis bourgeois, l'OCI unifiée se prononce pour l'expropriation du capital et l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Ce n'est là ni la position du PCF, ni celle du PS.



12 000 au rassemblement de l'OCI

A Paris, le 3 avril, l'OCI unifiée appelait à un meeting, un rassemblement pour l'unité (photo ci-dessus). L'unité aujourd'hui, c'est tout faire pour battre Giscard, pour l'unité sans condition pour battre Giscard, submerger la division. C'est concrètement aujourd'hui appeler à voter Mitterrand au premier tour.

Sous le grand chapiteau de la porte de Pantin — le même où Giscard, une semaine auparavant, essayait sa démagogie sur les jeunes — l'ambiance était chaleureuse, malgré le temps gris et froid. Plus une place assise libre, 12 000 personnes. A la tribune, un camarade de la jeunesse a illustré la politique réelle de Giscard pour les jeunes : sélection, déqualification, chômage, répression... Et les jeunes dans la salle scandaient : « Dehors Giscard ! » Puis un camarade a parlé de la politique sociale du gouvernement, les attaques de plus en plus graves contre la santé, l'éducation, de la misère croissante, de la nécessité d'en finir. Ensuite, le camarade Lambert a expliqué la politique de l'OCI unifiée, pourquoi elle appelait à voter Mitterrand au premier tour, comment cette campagne

concrète aujourd'hui est celle d'un parti trotskyste, section du parti pour la révolution socialiste mondiale. Et la salle criait : « Vive la IV^e Internationale ! » Il a expliqué comment tous ceux qui étaient dans la salle, tous ceux qui participent à d'autres meetings dans d'autres villes de France et tous ceux qu'ils représentent, peuvent peser sur les événements, peuvent agir pour chasser Giscard. Et enfin, le camarade Lacaze a clôturé le meeting en parlant du contexte international, de la classe ouvrière qui prend ses affaires en main en Pologne, du Salvador, du Nicaragua, etc.

Etre trotskyste en France, aujourd'hui, c'est tout faire pour aider à battre Giscard, c'est submerger la division, c'est dès le premier tour appeler à voter Mitterrand. C'est ainsi que nous ouvrirons la voie à la lutte de classe, à la mobilisation des plus larges masses. Les seules garanties pour les masses sont précisément cette mobilisation des masses elles-mêmes dont la chute de Giscard sera le produit et un considérable point de départ.

J. E.

voter Mitterrand !

Mais quand toutes les conditions sont réunies pour chasser Giscard du pouvoir, unir toutes les forces et en particulier celles du PCF et du PS pour unir leurs voix contre Giscard, c'est là le devoir de tous.

C'est un fait, les dirigeants du PCF ont refusé jusqu'à maintenant de faire droit à cette exigence, les dirigeants du PCF ont élevé encore d'un cran la division qui ne peut avoir qu'un effet, celui de faire passer Giscard.

C'est ainsi que de quelque côté que l'on tourne la question, on doit établir que les dirigeants du PCF font tout ce qui est en leur pouvoir pour, en divisant les forces ouvrières, tenter de permettre à Giscard de rester au pouvoir. La signification de la candidature de Marchais est claire : une candidature de division pour défaire Mitterrand et laisser passer Giscard.

Aujourd'hui, tous les travailleurs sont conscients : quelles que soient leurs préférences politiques, la possibilité existe d'assurer la défaite de Giscard. C'est aujourd'hui une nécessité : elle signifie rassembler les voix sur le candidat le plus à même de battre Giscard : François Mitterrand, candidat du PS.

Placée devant ce fait, connu et compris de tous, l'OCI unifiée donne clairement sa position :

L'OCI unifiée est partisan de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires.

L'OCI unifiée combat comme section de la « IV^e Internationale (Comité international) » pour aider à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Pour l'OCI unifiée, c'est par les moyens révolutionnaires de la lutte de classe que l'humanité en finira avec l'oppression et l'exploitation capitalistes.

L'OCI défend inconditionnellement les travailleurs des villes et des campagnes en Pologne qui revendiquent, contre la bureaucratie, le pouvoir pour eux-mêmes, la démocratie et l'indépendance.

Pour l'OCI unifiée, qui n'a rien à craindre d'une démocratie authentique, le combat démocratique pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la V^e République passe par la défaite de Giscard.

La défaite de Giscard ouvrira aux masses laborieuses et à la jeunesse les voies de la mobilisation qui leur permettra de prendre en main elles-mêmes la solution des questions urgentes qui assaillent le pays : la défaite de Giscard remettra en question toute l'offensive sur tous les terrains organisée par son gouvernement.

L'OCI unifiée rappelle : en 1969, lorsque de Gaulle, par son référendum, cherchait à intégrer les syndicats à

l'Etat, en vue de discipliner, au profit du patronat, les travailleurs et les organisations, l'OCI a appelé à voter « non » pour que la majorité chasse de Gaulle sans conditions. L'unité a infligé une première et décisive défaite aux institutions de la V^e République. En 1981, pour les élections présidentielles, l'OCI unifiée, fidèle à cette politique d'unité, appelle les travailleurs à infliger la défaite à Giscard, pour en finir définitivement avec les institutions réactionnaires de la V^e République.

Telle est notre position, et c'est parce que nous combattons sur ces positions que nous disons, nous OCI unifiée : conscients que la politique de division orchestrée par les dirigeants du PCF vise à permettre le maintien de Giscard au pouvoir, conscients que la défaite de Giscard repose sur le plus vaste rassemblement, dès le premier tour, sur le candidat le mieux à même d'assurer cette défaite, l'OCI unifiée, sans prendre pour autant la responsabilité de la politique du PS, décide d'appeler au vote Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles, le 26 avril.

Nous disons aux travailleurs : nous avons le pouvoir d'ici le 26 avril de contrer l'offensive de division. Nous avons le pouvoir de battre Giscard.

Le comité central de l'OCI unifiée Paris, le 20 mars 1981

La LCR contre l'unité ouvrière

Pendant cette campagne électorale, la Ligue communiste révolutionnaire, section du Secrétariat unifié, présente Alain Krivine comme candidat au premier tour et appelle au désistement inconditionnel au second tour pour le candidat du PS ou du PCF le mieux placé. Une campagne commune LCR-OCI unifiée, comme celle qui a eu lieu au Portugal sur la candidature de Aires Rodrigues, aurait permis d'avancer dans le processus de reconstruction de la IV^e Internationale et d'amplifier la campagne des trotskystes pour l'unité du PCF et du PS, pour chasser Giscard, pour la mobilisation des travailleurs. Mais cet accord n'a pas été possible. Pourquoi ?

La LCR refuse une candidature trotskyste commune

En juin 1980, l'OCI propose à la LCR une campagne commune sur un candidat commun se réclamant de la IV^e Internationale et sur les trois mots d'ordre : « Unité PS-PCF, gouvernement du PS et du PCF sans représentants des partis bourgeois, grève générale. » Quelques semaines plus tard, le congrès de la LCR décidait de repousser cette proposition et de présenter, seule, la candidature Krivine. Un dirigeant de la LCR, Bensaïd, expliquera plus tard : « Nous n'allions pas perdre de temps à négocier, à marchander ; nous avons engagé une campagne. Vous pouvez encore décider de soutenir la candidature Krivine. »

En mars 1981, l'OCI unifiée propose donc de soutenir la candidature Krivine : « L'OCI unifiée prend acte de la candidature du camarade Krivine décidée par la LCR. L'OCI unifiée estime de sa responsabilité de tout faire pour que cette candidature ne constitue pas un facteur d'aggravation de la dispersion des forces qui se revendiquent du trotskysme en France » et propose un protocole d'accord « précis, motivé et circonstancié ». Réponse du bureau politique de la LCR : « A ce stade de la campagne électorale, la candidature Krivine présentée par la LCR ne peut pas se transformer en une candidature commune de la LCR et de l'OCI unifiée (...). Il en découle naturellement (sic) que les prises de position publiques du candidat seront celles qui correspondent au mandat voté par les organismes dirigeants de la LCR. » Mais l'OCI aurait « la possibilité, dans le cadre même de la campagne officielle (à la

télévision, etc.) d'exprimer de façon autonome les motifs de son appui au candidat, ainsi que ses positions politiques propres ». Et sans rire, ils ajoutent : « Nous sommes convaincus qu'un tel accord contribuerait certainement à stimuler la mobilisation unitaire des travailleurs et à accroître l'audience du programme de la IV^e Internationale » !

Soit : soutenez Krivine, on vous donnera un temps de parole à la télévision, cinq ou dix minutes, à discuter ! Là, effectivement, il ne s'agit pas d'une proposition d'accord politique, mais d'un « marchandage » inacceptable, tellement inacceptable qu'il est évident qu'il a été proposé pour qu'il ne soit pas accepté. La LCR refuse donc une campagne commune des trotskystes.

Un argument du type « notre campagne est déjà largement engagée » ne résiste pas à une volonté réelle d'arriver à un accord. Quelle est donc la raison du refus de la LCR ? Deux dirigeants de la LCR expliquent oralement : « En aucun cas la candidature Krivine ne se situe sur le terrain de la reconstruction de la IV^e Internationale. » « Il ne s'agit pas de faire campagne sur le programme de la IV^e Internationale mais sur un programme beaucoup plus large. » On ne peut être plus clair. La LCR ne veut pas reconstruire l'unité de la IV^e Internationale, la LCR ne se bat pas sur le programme de la IV^e Internationale.

Quelle campagne mène donc la LCR ?

Alors que le projet de protocole d'accord proposé par la LCR à l'OCI unifiée épousait étroitement certaines formulations du protocole de l'OCI, axé sur « tout faire pour chasser Giscard, pour la réalisation inconditionnelle de l'unité PCF-PS, pour la mobilisation des masses », un fait est très révélateur du décalage entre les déclarations trotskysantes de la LCR et sa politique concrète :

La candidature Krivine se heurte au barrage totalement antidémocratique imposé par la Constitution, la nécessité de recueillir 500 signatures de maires, conseillers généraux, etc., dans 30 départements différents. Elle se heurte à un barrage supplémentaire et scandaleux : le PS et le PCF ont demandé à leurs élus de ne pas signer pour les petits candidats, le PCF allant même jusqu'à des menaces contre ses élus qui avaient promis leur signature à Krivine. C'est,

répétons-le, une attitude scandaleuse, mais la façon dont la LCR y répond se situe à la même hauteur : interviewé par la télévision le 23 mars, Krivine déclare qu'il « ne choisira certainement pas entre Marchais et Mitterrand. Et si d'ailleurs ils pensent avoir nos voix après nous avoir étranglés, je crois qu'ils se trompent ! » Quel est ce langage dérisoire, en complète contradiction avec sa campagne pour le désistement inconditionnel ?

Mais ces déclarations caricaturales face à une situation qui sort du ronron électoral reflètent une orientation beaucoup plus profonde, qui s'exprime dans les critiques de la LCR à la campagne de l'OCI unifiée.

Appeler à une candidature commune du PCF et du PS serait « un appel déguisé à voter Mitterrand »

Pour comprendre ce dont il s'agit, il faut bien connaître le mode des élections en France. Les élections se font en deux tours, dans la mesure où aucun des candidats n'a obtenu les 51 % lui permettant d'être élu au premier tour. Il s'est donc produit une sorte de tradition que la LCR explique : au premier tour, chaque parti présente son candidat, son programme ; les travailleurs votent pour celui qu'ils jugent le plus à même de les défendre. Et au second tour, restent en lice les deux candidats les mieux placés au premier tour, et traditionnellement la « droite » vote pour son candidat, tandis que la « gauche » vote pour le sien. Les révolutionnaires, les écologistes, l'extrême-droite, etc., peuvent donc se saisir du premier tour comme d'une tribune pour leur programme. Voilà le cadre dans lequel veut s'inscrire la LCR.

Un parti trotskyste, face aux élections, a, comme seule position de principe, de créer les conditions de la mobilisation des travailleurs, de contribuer à l'unité et à l'indépendance de la classe ouvrière. Sa politique doit donc être étudiée tactiquement à chaque élection, en fonction de l'analyse des élections précédentes, vues dans leur contexte politique et social, et du contexte actuel. La présentation d'un candidat est une décision tactique en fonction d'une situation concrète. Dans une situation où les partis de « gauche » se présentent divisés, un candidat trotskyste peut se présenter à la condition, pour ne pas

ajouter à la division, de se déclarer et d'axer sa campagne en faveur d'un candidat ouvrier commun.

En 1978, le déchaînement de la division avant et pendant le premier tour a joué comme un facteur très négatif, et le mouvement pour l'unité n'était pas assez fort. Aujourd'hui, après les attaques intensifiées de Giscard contre les acquis des travailleurs, après la campagne de division exacerbée du PCF, le mouvement pour l'unité s'est amplifié d'une manière indiscutable, des militants du PCF et du PS rejoignent le combat des trotskystes pour chasser Giscard.

Les larges masses aspirent à l'unité, mais c'est la division qui règne. Appeler à une candidature commune dès le premier tour, c'est leur donner un point d'appui à leur mobilisation pour imposer l'unité. Il était donc juste de se battre sur cet axe, un candidat trotskyste pouvait en être le porte-voix. La LCR a refusé un accord avec l'OCI unifiée car elle n'est pas d'accord avec cela. Son seul argument contre un appel à une candidature du PCF et du PS au premier tour est de dire que c'est un appel « déguisé » à voter Mitterrand. En quoi cela gênerait-il un parti trotskyste si son but est de chasser Giscard ? Ils vont bien appeler à voter Mitterrand — pardon ! pour le candidat le mieux placé — au second tour. Ce qui les gêne, c'est qu'en appelant au premier tour à voter pour un candidat du PCF et du PS, ils ne pourront plus rester en lice pour le premier tour, ils ne pourront plus « faire des voix ».

L'OCI unifiée tournerait le dos à l'unité

Après l'appel de l'OCI unifiée à voter Mitterrand au premier tour, puisqu'à un mois des élections le PCF et le PS maintiennent leur candidat en concurrence, la LCR s'est écriée à l'opportuniste, à la division. On peut lire dans un tract de la LCR : « La LCR est pour l'unité des partis ouvriers, elle ne se prononcera pas sur celui qui est le plus à même de battre Giscard à la place des travailleurs. » Et l'OCI serait influencée par les sondages d'opinion ! Mais dans quelle planète vit donc la LCR ? Il est évident, pour tout le monde, que Mitterrand est le candidat le mieux placé ! Il suffit de jeter un coup d'œil sur les résultats des élections depuis 1974 pour s'en convaincre. Pourquoi donc la LCR

Brejnev vote Giscard !

Un article de la Pravda du 13 mars 1981 présente les élections françaises, et, par le jeu de ce qui est dit et de ce qui n'est pas dit, il s'en dégage clairement une préférence pour le maintien de Giscard. Et personne ne s'y est trompé, et personne n'a été étonné. Ce n'est pas la première fois que le Kremlin soutient Giscard, ce n'est pas la première fois qu'il soutient la droite en France, et il soutient déjà ouvertement des dictatures sanglantes dans le monde. Il n'y a que le Parti communiste français pour se scandaliser lorsque des journalistes osent dire clairement ce qui est implicite dans les commentaires de la Pravda : « Tirer la conclusion que le Kremlin appelle dans un texte officiel à voter Giscard relève d'une manipulation politique grossière » (L'Humanité, organe du PCF du 16 mars). Et le PCF se voit obligé de se démarquer de l'article de la Pravda, qui pourtant reprend bien des axes de sa politique.

En effet, la Pravda ne dit pas autre chose que les affiches, les tracts du PCF, les discours de Marchais, quand elle critique le candidat du PS, le véritable concurrent de Giscard : « Ainsi, non seulement les déclarations programmatiques mais la tactique électorale elle-même des socialistes confirment le glissement du Parti socialiste à droite qui s'est produit ces dernières années. »

Et la Pravda de reprendre d'autres axes de la campagne anti-Mitterrand du PCF : pêche de voix à droite, alliance avec des partis de droite, atlantisme... Exactement ce que dit le PCF depuis des mois et des mois.

Mais la Pravda ne critique pas Giscard, elle le présente comme un « homme politique prudent, de sang-froid, en particulier dans l'arène internationale... », et surtout, elle ne le considère pas comme le responsable de l'attaque contre les conditions de vie des travailleurs : « Toutefois, les adversaires politiques du président remarquent qu'au cours de son mandat, la situation économique du pays a fortement empiré. Ils le rendent responsable de la croissance du chômage, du déficit du commerce extérieur, de l'accélération des rythmes de l'inflation. »

Dans L'Humanité du 16 mars, Andrieu écrit : « Il est à peine besoin de dire que nous ne la partageons pas » (cette opinion de la Pravda). Eh si, il est besoin justement de le dire ! Car le Kremlin peut se permettre d'apprécier Giscard, « diplomatie » oblige (diplomatie qui ne joue pas, pourtant, pour Mitterrand, le futur président possible), mais le PCF, lui, pour ne pas perdre sa crédibilité aux yeux des travailleurs, est obligé d'attaquer Giscard.

De toute façon, ce n'est pas grave. Pour maintenir Giscard au pouvoir, le PCF peut l'attaquer verbalement ; ce qui compte, c'est que, dans les faits, il mène campagne contre le PS et contre Mitterrand, qu'il continue à diviser la classe ouvrière dans ces élections, dans les entreprises et les quartiers. Mais réussira-t-il ?

J. E.

par Josiane Elie

joue-t-elle l'innocence de l'enfant qui vient de naître ? Parce qu'elle veut que chaque candidat continue à défendre son programme au premier tour, elle veut se présenter aux élections. Que le meilleur gagne, et au second tour les autres de désisteront ! Chasser Giscard n'intéresse en aucun cas la LCR, elle fait passer la candidature Krivine avant toute autre considération !

L'OCI unifiée veut chasser Giscard, elle appelle donc à voter Mitterrand au premier tour. Nous écrivions dans notre numéro précédent : « Les difficultés que rencontre la mise en œuvre de la politique de division du PCF sont en 1981 plus grandes qu'elles ne l'étaient en 1978. Mais les dirigeants du PCF concentrent tous leurs coups sur le même clou : tout faire, tout entreprendre pour sauver Giscard, en faisant perdre le maximum de voix à Mitterrand au premier tour. » Après le premier tour, ils seront obligés d'appeler au désistement pour Mitterrand, ils le feront donc le plus tard possible et le moins clairement possible. Mais le mal sera déjà fait. La division aura joué son rôle, comme en 1978. A la limite, la politique des trotskystes est facile à définir : le but des trotskystes est de chasser Giscard ; celui du PCF est de le garder, il suffit donc de faire le contraire du PCF : apporter le maximum de voix à Mitterrand au premier tour, en le présentant comme le candidat qui chassera Giscard. Tout cela sans aucun opportunisme vis-à-vis de Mitterrand, même des militants du PCF qui luttent aux côtés de l'OCI unifiée pour l'unité et pour chasser Giscard ont compris cette politique. Ils se font moins d'illusions sur leurs directions que la LCR ne s'en fait sur le PCF. Dans le même tract, la LCR écrit : « Un engagement maintenant au désistement serait un encouragement formidable pour les luttes de la classe ouvrière : il montrerait que, malgré les programmes différents, le PC et le PS sont capables de réaliser l'unité sur une question précise, décisive pour les travailleurs : chasser Giscard ! » Le PCF n'est « capable » de se mettre d'accord avec le PS que s'il y est obligé par la pression des masses. A trois semaines des élections, le mouvement pour l'unité n'est pas assez fort pour imposer au PCF de se prononcer dès maintenant pour le désistement. Ce n'est donc pas des directions qu'il faut attendre que soit chassé Giscard, c'est en appelant les travailleurs et les jeunes à voter dès le premier tour pour le candidat à même de battre Giscard. Et l'unité sera ainsi imposée par les travailleurs eux-mêmes.

Avec le plan d'austérité italien

« Vers d'énormes et incontrôlables mouvements de refus »

C'est un véritable réquisitoire qu'a adressé le représentant du Fonds monétaire international, Alan Whittome, au gouvernement italien pour exiger l'assainissement de l'économie du pays. Rendue publique quelques heures après l'annonce, lundi 23 mars de la dévaluation de la lire (dont la parité centrale baisse de 6 % par rapport aux autres monnaies du « serpent monétaire européen ») et d'une brutale augmentation des taux d'intérêts, la lettre de Whittome au ministre du Trésor, le démocrate-chrétien Andreatta, souligne l'insuffisance totale de ces mesures aux yeux des grandes banques mondiales et des créanciers internationaux de l'Italie.

Le diagnostic du FMI est net et sans bavures : « L'Italie souffre depuis dix-huit mois d'un taux d'inflation annuel de 20 % environ. Les anticipations inflationnistes demeurent élevées, et une nouvelle série de négociations salariales va s'ouvrir. Il y a donc un risque très sérieux que l'Italie connaisse en 1981-1982 un taux d'inflation au moins deux fois supérieur à celui de ses principaux partenaires commerciaux. »

Une inflation plus que galopante

En fait, sur l'année 1980, l'inflation italienne a atteint 21,5 %. Quant aux tendances qui apparaissent dans les chiffres des premiers mois de 1981, elles laissent prévoir un taux d'inflation qui pourrait dépasser 38 à 30 % en 1981.

La Banque d'Italie a dû dépenser des sommes énormes pour soutenir la lire attaquée par la spéculation au cours des derniers mois : deux milliards de dollars en janvier et février. Un milliard de dollars dans la première quinzaine de mars.

Irlande :

Bobby Sands est élu !

La politique d'oppression et de violence de l'impérialisme britannique en Irlande vient de recevoir un coup sévère.

Pour cette politique, le Nord de l'Irlande n'est qu'un fragment du Royaume-Uni et la majorité de la population (pas seulement de la population protestante mais aussi de la population catholique) est en faveur du maintien de cette Union et ne se reconnaît pas dans ceux qui la combattent.

Pour cette politique, les prisonniers républicains ne sont que des criminels de droit commun, et la féroce détermination de l'impérialisme britannique a conduit à l'horreur des Blocs H.

Or, dans une élection partielle qui vient d'avoir lieu à Fermanagh, dans le Nord de l'Irlande, la majorité des électeurs vient d'élire comme député au Parlement britannique, à Westminster, le prisonnier républicain Bobby Sands.

Bobby Sands est le responsable politique des prisonniers enfermés à Long Kesh. Depuis le 1^{er} mars (rejoint depuis par trois autres militants républicains), il fait la grève de la faim pour arracher le statut politique, pour s'élever contre l'hypocrisie du gouvernement anglais qui a renié les promesses faites à ce sujet.

Bobby Sands était le seul candidat se réclamant du nationalisme. Malgré l'opposition de l'Eglise, de la bourgeoisie catholique et de ses représentants, il a été élu par 30 492 voix contre 20 046 (plus de 85 % des électeurs ont participé au scrutin).

Naturellement, c'est une position traditionnelle du mouvement républicain que de dénier tout droit au Parlement britannique de décider des affaires de l'Irlande, de refuser de siéger à ce Parlement. Mais, à plusieurs occasions, dans des circonstances exceptionnelles, le mouvement républicain a présenté des candidats.

La victoire de Bobby Sands est une défaite politique cinglante pour l'impérialisme britannique et pour ses prétentions. Comme doit le reconnaître l'éditorial de l'un des principaux hebdomadaires britanniques, le *Sunday Times* : « 30 000 catholiques nationalistes ont montré par leurs votes qu'ils considéraient Bobby Sands comme un prisonnier de conscience ou un prisonnier de guerre. »

La victoire de Bobby Sands doit résonner, internationalement et en Irlande, comme un appel à tout mettre en œuvre pour sauver la vie de Bobby Sands et de ses camarades, pour contraindre le gouvernement britannique, démasqué par le résultat de cette élection, à céder. (F.G.)

Un milliard de dollars à nouveau dans la semaine qui a précédé la décision de dévaluer. Le tout en pure perte, puisque le gouvernement a dû finalement se résoudre à abandonner l'ancienne parité.

Mais le FMI précise son diagnostic :

« Le solde de la balance des paiements est passé d'un surplus de 1,5 % du Produit intérieur brut en 1979 à un déficit de plus de 2,5 % en 1980 (...) qui traduit une perte de compétitivité des entreprises italiennes (1) (...). Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accompagne d'un maintien de la consommation intérieure, alors qu'il serait nécessaire d'augmenter les investissements productifs. »

Les grands banquiers du FMI ne se paient pas de mots. Ils signifient brutalement au gouvernement italien les mesures indispensables que ce dernier ne peut se résoudre à prendre : pour assainir l'économie capitaliste de votre pays, écrit Whittome, vous devez vous décider à réduire sans pitié la consommation intérieure, c'est-à-dire vous attaquer immédiatement aux salaires et au niveau de vie des plus larges masses. Vous devez en finir « avec le mécanisme d'indexation » des revenus ouvriers (l'échelle mobile). Vous devez « briser les nombreux obstacles qui s'opposent à une augmentation de la productivité ». Vous devez parvenir « à une plus grande flexibilité du travail et à de plus grandes différenciations salariales ». Vous devez surtout cesser immédiatement de gonfler « les dépenses publiques dont le but principal est de soutenir la consommation publique et privée ». Vous devez comprendre que, « pour un certain temps, il n'y a aucune possibilité d'augmenter les revenus en termes réels ». Vous devez absolument revenir « à une politique de prix réaliste dans les services publics, et à un ajustement des cotisations de Sécurité sociale ».

Cela est d'autant plus nécessaire, poursuit le représentant du FMI, « que nous avons observé avec désappointement que les dépenses courantes de l'Etat n'ont fait qu'augmenter rapidement au cours des derniers mois. Les calculs approximatifs que nous avons faits indiquent qu'au cours des six derniers mois, vous avez délibérément ajouté 27 000 milliards de lire au déficit de l'Etat, soit plus de 7 % du Produit intérieur brut, et cela à législation constante (...). Or ces mesures, notamment en matière de salaires et de montant des retraites dans le secteur public, ont été prises sous la pression de groupes d'intérêts sectoriels, lesquels aggravent dramatiquement la menace de nouvelles revendications de la part d'autres groupes à la charge du budget de l'Etat. C'est là un cercle vicieux : le gouvernement doit trouver en lui-même la détermination nécessaire pour en sortir. »

Le FMI dicte un véritable programme au gouvernement

Comme on le voit, c'est un véritable programme de gouvernement que le FMI dicte — et sur quel ton — à Forlani et à ses ministres. Un programme qui représente l'exigence du grand capital mondial à l'égard de la faible bourgeoisie italienne lourdement endettée envers l'extérieur. Un programme qui tient en un mot : affronter, affronter le prolétariat. Affronter les masses travailleuses. Réduire massivement le niveau de vie. Fermer des milliers d'usines insuffisamment rentables, notamment dans le secteur public et nationalisé. Jeter des centaines de milliers de travailleurs à la rue. Tailler sans pitié dans les dépenses de santé, d'éducation, de Sécurité sociale.

Le gouvernement Forlani, constitué sur la base de la collaboration entre la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, peut-il s'engager dans cette voie ?

Forlani lui-même, parfaitement conscient de l'extrême faiblesse de son gouvernement, n'y croit pas. Les mesures du 23 mars ont été jugées totalement insuffisantes et condamnées d'avance à l'échec par les cercles dirigeants de la bourgeoisie. Agnelli, président de la Fiat, Merloni, président de la Confindustria (la centrale patronale), de Benedetti, président d'Olivetti, ont exprimé tout à fait leur profond scepticisme. Quant à la petite et moyenne industrie, des milliers d'entreprises vont se trouver littéralement étranglées par le niveau prohibitif des taux d'intérêt : le financement d'un découvert ou d'un escompte se négocie désormais entre 25 et 30 %. Des secteurs entiers de l'industrie italienne sont menacés dans leur existence même. Les diverses cliques démocrates-chrétiennes qui représentent cette clientèle s'opposent ouvertement à la politique du ministre du Trésor Andreatta.

Les ministres socialistes, de leur côté, se refusent à admettre les mesures de compression de la dépense publique exigées par le FMI. Le gouvernement, déchiré entre ses différentes composantes, en est réduit à une quasi-paralysie.

Un programme d'austérité inapplicable

Mais le plus important est ailleurs.

Dans les usines, une énorme vague de mécontentement a déferlé dès l'annonce d'un nouveau train de mesures anti-ouvrières. Des centaines de grèves ont éclaté spontanément dans tout le pays. Le 25 mars, à Mestre, près de Venise, l'un des grands centres de l'industrie pétrochimique, les travailleurs ont manifesté derrière une grande banderole rouge : « *Dehors le gouvernement de la récession et du chômage !* » Lors du meeting qui a suivi, l'orateur de la CISL a été interrompu à de nombreuses reprises par les travailleurs de la Breda et des chantiers navals qui exigeaient : « *Grève générale* ».

Dans des centaines d'entreprises, les assemblées générales ou les conseils de délégués ont expédié aux directions syndicales des ordres du jour réclamant la « *grève générale* ».

Plus de cinq cents cheminots de Florence ont envahi le même jour la salle où se tenait le congrès organisé par la Fédération unitaire des transports (CGIL, CISL, UIL), où les dirigeants entendaient faire adopter un projet de réglementation anti-grève soutenu par les directions confédérales et approuvé explicitement par les directions du PSI et du PCI ; cette dernière admettant même le principe de sa transformation en texte de loi (interview de Giorgio Napolitano à *La Repubblica*, 20 mars).

A l'Alfa-Romeo de Pomigliano d'Arco, près de Naples, les travailleurs ont repoussé en assemblée générale le projet de convention d'entreprise présenté par les dirigeants syndicaux,

(15 000 à 20 000 liras d'augmentation mensuelle), jugé insuffisant. Le secrétaire confédéral, Bruno Trentin, a dû se rendre sur place, présenter l'autocritique du syndicat et s'engager à obtenir de nouvelles garanties lors d'une nouvelle assemblée tenue le 20 mars.

Plus fortement encore, dans tout le pays, les travailleurs expriment massivement leur refus total de voir remettre en cause l'échelle mobile des salaires, qui, aussi ébréchée soit-elle, représente encore la dernière protection contre l'inflation sauvage qui écrase les salaires.

La question est décisive : banquiers, patrons, ministres démocrates-chrétiens, tous veulent tordre le cou au « *mécanisme pervers de l'échelle mobile* ». Mais la classe ouvrière est là, debout, en dépit des coups — réels — qu'elle a subis, notamment avec les suppressions d'emploi à la Fiat, et elle bloque immédiatement toute tentative en ce sens. Les dirigeants syndicaux le mesurent parfaitement. L'un des plus importants secrétaires confédéraux déclare (*La Repubblica*, 24 mars) : « *Nous sommes en plein borborygme. Notre base nous conteste et nous accuse de demander trop peu. Mais, ces derniers mois, le Parlement et les partis nous imposent des mesures impopulaires sur les retraites, les impôts, la Sécurité sociale, les conventions collectives de la Fonction publique. Et maintenant, ils voudraient toucher à l'échelle mobile. Mais qui pourra faire face à la marée montante des protestations ?* »

Et Lama lui-même, secrétaire confédéral de la Fédération unitaire : « *Il serait dangereux de toucher à l'échelle mobile car on déclencherait alors d'énormes et incontrôlables mouvements de refus.* »

On ne saurait définir plus clairement la situation. D'un côté le gouvernement Forlani, usé, isolé, mais qui ne peut tenter de survivre qu'en s'engageant dans la voie que lui dicte le FMI : déjà, les mesures décidées le 22 mars pour « accompagner » la dévaluation de la lire entraînent un prélèvement de 11 000 milliards de liras sur le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment par le biais de l'augmentation des tarifs publics. Le gouvernement annonce maintenant un nouveau prélèvement de 5 000 milliards sous la forme de coupes sombres dans les budgets de la santé, de la Sécurité sociale, de l'éducation.

Est-il possible de continuer ainsi, d'accepter que reste en place un gouvernement qui conduit le pays à la catastrophe, et dont tous les coups sont dirigés contre les travailleurs, la jeunesse, la population laborieuse ?

R. Clément

1. - Par exemple, dans l'industrie automobile, selon les chiffres patronaux, la perte de compétitivité en six mois seulement de 1980 se monte à moins 29,2 % par rapport aux constructeurs japonais, moins 8,6 % par rapport aux Allemands et moins 3,6 % par rapport aux Français.

Une seule issue !

Le programme de la bourgeoisie italienne est donc clair, la crise économique est implacable, le FMI lui dicte l'art et la manière d'attaquer les conditions de vie des masses laborieuses. Mais celles-ci ne veulent pas se laisser faire ! Les usines, les quartiers ouvriers, les écoles, les facultés répondent : non !

De partout monte l'exigence de la grève générale pour chasser ce gouvernement, tout de suite ! La question est posée, urgente, immédiate : qui doit gouverner le pays ? Depuis des années, tout a été tenté. Tout le monde le sait : la démocratie chrétienne, plus corrompue que jamais, patageant dans les scandales, compromise dans tous les crimes du terrorisme anti-ouvrier, ne peut apporter que la ruine. Les gouvernements de centre-gauche, les formules diverses de « cabinets de techniciens honnêtes » avancées actuellement de toutes parts ne sont que la couverture honteuse permettant au parti clérical de se maintenir au pouvoir.

Comme l'indiquent clairement nos camarades de la Ligue socialiste révolutionnaire (LSR), section italienne de la « IV^e Internationale (Comité international) », il faut rassembler toutes les forces pour réaliser la grève générale qui chassera le gouvernement de Forlani ! Il faut que le PSI rompe immédiatement sa honteuse collaboration gouvernementale avec le parti clérical ! Il faut que le PCI en finisse avec sa pseudo-opposition parlementaire qui, derrière la « phrase gauche », aide le gouvernement Forlani à durer !

Il faut imposer un gouvernement du PCI, du PSI et des syndicats, appuyé sur la volonté de l'immense majorité du pays. Un gouvernement qui pourrait seul éviter la catastrophe et sauver de la ruine les travailleurs, les chômeurs, la population du Sud, les innombrables victimes du tremblement de terre, tout le peuple travailleur du pays.

R. C.

La conférence

Un

Après la révolution irakienne de 1958 qui a ruiné le pacte de Bagdad (Turquie-Irak-Iran) et bouleversé tout le Moyen-Orient, les Etats-Unis ont incité l'Arabie Saoudite à regrouper dans un « pacte islamique » les Etats arabes et islamiques opposés au nassérisme ou au baassisme, fondés sur la laïcité de l'Etat, la nationalisation des secteurs essentiels de la production, une réforme agraire limitée et un nationalisme arabe agressif qui impliquait une confrontation militaire régulière avec Israël. Ces efforts et un événement fortuit, l'incendie d'une partie de la mosquée El Aqsa de Jérusalem, ont abouti, après le premier sommet de Rabat en 1969, à la création de l'Organisation de la conférence islamique. Après la guerre israélo-arabe de 1973, le rôle de son principal dirigeant, le roi Fayçal d'Arabie, devait s'affirmer.

Le troisième sommet qui s'est tenu en janvier dernier à Taef, près de La Mecque, a regroupé trente-huit chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique (1), d'Asie (2), et le dirigeant de l'OLP Yasser Arafat.

Les problèmes posés aux organisateurs étaient multiples. Comment faire face à la déstabilisation de tous les Etats du Golfe et du Moyen-Orient, en relation avec la révolution iranienne et l'échec de l'intervention irakienne en Iran ? Comment régler la question palestinienne, qui reste l'un des obstacles essentiels à la stabilité de tous les régimes féodo-bourgeois de la région ? Comment éviter l'effondrement économique de la plupart des Etats islamiques d'Afrique et du Moyen-Orient ?

Mais pour obtenir la simple tenue de cette conférence — le dernier sommet arabe de novembre 1980, d'Amman, avait été boycotté par les pays du « Front de la fermeté » (Algérie, Syrie, Libye, Sud-Yémen et l'OLP) — encore fallait-il évacuer les problèmes brûlants : l'Egypte et l'Afghanistan étant exclus, les « querelles familiales » furent confiées à l'OUA (Tchad) et à la Ligue arabe (conflits Irak-Syrie, Maroc-Algérie, Liban...). L'absence de la délégation iranienne ne permettant pas de régler le conflit Irak-Iran, la conférence se transforma en un forum centré autour de trois questions : la recherche d'un consensus islamique sur l'Afghanistan ; l'adoption d'une position commune sur la Palestine ; le vote de mesures permettant aux pays de l'Organisation de la conférence islamique menacés de banqueroute, de souffler.

Le « Manifeste de Taef »

Préparé par les travaux du « Centre de recherches économiques, sociales et commerciales des peuples d'Islam », fondé par l'Organisation de la conférence islamique à Ankara en 1978, ce document élabore « une stratégie de développement planétaire au-delà du pétrole », plan de développement har-



Afghanistan : ils ne nomment pas

islamique de Taef

fragile barrage face à la révolution

par M. Aklouf

monieux de l'économie mondiale. Le résultat concret des débats fut l'attribution d'un fonds de trois milliards de dollars à la Banque islamique, elle-même étroitement liée au FMI (Fonds monétaire international) et à la Banque mondiale.

Mais, le lendemain de Taef, le FMI annonçait que la dette des pays du « tiers monde » s'élevait à 500 milliards de dollars et que des pays comme la Turquie, le Bengladesh, le Pakistan... étaient dans l'impossibilité de rembourser l'intérêt même de leurs emprunts. Le FMI signifiait par là que la Banque islamique devait prendre en charge, d'une manière plus sérieuse, l'aide économique aux pays adhérents à l'Organisation de la conférence islamique.

La question de l'Afghanistan

Le texte adopté se réfère certes aux résolutions des réunions d'Islâmâbâd de janvier et mai 1980, mais il remplace les termes d'« invasion », d'« occupation » et d'« agression » par celui d'« intervention militaire » et réclame le « retrait immédiat de toutes les forces étrangères d'Afghanistan », sans aucune référence à l'URSS. Par ailleurs, la commission ad hoc chargée de négocier le départ des troupes russes n'est plus invitée qu'à coopérer avec le secrétaire général de l'ONU « dans les efforts déployés afin d'aboutir à la solution du problème afghan » (3).

L'organe du Parti communiste français, *L'Humanité*, du 29 janvier, triomphe : « Ces premiers pas même timides dans la recherche d'une solution politique vont faire grincer des dents les partisans de la tension internationale. Les propositions soviétiques que le président pakistanais Zia Ul Haq a évoquées dans son intervention en les qualifiant de "signes d'assouplissement", ainsi que le rôle dans les débats des pays progressistes comme la Syrie, l'Algérie, le Yémen du Sud et de l'OLP, sont autant de facteurs qui confirment une fois encore les limites de l'impérialisme battu en brèche par l'évolution des rapports de force à l'échelle internationale. »

Cette évolution des participants, hostiles dans leur quasi-totalité à la reconnaissance de la légitimité du régime de Karmal, s'explique non par les « limites de l'impérialisme », mais par les interventions des représentants les plus réactionnaires, celle du prince Séoud d'Arabie : « Nous sommes des gens réalistes. Nous ne pouvons pas nous en prendre à une superpuissance comme l'URSS de la même manière que nous traitons Israël » (4) ; par celle du Maroc appuyant la position du Pakistan qui fut décisive. Alors que le secrétaire général de la conférence, Habib Chatti, considérait que l'URSS « n'a pas modifié d'un iota son attitude », le président Zia Ul Haq, en contradiction totale avec ses positions antérieures, affirmait que

« compte tenu de l'assouplissement de l'attitude de l'Union soviétique et du régime de Kaboul... il est temps d'aller vers une solution pacifique ».

Le retournement du Pakistan s'explique par le fait qu'il recueille un million et demi de réfugiés afghans, ce qui accentue les déséquilibres d'un pays surendetté, mais surtout par le fait que la résistance nationale afghane, qui prend appui sur le combat révolutionnaire des masses iraniennes, nourrit la lutte des minorités nationales du Pakistan (Balouches, Pachtones) et déstabilise le régime militaire du général Zia. La position du Pakistan et, à sa suite, celle adoptée par l'Organisation de la conférence islamique expriment la compréhension par ces pays du rôle contre-révolutionnaire de l'Armée rouge en Afghanistan, seule capable d'écraser dans la région les minorités du Kurdistan, d'Azerbaïdjan, les Turkmènes, Balouches, Ouzbeks, Tadjiks... et de stabiliser les Etats comme l'Iran, l'Irak, le Pakistan... aux prises avec le combat des nationalités opprimées.

La question palestinienne

Les questions essentielles étant évacuées, comment donner alors quelque crédibilité à cette conférence et à l'Organisation de la conférence islamique elle-même ? En faisant de cette rencontre « le sommet de Jérusalem et de la Palestine ». Sur ce problème, des décisions importantes furent prises :

1.- La résolution 242 de l'ONU, qui ne reconnaissait pas explicitement les droits nationaux du peuple palestinien, n'est plus une « base valable de règlement ». Toutes les discussions israélo-arabes qui avaient été menées indirectement sur la base de ce texte sont abandonnées.

2.- Les accords de Camp David, qui favorisaient l'implantation des Palestiniens « là où ils sont » (Liban, Jordanie, Koweït...) et établissaient un projet d'autonomie pour les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, sont condamnés.

3.- L'« option jordanienne », formulée par le leader travailliste Shimon Peres et approuvée par Reagan (restitution de la Cisjordanie à Hussein moins les implantations israéliennes « de sécurité », en particulier le long du Jourdain), est rejetée. Confirmant les résolutions du sommet arabe de Rabat en 1974, la conférence considère l'OLP comme seule habilitée à « édifier un Etat indépendant en Palestine ».

C'est enfin la proclamation du *Djihad* (appel à la guerre sainte) pour la « libération de Jérusalem et des autres territoires occupés ». Le combat sera multiforme : boycottage économique total de l'Etat d'Israël et de tous les pays reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'Etat sioniste, utilisation de toutes les ressources naturelles — y compris

le pétrole — comme un moyen efficace pour consolider les droits nationaux du peuple palestinien, coordination militaire entre les pays arabes du champ de bataille (Syrie, Jordanie, OLP) et les autres Etats musulmans.

L'ensemble des décisions prises, qui remettent à l'ordre du jour la question de la Palestine, méritent quelques précisions :

Pour la première fois, un sommet islamique reconnaît implicitement l'Etat d'Israël dans les frontières de 1967. L'OLP, en opposition totale avec la charte de Fatah qui lui sert de base, renonce à la destruction de l'Etat d'Israël et à l'« établissement d'un Etat laïque et démocratique où Juifs, Chrétiens et Musulmans vivraient ensemble avec les mêmes droits », pour construire un Etat palestinien sur un morceau de la Palestine. Cette position est clairement exposée dans une interview d'Arafat à l'AFP sur la charte palestinienne :

— Question : « Elle demande la liquidation de l'Etat d'Israël. »

— Arafat : « Vous l'avez lue ? »

— Question : « Oui »

— Arafat : « Non, car il n'y a rien à ce sujet dans la charte. Tout cela, c'est de la propagande des services secrets israéliens. » (5).

Mais accepter la Palestine dans la minuscule Cisjordanie et à Gaza, largement intégrés dans l'appareil de production israélien, c'est lui interdire tout développement économique indépendant, interdire aux réfugiés le retour dans leurs foyers et boucher toute perspective politique aux Arabes israéliens. Ceux-ci, « dans leur grande majorité... se considèrent comme partie intégrante du peuple arabe palestinien dont l'autre fraction se trouve, sous occupation militaire, dans les territoires conquis par Israël ou dispersés dans les pays arabes. La conscience palestinienne s'est encore renforcée chez eux depuis les sanglants événements de la "journée de la terre", le 30 mars 1976, où six villageois tombèrent sous les balles de l'armée. » (6).

Cette lutte s'est amplifiée en relation avec la grève générale de Cisjordanie en 1980 et a culminé avec la mobilisation générale pour la tenue du Congrès de Nazareth, soutenu pour la première fois par les Druzes, qui, en Israël, forment un peuple et non pas une simple communauté religieuse. Begin ayant interdit le congrès, car il se référait à l'OLP, T. Toubi, secrétaire général adjoint du PCI (Parti communiste israélien), déclarait à la Knesset (Parlement), le 3 décembre 1980, que l'« OLP représente les Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza et d'ailleurs, mais non la population arabe d'Israël, bien qu'elle soit une partie du peuple arabe palestinien. » « La population arabe israélienne vit dans des conditions différentes et a un autre passé historique, a-t-il précisé. Ses membres sont des citoyens israéliens et leurs représentants siègent à la Knesset, dans les conseils municipaux et au Front démocratique pour la paix et l'égalité (qui a cinq députés à la Knesset). Nous ne sommes pas le seul peuple qui a été divisé en deux Etats. » (7). Cette position du PCI avait été approuvée par l'OLP lors d'une rencontre à Sofia en septembre 1980 entre Arafat et les représentants (juifs et arabes) du PC israélien.

L'ampleur des mesures prises et le caractère de la mobilisation totale préconisée traduisent la volonté d'exercer une pression sur Reagan pour qu'il contraigne Israël à accepter un compromis, la tentative de déplacer la guerre de l'Iran et du Golfe vers la Méditerranée et de surmonter les contradictions des pays arabes par une mobilisation contre Israël. Mais les limites du consensus islamiques et de l'emploi du *Djihad* sont inscrites dans les textes et dans les faits.

Vers une nouvelle guerre israélo-arabe ?

Si l'on considère que le *Djihad*, l'« arme absolue » des chefs islamiques, est rarement employé pour résoudre un problème politique, tant la charge affective et les sacrifices qu'il implique sont énormes (Khomeini s'est gardé de l'utiliser contre le Grand Satan américain),



Iran : l'épicentre de la révolution.

sa proclamation signifierait donc un appel à la guerre contre Israël. Il n'en est rien.

D'après *Le Monde* du 24 janvier, le chef de la délégation saoudienne a précisé le sens du *Djihad* : « La lutte engagée ne vise qu'à libérer les territoires occupés depuis 1967 » (l'intégrité territoriale de l'Etat d'Israël à proprement parler n'est donc pas ainsi remise en cause) ; la communauté arabo-musulmane est déterminée à « explorer des voies pacifiques autres que celles de Camp David pour restituer aux Palestiniens leurs droits légitimes à l'autodétermination... » La recherche des « voies pacifiques nouvelles » s'oppose à la politique du Grand Israël de Begin, mais elle ne s'oppose pas aux déclarations de Kissinger qui, dans sa tournée au Proche-Orient de janvier 1981, parlait d'un axe Le Caire-Jérusalem-Ryad, ni à la politique de S. Peres où l'« option jordanienne » est assez floue pour permettre diverses interprétations, ni aux déclarations de Sadate au Parlement européen sur le « droit des Palestiniens à l'autodétermination ».

Par ailleurs, la Syrie et la Jordanie ont refusé de servir de base arrière aux commandos palestiniens. Ainsi, le *Djihad* ne vise pas à arracher par l'action armée Jérusalem et à expulser Israël, mais à agir pour organiser la partition de la Palestine. Cependant, la référence faite au *Djihad*, comme la reconnaissance de l'OLP comme seul interlocuteur par l'Organisation de la conférence islamique ne peuvent manquer d'accentuer la lutte des masses dans le Proche-Orient. De son côté, Begin, menacé de perdre les prochaines élections et confronté à une crise économique, financière, politique et morale sans précédent, a déjà répondu par le renforcement de la répression en Cisjordanie, l'implantation de colonies nouvelles, l'intervention quotidienne au Liban et la recherche d'une confrontation armée avec la Syrie.

Taef et la crise du Moyen-Orient

Dans un éditorial sur « les limites du consensus islamique », *Le Monde* du 30 janvier 1981 écrit : « La diplomatie saoudienne n'a pas réussi, malgré des efforts considérables, à réconcilier les frères ennemis. La poignée de main entre le roi Hassan II du Maroc et le président algérien Chadli Benjedid au pied de la Kaaba, à La Mecque, n'a suscité qu'un rêve vite évanoui. La Syrie et la Jordanie sont plus enclines à se faire la guerre qu'à combattre ensemble Israël. L'Irak, entièrement absorbé par son conflit avec l'Iran, désigne le régime de Damas comme étant aussi un ennemi à abattre. Le président Assad d'une part, le roi Hussein et le président Saddam Hussein de l'autre, se sont refusés obstinément de s'adresser la parole tout

au long du sommet de Taef. » La situation la plus grave reste la prolongation de la guerre Iran-Irak, dans la mesure où l'échec de Saddam Hussein, pilier de l'ordre bourgeois dans la région, a non seulement déstabilisé le Golfe, mais aussi l'Irak. Selon *Bamahane* de décembre 1980, l'organe officiel de l'armée israélienne, les pertes irakiennes ont été considérables : 5 000 à 8 000 morts, entre 10 000 et 15 000 blessés, 500 chars et transports blindés, plus de 100 avions. En outre, le moral de l'armée est désastreux, les désertions se multiplient non seulement parmi les Chiites (60 % de la population), mais aussi chez les Sunnites.

C'est cette situation qui explique la modestie des prétentions actuelles de Saddam Hussein. En septembre, il ne s'agissait pas moins que de proclamer la République autonome d'Arabistan (Khouzistan iranien) et de démembrer l'Iran. A Taef, il suffisait de s'asseoir autour d'une table et de négocier. La désagrégation du régime irakien a amené l'impérialisme français à lui accorder une aide militaire massive. De son côté, l'URSS a livré toutes les armes demandées.

La décomposition du régime de Saddam Hussein et la profondeur de la révolution prolétarienne en Iran nourrissent la crise politique dans tout le Golfe et le Proche-Orient. Dans ce processus à la dislocation de tous les Etats féodaux-bourgeois de la région, la question kurde apparaît, avec la question palestinienne, comme l'une des questions centrales. C'est en fonction de cette crise du Proche-Orient que s'est tenue la Conférence de Taef. Mais les résultats sont bien minces. L'Organisation de la conférence islamique n'a pu que dresser un barrage fragile devant la montée révolutionnaire des masses dans toute la région.

M. Aklouf



l'Union soviétique.

(1) Algérie, Cameroun, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Comores, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Ouganda, Sénégal, Soudan, Somalie, Tchad, Tunisie.

(2) Arabie Saoudite, Bahrein, Bengladesh, Emirats arabes unis, Indonésie, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Oman, Pakistan, Qatar, Syrie, Turquie, République arabe du Yémen (Nord), République populaire et démocratique du Yémen (Sud).

(3) *Le Monde* du 30 janvier 1981.

(4) *Le Monde* du 24 janvier 1981.

(5) Reproduit dans le journal officiel algérien *El Moudjahid* du 29 janvier 1981.

(6) A. Kapeliuk, *Le Monde diplomatique* de février 1981.

(7) A. Kapeliuk, idem.



Pologne

Pourquoi l'URSS

Depuis la grève générale d'août dernier, les troupes du Pacte de Varsovie n'ont pas cessé de faire sentir leur pression sur la révolution polonaise. Début décembre, par exemple, des sources militaires américaines indiquaient que 30 à 35 divisions soviétiques, soit 400 000 hommes environ, étaient alors massées à la frontière polonaise et qu'elles avaient été mises en état d'alerte « numéro six », c'est-à-dire le plus avancé. Tout au long du mois de mars, la Pologne était sillonnée par les armées du Pacte de Varsovie à l'occasion de manœuvres anormalement longues et dont on se demandait quelle signification elles pouvaient bien avoir.

La « guerre des communiqués » que livraient en même temps Moscou, Prague, ou Berlin-Est contre les ouvriers polonais connaissait elle aussi une escalade. Si les membres du KOR avaient toujours été présentés comme des « contre-révolutionnaires », « ennemis du socialisme », à la fois liés aux « milieux revanchards allemands » et aux « syndicats réactionnaires américains », un pas supplémentaire a été franchi lorsque *La Pravda* et l'agence Tass ont affirmé que le KOR avait réussi à prendre le contrôle de *Solidarité* et que, dorénavant, ces deux organisations poursuivaient les mêmes buts. On est entré dans la seconde étape de cette escalade au moment où peu avant le renvoi du premier ministre Pinkowski, les pays « frères » ont commencé à émettre des doutes sur la capacité du POUP à « normaliser » la situation polonaise. Une telle analyse reprenait les termes mêmes des déclarations qui, il y a treize ans, avaient précédé l'invasion de la Tchécoslovaquie et elle fournissait à nouveau tous les attendus nécessaires à une intervention armée en Pologne : le socialisme menacé et les « éléments sains » du pays dépassés.

Cependant, Brejnev fait retomber la tension en déclarant le 7 avril dernier, face au XVI^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque, que « les communistes polonais, soutenus par tout ce que la Pologne

compte de vrais patriotes, seront capables, il faut le supposer, d'infliger la nécessaire rebuffade aux ennemis du socialisme » (Prague, AFP, 07.04.81). Même si c'était de façon conditionnelle (« il faut le supposer »), le numéro 1 soviétique venait ainsi de réaffirmer sa confiance dans l'équipe Kania-Jaruzelski qui dirige actuellement le POUP. Il accordait un nouveau sursis aux Polonais et, avec un art consommé de la mise en scène, on annonçait le même jour, que les manœuvres du Pacte de Varsovie allaient prendre fin.

La crainte de Moscou

Si l'ensemble des commentateurs, à commencer par les journalistes, dissèquent aujourd'hui chaque déclaration du bureau politique du PC de l'URSS et que tout mouvement de troupes apparaît suspect, c'est parce qu'aucun des barrages mis en place par la bureaucratie face à la révolution polonaise, n'a jusqu'à maintenant résisté. Comme le démontre par exemple le fait que le vendredi 27 mars, la Pologne venait de connaître une grève générale plus massive et plus résolue encore que ne l'avait été celle du 24 janvier pour les « samedis libres », la plus imposante donc de toute l'histoire de l'Etat ouvrier polonais.

Toujours incapable de reprendre « pacifiquement » en main la situation, le Kremlin doit donc être de plus en plus tenté d'intervenir militairement. Les plans d'une invasion sont certainement préparés depuis longtemps et, techniquement, l'investissement du territoire polonais ne doit pas poser de gros problèmes à des armées aussi entraînées que celle du Pacte de Varsovie.

Toutefois, si les Soviétiques n'ont jusqu'à maintenant pas osé lancer leurs chars à l'assaut de la révolution polonaise, comme ils l'avaient fait en Hongrie (1956) et en Tchécoslovaquie (1968), c'est parce qu'ils craignent que ce remède ne s'avère pire que le mal dont il était censé débarrasser. L'invasion de la Pologne constituerait en effet le coup le plus rude qui ait jamais été

porté aux masses polonaises, mais leur révolution, toujours invaincue, est si forte qu'en ripostant, elles risqueraient de transformer l'intervention soviétique en une catastrophe pour le Kremlin.

Nous pouvons sans grand risque d'erreur imaginer à quel calcul Moscou s'est livré en pesant le pour et le contre d'une invasion de la Pologne. Les simples réalités existantes font d'ores et déjà apparaître qu'une intervention aurait pour principales conséquences :

— l'ouverture d'une guerre prolongée : si entrer en Pologne ne poserait pas de problèmes particuliers aux armées du Pacte de Varsovie, il en serait tout autrement de son occupation. Soulignée par tous, et sans remonter jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle le peuple polonais a été l'un de ceux qui ont le plus résolument combattu le nazisme, la volonté de résistance de la Pologne est dès aujourd'hui évidente.

Ainsi, lors de la préparation de la grève générale du 12 novembre dernier, les ouvriers de Varsovie ont été trouver les anciens combattants qui avaient participé à l'insurrection de la ville contre l'armée allemande, et, forts de leur expérience, ils avaient commencé à en dresser un plan de défense. Depuis, le souci de se préparer à toute éventualité n'a fait que progresser. Pendant la grève du 27 mars, toutes les directions régionales de *Solidarité* s'étaient installées dans la plus importante usine qui soit sous leur responsabilité. Dans certaines régions, elles ont été doublées par une autre équipe dont la composition est tenue secrète et qui est prête à prendre, en cas de nécessité, le relais de la direction en titre. De même, des instructions à suivre face à une éventuelle proclamation de l'état d'urgence ou intervention militaire ont été distribuées aux syndicalistes.

Et la classe ouvrière polonaise, même si c'est encore de façon embryonnaire, a également commencé à organiser ses propres groupes de combat. Durant la grève générale d'août dernier, le souvenir des massacres de 1970 étant encore vivace dans les mémoires, d'impressionnants services d'ordre défendaient les usines occupées et le centre du mouvement, les chantiers navals Lénine de Gdansk. Le 6 mars, après que des policiers aient vainement tenté de remettre une convocation à Adam Michnik, une « garde ouvrière », composée de travailleurs du bâtiment et de cheminots, l'a pris sous sa protection et l'a accompagné dans tous ses déplacements.

Des mesures qui, à elles seules, ne préparent bien sûr pas une résistance armée mais démontrent que, loin de se laisser paralyser dans ses luttes par le chantage à la répression violente et à l'invasion, les travailleurs polonais sont d'ores et déjà disposés à rendre coup pour coup.

— une accélération de la crise du POUP et du processus de constitution d'un parti ouvrier indépendant : ces deux phénomènes qui ne se sont jusqu'à maintenant qu'incomplètement exprimés, seraient puissamment encouragés par une intervention soviétique. L'unité du POUP et de son armée n'y résisterait de toutes façons pas et tandis que l'une de leurs ailes se transformerait en collaboratrice

Les ouvriers polonais déclarent :

« Nous sommes prêts à tout »

Les propos qui suivent nous ont tous été tenus par des travailleurs polonais, ceux au nom desquels le POUP, l'Eglise ou Walesa prétendent s'exprimer, mais à qui ils ne donnent jamais la parole. Pourtant, c'est entre leurs mains que se trouve placé l'avenir de la révolution politique et, bien qu'elle doive rester anonyme, on comprendra donc l'importance de leur voix.

La nomination de Jaruzelski, tout d'abord, n'a guère impressionné ou convaincu de la volonté de « rénovation » de la bureaucratie. Elle a surtout étonné : « Bien qu'il soit depuis longtemps à la direction du parti, Jaruzelski s'était jusqu'à présent tenu à l'écart des questions politiques », nous disait un jeune ingénieur. « Ils ont voulu en faire un épouvantail pour la classe ouvrière, alors que c'est un économiste et un bon politicien qu'il faudrait pour entreprendre les réformes économiques nécessaires au redressement de la situation. » Et d'ajouter : « Cela étant dit, sans les changements politiques qui donneront un sens à notre vie et à notre travail, il ne faut pas compter sur un miracle. Sans les Polonais, on ne fera rien cette fois. »

Cette exigence de changements radicaux, tous les travailleurs polonais la reprennent à leur compte. Tous, ils disent : le socialisme, oui, mais sans gaspillage, sans privilèges et sans bureaucratie !

Un ouvrier d'Ursus, l'usine de tracteurs qui est à l'avant-garde du mouvement depuis 1976 : « Nous sommes prêts à travailler pour la patrie en échange d'un simple bol de soupe s'il le faut, mais pas pendant que les « chers camarades » s'engraissent sur la Riviera. On est prêts à y aller jusqu'au bout pour soutenir les changements. Je suis mécanicien et je sais que, quand on a monté quelque chose de travers, on a beau limer, ajuster, rien n'y fait. Il faut tout démonter pour remonter correctement. »

L'un de ses camarades : « Ce n'est pas le système que je critique, mais le régime. Le système, il est bon en principe. Mais entre les slogans et la réalité, il y a vraiment un précipice. D'ailleurs, les vrais anti-socialistes, nous savons très bien où ils se trouvent.

Trente-six ans d'une politique imbu

d'elle-même, d'une politique de mensonges, de faillite, de gabegie, de vols et de corruption, ça suffit ! Voilà pourquoi nous sommes déterminés à mourir, s'il le faut, mais debout. »

Comme les observateurs occidentaux l'ont souvent souligné, les ouvriers polonais sont unanimes pour refuser le chantage à l'intervention soviétique, qui serait susceptible de paralyser leurs luttes. Il n'y a pas de doute que s'exprime ainsi leur extraordinaire combativité et la force tranquille qu'ils ont trouvée dans les victoires accumulées depuis août 1980. Toutefois, le fait de déclarer « impossible » toute répression violente s'explique également par certaines illusions sur la possibilité d'une « coexistence pacifique » entre leur révolution et la domination de la bureaucratie.

Ainsi, un ouvrier de la capitale, qui a été élu président de son atelier par 1 000 à 2 000 de ses camarades, déclare : « Nous sommes prêts à tout. Nous avons nos instructions de grève, notre organisation de la grève, nos plans face à toute éventualité. Mais il est pratiquement impossible de s'imaginer l'état d'urgence. Non, cela dépasse l'entende-

ment. Que voulez-vous donc que cela donne, l'état d'urgence ? Tenir la rue, c'est une chose, mais tenir les usines et les campagnes, c'en est une autre.

En plus, le gouvernement a besoin du soutien de l'armée et il ne l'aurait pas. Les soldats polonais et la plupart des officiers, à part l'état-major, peut-être, n'accepteront jamais de tirer sur le peuple dont ils font partie. Quant à la poignée de généraux qui suivraient le gouvernement, ils ne pacifieront pas à eux tout seuls un pays entier.

Même la milice, qui est responsable des massacres de décembre 1970 et de la brutalité de la répression de juin 1976, est différente et ne constitue plus un bloc rangé derrière le parti. D'ailleurs, nous savons parfaitement qu'en décembre 1970, des milliers de miliciens ont refusé d'accomplir les actes de bestialité que l'on exigeait d'eux contre les ouvriers, et qu'ils l'ont payé d'emprisonnement.

Mais le plus important, c'est que toutes les forces de répression savent quelle est aujourd'hui la détermination dans l'unité de tout notre peuple. Et, contre cela, je ne connais pas d'arme. »

n'est pas encore intervenue

par Philippe Olrik

servile de l'occupant, une autre serait poussée vers le camp de la révolution politique ainsi que l'a déjà préfiguré le plénum du Comité central du 29 mars. Le POUP divisé et la bureaucratie brutalement démasquée, l'apparition, sous quelque forme que ce soit, d'un parti ouvrier indépendant serait très probable.

— de formidables pressions politiques sur les troupes d'occupation : la confrontation directe des armées du Pacte de Varsovie avec la révolution qu'elles seraient chargées de réprimer, constitue certainement l'une des conséquences de l'intervention militaire que le Kremlin redoute le plus.

Comme les guerres coloniales l'ont une nouvelle fois démontré dans les années soixante ou comme le Viet-nam l'a confirmé, de puissants facteurs de désagrégation apparaissent au sein d'une armée, fusse-t-elle composée d'engagés qui se bat contre tout un peuple et sa révolution. Et les troupes tchèques, allemandes de l'Est ou soviétiques seraient d'autant plus démoralisées ou atteintes par le « virus » polonais qu'à la différence de ce qu'avance par exemple la résistance afghane, essentiellement nationaliste et dirigée par des féodaux, les mots d'ordre de la révolution politique polonaise les concernent directement : libertés d'opinion, d'expression et d'organisation ! A bas les privilèges ! A bas la bureaucratie !

— une « exportation » de la révolution politique polonaise : dans le cas d'une intervention en Pologne et surtout d'une prolongation de la résistance, la bureaucratie ne serait guère assurée de ses arrières. Le « bloc » tout entier risquerait fort d'être déstabilisé et l'on peut dès aujourd'hui en voir la preuve dans la façon dont les différents partis communistes de l'Est tentent d'établir des coupe-feu qui empêchent la révolution polonaise de se propager aux autres « démocraties populaires ». Ainsi, pour répondre à la pression exercée par l'existence du syndicat libre *Solidarność*, on assiste actuellement à une tentative systématique de revalorisation des syndicats officiels russes ou allemands de l'Est, qui en viennent même à dresser des programmes de revendications en trompe-l'œil. En Hongrie, le gouvernement a décidé d'accorder aux travailleurs les « samedis libres », quelques semaines seulement après la lutte victorieuse des ouvriers polonais pour cette revendication...

Toutefois, il n'y a pas de commune mesure entre la pression qu'exercent aujourd'hui les ouvriers des « démocraties populaires » sur leurs gouvernements et la vague de luttes et de solidarité qui peut soulever l'ensemble de l'Europe de l'Est si, empêtrée dans la résistance polonaise, la bureaucratie apparaît affaiblie et trop occupée à l'extérieur pour s'occuper sérieusement du front « intérieur ».

— une crise sans précédent du mouvement communiste international : la lutte des ouvriers polonais face à une éventuelle invasion n'affaiblirait pas seulement les bureaucrates au pouvoir dans les Etats ouvriers, mais aussi ceux qui opèrent dans les pays impérialistes ou semi-coloniaux.

En octobre-novembre derniers, les ouvriers de la Fiat italienne avaient demandé que les négociations salariales qui allaient s'ouvrir

entre des dirigeants syndicaux dont ils se méfiaient et le gouvernement soient retransmises par la télévision, « comme en Pologne ». Une telle sensibilité à la révolution politique polonaise, qui est loin d'être le monopole de la classe ouvrière italienne comme l'établissent par exemple les messages de *Solidarność* envoyés du Brésil ou d'Iran (voir *Correspondance internationale*, numéro 5/6), montre à quel point les PC qui approuveraient l'intervention militaire seraient hais et dénoncés par de larges secteurs de la classe ouvrière mondiale.

D'autres partis communistes condamneraient cette intervention comme ceux d'Espagne ou d'Italie (par exemple) qui l'ont d'ores et déjà annoncé. Ce serait un pas en avant décisif sur la voie de la dislocation de l'appareil international du stalinisme dont l'on se souvient que sa dernière crise majeure était précisément venue de l'intervention en Tchécoslovaquie, au cours de laquelle s'est par exemple révélé le courant « carrilliste » qui est aujourd'hui à la direction du parti communiste espagnol. Et ces tendances centrifuges au sein de la bureaucratie seraient d'autant plus fortes qu'elles trouveraient dans l'impérialisme un puissant soutien.

— de sévères sanctions de l'impérialisme : le 10 février dernier, l'un des porte-parole du département d'Etat américain, William Dyess, exposait avec un tranquille cynisme quelle était la politique de l'impérialisme face à la révolution en Pologne : « si les autorités polonaises utilisent les forces polonaises pour

appliquer les lois polonaises, nous considérons cela comme une affaire intérieure polonaise » (*Le Monde* du 12.02.81). Une déclaration dont la franchise lui valait d'être démentie, mais de façon si hypocrite que cela valait mille confirmations.

Même s'il ne se trouve qu'en « deuxième ligne » face au mouvement des travailleurs polonais, l'impérialisme est tout autant menacé par celui-ci que la bureaucratie, tout aussi opposée à une révolution qui, loin de remettre en cause l'expropriation des patrons, entend au contraire replacer sous le contrôle des travailleurs un Etat qui leur a été ravi par la bureaucratie.

Toutefois, Washington exige de Moscou que la défaite de la révolution politique soit dirigée par le POUP. Dans le cas d'une intervention extérieure en effet, le Kremlin renforcerait son emprise sur la Pologne dans des proportions jamais vues et, après l'avoir épurée, se lierait solidement la bureaucratie polonaise. Tous les efforts déployés avec persévérance par l'impérialisme, en particulier sous formes d'« aides » économiques, pour dissocier le bloc des « démocraties populaires » seraient ainsi réduits à néant ou presque. Plutôt qu'au « renouveau », alimenté par des crédits américains, français, allemands de l'Ouest ou anglais, pour le plus grand bénéfice de ces impérialismes, on assisterait alors à une sévère reprise en mains, effectuée à l'ombre des canons soviétiques, et qui ferait retomber une seconde fois le fameux « rideau de fer » sur la Pologne.

Walesa au secours de Jaruzelski

Deux interviews de Lech Walesa viennent d'être publiées par la presse internationale, et elles font particulièrement bien ressortir à quel point le principal dirigeant de *Solidarność* est décidé à tout tenter pour enrayer le processus de révolution politique en Pologne.

Dans *Le Monde* du 21 mars, Walesa défend ouvertement la « trêve » demandée par Jaruzelski et vole au secours de son gouvernement en effectuant, si nécessaire, les plus sinistres plaisanteries. Un rideau de fumée qui n'a d'autre but que d'en dissimuler la véritable fonction : préparer, en gagnant du temps, les conditions qui permettraient à la bureaucratie d'infliger une défaite décisive aux travailleurs polonais.

« (...) Le passé pèse lourd, et cette tendance à vouloir obtenir tout, tout de suite, existe toujours dans la société. Mais ce que nous avons réussi à acquérir jusqu'à maintenant, c'est déjà bien. Aujourd'hui, il faut dire « assez ! »

« (...) Ce qui s'est passé lundi dernier à Radom est une méthode. Des dates avaient été fixées pour une grève d'avertissement de deux heures, puis pour une grève tout court. J'y suis allé et j'ai convaincu les gens qu'il fallait abandonner ces mots d'ordre, puisque des négociations allaient s'engager le lendemain avec les autorités (...) »

Jusqu'ici, le gouvernement était faible : ce n'étaient pas des soldats. Or, moi, je préfère savoir tout de suite où on en est (...). Maintenant, les discussions sont courtes : je préfère cela, car, dans les moments difficiles, cela rend la maîtrise des événements plus aisée. Et puis, nous avons tous de la sympathie pour les soldats, car nous avons tous fait notre service militaire et, pour ma part, j'en ai gardé de bons souvenirs (...).

J'aime bien les soldats. Enfant, je jouais aux petits soldats, et j'en offre à mes enfants. Non, mais, vraiment, j'ai de l'estime pour (le général Jaruzelski-NDLR) : je pense que c'est quelqu'un de bien, que c'est un bon Polonais (...).

Dans un second entretien, accordé à la célèbre journaliste italienne Oriana Fallaci et publié dans le *Corriere della sera* du 7 mars dernier, Walesa va bien plus loin encore. L'usure et la crise de toutes les institutions (POUP, Eglise, armée...) qui tentent de faire barrage à la poursuite du processus polonais de révolution politique le conduisent à se déclarer prêt à monter en première ligne face à celle-ci, à remplacer Jaruzelski si nécessaire.

« (...) Il est besoin d'un gouvernement fort en Pologne, d'un gouvernement qui gouverne véritablement, et Jaruzelski peut en être capable. Je ne veux pas, cela doit être clair, aller au gouvernement, *Solidarność* ne le veut pas (...).

Mais s'il n'y avait pas d'autre choix, c'est là le choix. Si, à un certain moment, le gouvernement devait dire : « On ne peut plus gouverner, nous démissionnons », c'est nous qui devrions assumer la responsabilité du gouvernement. Et moi, le premier, je devrais prendre en main la situation (...).

P.O.

C'est ainsi que s'expliquent, moins d'un mois après l'encouragement à la répression ouvertement prodigué à Jaruzelski par Dyess, les virulentes mises en garde contre une intervention soviétique que multiplient en ce moment Washington et les autres capitales occidentales.

Nul doute donc que si l'URSS et les « pays frères » envahissaient aujourd'hui la Pologne, ils s'exposeraient à de sévères sanctions, notamment économiques, de la part de l'impérialisme.

Quelle solution de rechange ?

Toutes les conséquences d'une intervention soviétique que nous venons d'énumérer, l'URSS les connaît parfaitement et c'est pourquoi, si elle est toujours décidée à intervenir en Pologne au cas où il n'y aurait pas d'autre recours, elle tente en ce moment de mettre en place une solution de rechange. Une « solution politique » qui serait moins coûteuse et moins risquée qu'une intervention.

En 1965 déjà, le problème s'était posé de façon brûlante. Le 19 octobre, tandis que quatre divisions blindées russes menaçaient Varsovie, Gomulka avait eu une entrevue de la « dernière chance » avec le secrétaire général soviétique, Krouchtchev, au cours de laquelle il avait réussi à le convaincre de tenter de régler la crise à moindres frais. Selon lui, il fallait savoir être patients, gagner du temps, reprendre en compte l'aspiration au changement des Polonais en leur promettant un « renouveau » (déjà !) du parti et du pays, et institutionnaliser, pour leur faire perdre toute indépendance, les conseils ouvriers apparus dans les usines du pays. Celui-ci avait vu juste et, deux ans plus tard, il ne restait plus de « renouveau » polonais que le souvenir.

Mais le scénario employé par la bureaucratie en 1956 et que Gierek a tenté de rééditer à quelques variantes près, en 1970, n'est plus applicable à la Pologne de 1981. En 1956 en effet, les travailleurs polo-

nais s'étaient donnés pour perspective celle d'un soutien de la fraction réputée « libérale » du POUP. En 1970, une année qui a assuré la transition avec le mouvement actuel, si les ouvriers polonais ne soutenaient déjà plus aucun secteur du parti au pouvoir contre un autre, ils n'avaient pas encore nettement tracé la voie de leur mobilisation et de leur organisation strictement indépendantes.

Aujourd'hui, c'est en revanche l'axe de toute la lutte qui a été inaugurée par la grève générale d'août dernier.

Déjà, les échecs successifs enregistrés par le « renouveau » que prônait Pikowski ou la « trêve » à laquelle a appelé Jaruzelski démontrent l'ampleur de la défiance qui existe aujourd'hui en Pologne face à la bureaucratie. Pas un instant en effet, les ouvriers polonais n'ont accepté de remettre leur sort entre les mains du POUP et, lui tirant un chèque en blanc, de cesser de lutter pour les changements auxquels ils aspirent. De plus, c'est seulement dans cette opposition totale à la bureaucratie que nous trouvons le fil conducteur de tous les combats que se sont livrés ces derniers mois. Entamés avec pour principale revendication celle du syndicat libre, indépendant de la bureaucratie, ceux-ci se sont poursuivis par le refus de reconnaître un quelconque « rôle dirigeant » au parti des bureaucrates, le POUP, et pour l'extension de ce « droit à l'indépendance » à l'ensemble des masses polonaises (syndicats paysan et étudiant).

De toute évidence, ce n'est donc pas la bureaucratie, ou l'un de ses secteurs, qui pourra aujourd'hui « récupérer » à son profit et progressivement freiner, dévoyer le mouvement des ouvriers polonais. Il lui faut un relais, qui existe effectivement en Pologne, sous la forme de l'Eglise catholique.

L'Eglise, par Walesa interposé

La hiérarchie catholique avait déjà joué un tel rôle dès 1956 : après avoir été libéré en même

(Suite page 12)



Jacek Kuron : la « bête noire » des bureaucrates du POUP.

Pourquoi l'URSS n'est pas encore intervenue

(Suite de la page 11)

temps que des centaines de prêtres emprisonnés à l'époque où Staline régnait encore en URSS, le primat de Pologne, Wyszynski, avait publiquement exprimé son soutien à Gomulka. A l'époque, ce renfort était toutefois secondaire et avait surtout pour but de faire se rallier à la nouvelle politique du POUP les paysans sur lesquels l'Eglise avait traditionnellement conservé une grande influence. Aujourd'hui, en revanche, l'avancée considérable de la révolution politique polonaise et le renforcement parallèle du pouvoir de la hiérarchie catholique placent cette dernière au premier plan.

Depuis 1956 en effet, en l'absence de toute liberté politique pour la classe ouvrière et comme conséquence de la disparition de toutes ses organisations en Pologne, c'est l'Eglise qui a jusqu'à maintenant largement capitalisé à son profit l'opposition des masses polonaises à la bureaucratie. Utilisant donc à son profit un mouvement qui, objectivement, allait vers la révolution politique et qui lui était donc parfaitement étranger, la hiérarchie catholique a considérablement renforcé ses positions au point de devenir après la bureaucratie la seconde « puissance » du pays. Les chiffres suivants établissent à quel point cette tactique s'est avérée payante : en 1978, il y avait 19 685 prêtres en Pologne, soit deux fois plus qu'avant-guerre ; et 13 000 églises contre 7 257 en 1937, sans compter 8 000 moines, 28 000 religieuses et 54 organes de la presse religieuse.

D'aucuns pourraient rétorquer que l'Eglise polonaise, dont personne n'a oublié les nombreuses déclarations en faveur de la reprise du travail en août 1980, s'est faite beaucoup plus discrète ces derniers mois. En effet, mises à part quelques prises de position en faveur du droit des paysans à se syndiquer, celle-ci n'est plus directement intervenue dans la politique polonaise. Néanmoins l'objection ne tient pas. Si la hiérarchie catholique polonaise peut maintenant se payer le luxe de rester en coulisses, c'est justement parce qu'elle bénéficie d'un porte-parole autrement plus écouté et plus efficace que n'importe quel ecclésiastique : Lech Walesa.

Nulle part on ne trouvera de caractérisation précise de Walesa. La presse internationale par exemple le présente invariablement comme un simple ouvrier dont on ne sait pas très bien pourquoi il aurait été porté à la place qu'il occupe en ce moment. Walesa lui-même surenchérit bien évidemment sur cette image et ne se définit jamais que comme un homme seul, qui n'a que son bon sens pour lui, ne fait surtout pas de politique, n'est qu'un simple syndicaliste, etc., etc.

Une insistance un peu trop forte pour être honnête. Peut-on en effet imaginer un seul instant qu'un syndicat comme *Solidarité*, qui rassemble maintenant dix millions de travailleurs, soit dirigé par quelqu'un qui ne représente que lui-même. Et cela aurait-il été le cas au moment de la constitution de *Solidarité* que les forces sociales sont si puissantes qu'il y a belle lurette que l'une ou l'autre d'entre elles se serait approprié Lech Walesa.

D'ailleurs, ses contacts réguliers, officiels et officieux, avec la hiérarchie catholique, le fait que sa politique ait toujours coïncidé au millimètre près avec celle de l'Eglise, la façon enfin, dont il est parfois apparu comme son pur et simple



Une des victimes de l'attaque de Bydgoszcz : leur répression a déclenché la mobilisation.

instrument (1), tout démontre à l'envi pour qui « roule » Lech Walesa.

Un jeu à chaque fois plus difficile

Même s'il bénéficie donc de soutiens importants, la tâche de Walesa n'est pas aisée. La dernière grève générale qu'il ait connue la Pologne, celle du 27 mars, et la négociation qui l'a suivie illustrent bien les difficultés croissantes que celui-ci rencontre.

De plus en plus, Walesa se retrouve les mains vides face aux ouvriers polonais. Ainsi, fin mars, ceux-ci avaient dressé un programme de revendications qui, en riposte à la violente expulsion des militants de *Solidarité* de la voïvodie (préfecture) de Bydgoszcz, exigeait : le renvoi du vice-Premier ministre Mach qui avait assisté sans intervenir à l'intervention de la milice dans la voïvodie ; l'égalité de tous devant la loi et la sanction de tous les responsables de cet incident ; la reconnaissance de *Solidarité rurale* ; et enfin la suspension des poursuites engagées contre Jacek Kuron et Adam Michnik. Des revendications que la bureaucratie ne pouvait pas accepter sans se déjuger et exaspérer l'un de ses piliers fondamentaux, la milice. Et c'est ainsi que la voie prônée par Walesa au cours de cette lutte, notamment le refus d'engager tout de suite la grève générale illimitée et la volonté d'ouvrir au plus vite des négociations, n'a pas permis de gagner autre chose que la reconnaissance de la part du gouvernement polonais que « l'utilisation des forces de l'ordre pour évacuer les représentants de "Solidarité" du conseil régional (la voïvodie) a constitué une action en contradiction avec le principe — respecté jusqu'à maintenant — de la solution des conflits sociaux par des moyens politiques » (*Le Monde*, 01.04.81). Ce n'était là qu'un « avantage moral » très limité puisqu'il n'était même pas explicitement question de sanctions. Un accord de ce type s'inscrit parfaitement dans la dynamique engagée depuis l'année dernière. Lorsque les ouvriers exigeaient la reconnaissance de leur syndicat sans que mention soit faite du « rôle dirigeant du POUP », la « méthode Walesa » a permis de l'obtenir en se contentant d'une concession formelle : mentionner le « rôle dirigeant » du POUP en annexe. Lorsqu'il s'agissait d'obtenir la libération de Piotr Sapelo et de Jan Narozniak (voir *Correspondance internationale*, numéro 4), ainsi que

l'ouverture de discussions sur les corps répressifs (police politique, milice), Walesa a passé un nouvel accord pour que soient libérés les deux militants de *Solidarité* arrêtés pour avoir communiqué à leur syndicat un rapport administratif sur la façon dont il fallait réprimer les opposants, mais les négociations promises ne se sont jamais tenues. En janvier, les ouvriers demandaient quatre samedis libres par mois, la bureaucratie voulait d'abord n'en accorder que deux, puis elle a transigé sur trois. Les bases d'accord se réduisent donc comme une peau de chagrin, et la direction de Walesa tend à perdre en crédibilité.

Ayant de moins en moins à offrir au mouvement des masses, Walesa est obligé de s'émanciper à chaque fois plus du contrôle réel des ouvriers sur son action, et notamment des instances régulières de *Solidarité*. Ainsi, après qu'il ait conclu l'accord dont nous avons vu à quel point il était mince sur les suites à donner aux violences de Bydgoszcz, Walesa a, de son propre chef, levé la consigne de grève générale illimitée à laquelle avait appelé la Commission nationale de *Solidarité* pour le mardi 31. Mettant cette dernière devant le fait accompli, il n'a accepté de la convoquer que le mardi soir.

Ces pratiques qui font à chaque fois plus appel au double jeu, aux négociations secrètes et aux manœuvres prêtent le flanc à des critiques de plus en plus violentes. Le 31 mars justement, la Commission nationale de *Solidarité* a été le théâtre d'un affrontement particulièrement violent et l'une des décisions arrêtées (« Personne ne devra décider seul », *Le Monde*, 03.04.81) visait directement Lech Walesa. Un Walesa à propos duquel Karol Mozelewski, maintenant conseiller du syndicat pour la région de Wrocław, a fort bien résumé le sentiment général de la Commission en présentant sa démission en ces termes : « Le syndicat commence à ressembler à une organisation féodale. Il y a un roi, une cour et un parlement qui fait de la figuration. » (*Le Monde*, 03.04.81).

Pour toutes ces raisons donc, l'action de Walesa et de l'Eglise catholique rencontrent des difficultés croissantes. Mais il y a également une limite de fond, historique, contre laquelle ils ne peuvent pas ne pas buter.

La bureaucratie n'est pas totalitaires sans raisons. Si elle n'a jamais et nulle part permis que se maintienne en place la moindre organisation politique ou syndicale qui lui échappe, si par exemple en Polo-

gne, les organisations paysannes ou catholiques qui existent au parlement et participent aux élections, ne sont que des pseudopodes du POUP et se présentent devant les électeurs sur une liste commune (dite de « Front national ») avec le POUP, c'est parce que la caste parasitaire qui dirige le pays ne peut laisser s'ouvrir aucune brèche dans le monopole du pouvoir qu'elle détient.

A la différence de la bourgeoisie, la bureaucratie ne possède aucune usine, et sa seule propriété c'est jus-

tement le pouvoir. Surgit-il le moindre « contre-pouvoir », c'est-à-dire la moindre organisation qui n'est pas la pure et simple courroie de transmission de sa politique qu'elle est directement menacée, car celle-ci atteint directement aux racines mêmes de sa domination. Il lui faut donc au plus vite la faire disparaître, par la répression ou l'intégration.

De là viennent toutes les limites fondamentales qui pèsent sur la stratégie de l'Eglise. Si celle-ci, profitant avec habileté de la crise actuelle de la domination de la bureaucratie pour gagner des positions solides, a déjà remporté de très importants succès, ses conquêtes sont précaires. Le POUP n'aura de cesse de les réduire, de reprendre ce qu'il a dû accorder dans un moment difficile pour lui.

Mais il y a de fortes chances que l'on n'assiste pas à ces luttes. La détermination et la combativité des masses polonaises sont aujourd'hui telles que même si elle semble avoir été écartée pour un temps, l'intervention soviétique plane comme une menace permanente. Qu'elle échoue dans sa mission et l'Eglise est prise « en sandwich » entre les travailleurs d'une part, et la bureaucratie du Kremlin, son armée et ses canons de l'autre. L'époque de sa stratégie de « grignotage » de positions paraîtrait bien oubliée et il se produirait alors un affrontement dont les conséquences provoqueraient le plus radical tournant de toute la situation mondiale de l'après-guerre.

(1) Deux exemples seulement, mais qui sont particulièrement éloquentes. Le dimanche 20 octobre 1980, Walesa a été jusqu'à remplacer le meeting de *Solidarité* qui était prévu à Varsovie par... une messe, tandis que le 16 décembre, lors de l'inauguration officielle du monument aux morts de 1970, il a lu un discours qui avait été écrit par le curé de sa paroisse.

Le 4 février, se sont réunis les membres fondateurs des trois plus importantes organisations paysannes polonaises : *Solidarité rurale*, *Solidarité paysanne* et le *Syndicat des producteurs agricoles Solidarité*. Ils ont à cette occasion décidé de fusionner et d'adopter provisoirement le nom de la principale composante du nouveau syndicat qui s'est constitué : *Solidarité rurale*.

Le syndicat paysan unité revendique désormais 1,5 millions d'adhérents dans les quelques 3,5 millions de fermes privées que compte la Pologne. Toutefois, la Cour suprême a jusqu'à maintenant refusé de légaliser leur organisation.

L'appel de « Solidarité rurale »

Aujourd'hui, 10 février 1981, la Cour suprême a refusé de donner son accord pour l'enregistrement de NSZZ *Solidarité rurale*. Pour justifier ce verdict, la cour a déclaré que du point de vue formel, il n'existait pas de fondements juridiques à un tel enregistrement. Elle a également ajouté que la loi en vigueur ne satisfaisait peut-être pas les besoins et les attentes de la société. C'est justement le cas. La loi reste bien en deçà des besoins de la société. Nous autres, agriculteurs, devons posséder notre propre syndicat, car seule une représentation authentique des agriculteurs peut stabiliser la production agricole, endiguer la vague de départ des jeunes de la campagne, et, par conséquent, assurer à tous les Polonais une quantité suffisante de nourriture.

Solidarité rurale est maintenant un fait accompli. Si le gouvernement veut parler de renouveau, de sa volonté de servir la population et de redonner un caractère public aux affaires sociales, il doit officiellement reconnaître l'existence de ce syndicat. Comme les ouvriers qui en août ont obstinément lutté pour leur syndicat, nous non plus ne plions pas. Nous resterons dans le bâtiment de l'ancien conseil des syndicats de la voïvodie de Rzeszów. Nous exigeons que soient officiellement reconnus les syndicats indépendants et autonomes *Solidarité rurale*. Les autorités dédaignent notre action de protestation depuis maintenant six semaines. C'est pourquoi nous nous adressons à tous les travailleurs, à toutes les commissions d'entreprise de *Solidarité*, à la commission nationale de liaison de *Solidarité* pour leur demander d'exprimer concrètement leur soutien à notre cause. Nous devons tous exiger la reconnaissance officielle des syndicats indépendants et autonomes des agriculteurs *Solidarité rurale*, car sinon nous n'aurons rien à manger.

Nous, les agriculteurs, nous sommes prêts à tout et nous utiliserons tous les moyens dont nous disposons, toutes les formes de grève pour que *Solidarité rurale* qui existe déjà de fait soit reconnu par la direction. Nous n'avons pas voulu recourir à la dernière extrémité. Nous ne voulons pas utiliser notre plus grande arme, la grève, sauf si nous y sommes forcés. C'est pourquoi, au nom de la solidarité, nous vous demandons votre aide.

Nous attendons rapidement votre réponse. De plus, le mois de mars approche. Si les champs doivent être ensemencés, il faut que cette affaire se termine le plus vite possible. Nous nous adressons également à la Diète de la Pologne populaire, pouvoir législatif suprême, pour qu'elle promulgue les fondements juridiques de l'enregistrement de notre syndicat, comme l'a suggéré la Cour suprême.

Nous faisons appel au bon sens des députés, notamment de ceux qui sont censés nous représenter, nous, les agriculteurs. Enfin, nous prions vivement la commission nationale de liaison de NSZZ *Solidarité* de se rendre à Rzeszów.

Rzeszów, le 10 février

Proposition du PSPP

Pour une Charte des droits de la nation polonaise et du peuple travailleur

Le 2 mars 1980, avec la présence de militants émigrés comme de l'intérieur, s'est tenue la deuxième conférence du bulletin *Szerszen* (le *Frelon*). Elle a résolu de constituer le Comité provisoire pour le Parti socialiste polonais du travail.

Dans sa *Déclaration constitutive*, le Comité provisoire pour le PSPP écrivait : « Nous lutterons avec conséquence pour que tous les fondements et la vie du système politique portent la marque du véritable socialisme. Ensuite, nous lutterons pour la construction de ce parti, car nous sommes convaincus que le Parti ouvrier unifié polonais ne remplit pas son rôle car il est issu de l'idéologie stalinienne d'exercice du pouvoir sur les peuples. » (voir *Correspondance internationale*, numéro 5/6)

Le 23 février dernier, le Comité provisoire pour le PSPP a publié la déclaration que nous reproduisons ci-dessous et dont les analyses comme les mots d'ordre méritent d'être examinés et discutés avec la plus grande attention par l'ensemble du mouvement trotskyste mondial.

Une nouvelle fois, le peuple travailleur polonais, qui n'a cessé de combattre pour ses droits et la liberté de la nation depuis des siècles, a encore donné la preuve de sa volonté héroïque après 1956, durant 1970, 1971, et jusqu'en 1976, s'est levé à partir des grèves généralisées de Gdansk et de Szczecin, de Radom et dans tout le pays. Août 1980 restera dans l'histoire comme l'élan du peuple polonais pour sa souveraineté, la liberté et la démocratie.

La constitution du syndicat indépendant *Solidarité*, arrachée par la lutte des travailleurs, a ouvert la voie à la volonté de la paysannerie laborieuse de constituer ses propres syndicats indépendants, et à celle des étudiants de se constituer en Union nationale indépendante. La constitution du syndicat *Solidarité* ouvre la voie à la reprise en main par les travailleurs, les paysans, toute la population, de la gestion de leurs propres affaires. Ce dont il s'agit est clair. Il s'agit, pour toutes les couches de la population laborieuse et de la jeunesse, de dresser la défense de leurs revendications et de leurs droits.

C'est pure hypocrisie pour les autorités polonaises de tenter de travestir la signification du combat pour l'indépendance des travailleurs et des organisations.

C'est pure hypocrisie parce que ce sont précisément les dirigeants du parti et de l'Etat qui, en exigeant à toute force, y compris par l'utilisation de la menace d'intervention extérieure, de faire reconnaître le « rôle dirigeant du POUP », du seul parti unique de la bureaucratie, ce sont eux qui veulent imposer « leur politique », une politique que rejette l'écrasante majorité du peuple travailleur.

Nous le proclamons :

La classe ouvrière polonaise, la paysannerie laborieuse, les travailleurs intellectuels veulent s'organiser dans leurs organisations indépendantes pour abolir tous les privilèges de la bureaucratie, proclamer l'égalité et la liberté de tous, revendiquer les droits démocratiques, le droit de grève, la liberté d'association et de réunion, l'abolition de la censure.

Nous le proclamons :

Tous ceux qui veulent à toute force maintenir la domination du parti unique, le POUP, sur la société, ne cherchent qu'à préserver des privilèges et des intérêts étrangers aux intérêts de la population laborieuse de notre pays.

Nous le proclamons :

Le droit de la nation polonaise à recouvrer dans leur intégralité les droits



Dans travailleurs polonais : le PSPP avance leur programme.

d'une nation libre et souveraine est imprescriptible.

Nous l'affirmons :

La nation polonaise est opprimée.

Dans notre pays :

— 1. les hommes et les femmes ne sont pas libres de manifester leurs pensées et leurs opinions ;

— 2. il n'y a pas d'égalité de droits entre tous les citoyens ;

— 3. il y a arbitraire, quand il y a censure, quand le pouvoir emprisonne pour opinion politique.

Une nation libre est une nation souveraine.

En Pologne, la souveraineté nationale est entravée par l'exigence d'un groupe

de la population — nommé le POUP — qui décide de d'arroger le monopole de la souveraineté. La souveraineté de la nation est entravée parce que ce groupe — constitué en POUP — impose son monopole par l'utilisation de la menace d'une intervention militaire extérieure.

La souveraineté nationale doit s'exercer par le peuple entier, et c'est pourquoi chaque citoyen, ou groupe de citoyens, doit posséder un droit égal à s'organiser dans des partis, syndicats et organisations, indépendants de l'Etat, du gouvernement et du parti officiel.

En conséquence de ce qui précède, le Comité provisoire du PSPP propose

que soit convoquée une Assemblée nationale constituante, élue au suffrage universel, direct, égal, proportionnel, secret, par tous les Polonais. Seules des élections à la proportionnelle garantiront au peuple polonais le droit de choisir librement ses représentants. Chacun et tous, nous le savons, c'est par le refus de la proportionnelle que le parti unique monopolise le pouvoir.

L'Assemblée nationale constituante deviendrait détentrice de l'ensemble des pouvoirs de l'Etat et prendrait en main la politique intérieure, la gestion économique du pays et la politique extérieure de la Pologne, dans le respect de la souveraineté nationale, de la liberté, de l'égalité des droits de tous les Polonais.

L'Assemblée nationale constituante, pour satisfaire les intérêts du peuple, aurait pour mission essentielle d'élaborer une Constitution qui organiserait :

— l'élaboration effective des lois, le contrôle de leur exécution et la direction de toutes les affaires publiques par les représentants du peuple ;

— le contrôle démocratique sur tous les organes de l'Etat et en particulier sur la police et les fonctionnaires qui deviendraient entièrement subordonnés au peuple, révocables à tout moment, comme les représentants du peuple seraient éligibles et révocables à tout moment par leurs électeurs ;

— un réel contrôle populaire et démocratique sur toute l'économie, qui seul peut garantir les droits socialistes du peuple polonais et la souveraineté populaire (1).

Une telle Constitution populaire et démocratique garantissant au peuple tout entier la plénitude du pouvoir, donc de sa souveraineté, peut seule permettre à la classe ouvrière, aux travailleurs manuels et intellectuels, à la paysannerie laborieuse, de combattre librement pour le vrai socialisme, qui ne connaît plus les privilèges pour une minorité et l'absence de droits et de libertés pour tous les autres.

Voilà nos propositions que nous soumettons à la libre discussion de tous.

Chacun d'entre nous, et tous, nous le savons, la Diète (le *Parlement actuel*) n'a aucun pouvoir, elle n'est que l'émanation du parti unique. Elle ne représente pas le peuple. Seule une Assemblée nationale constituante, élue au suffrage universel, direct, proportionnel, égal et secret, eut et doit rendre tous les pouvoirs au peuple, seule garantie de la souveraineté et de la légalité démocratique.

(1) Ce qui signifie la garantie de non-retour des capitalistes et des propriétaires fonciers.

M. D.

La campagne antisémite du POUP

Vendredi 3 avril, Stefan Olszowski, membre du bureau politique du POUP et secrétaire de son comité central, a pris part à une réunion qui était organisée dans l'aciérie de Huta-Warszawa. D'après le quotidien des jeunes du POUP, *Standa Młodych*, ce jour-là Olszowski n'a pas tenu d'éloge sur une certaine Union Grunwald qui, selon lui, le mérite de prendre « la défense des gens persécutés », d'appuyer « beaucoup de valeurs positives », et qui sera donc « sûrement légalisée » (Le Monde du 8 avril 1981).

Cette association, qui tire son nom de la bataille de Grunwald (1421), au cours de laquelle l'armée polonaise a battu les chevaliers teutoniques, s'est pour la première fois publiquement manifestée le 8 mars dernier, pour faire pièce à la célébration par les étudiants de l'anniversaire des émeutes étudiantes de mars 1968 a donné lieu dimanche, à Varsovie, à une manifestation nationaliste d'inspiration antisémite qui a rassemblé 1 000 à 1 500 personnes devant le siège de l'ancien ministère de la Sécurité publique des années 1949-1953 (1). Selon des sources internes, l'Union Grunwald réunit des

membres du groupe d'intellectuels communistes de Varsovie « Warszawa 80 », des militants de l'association d'anciens combattants « Zbawid », à laquelle appartiennent notamment d'anciens soldats de l'armée de l'intérieur (AK, non communiste), ainsi que certains catholiques proches du pouvoir.

Le ton de la cérémonie était donné par un panneau écrit en lettres noires sur fond blanc, appuyé au mur du bâtiment occupé en son temps par la police politique stalinienne, et évoquant la mémoire des « patriotes et communistes polonais victimes de la terreur sioniste de la clique Berman (ancien ministre de l'Intérieur) et Zambrowski (théoricien du parti à la même époque) ».

Les orateurs, d'anciens officiers de l'AK ainsi que le cinéaste communiste Bogdan Poreba, se sont appliqués à démontrer que les principaux bourreaux de la période stalinienne étaient juifs et à justifier de cette manière la campagne « antisioniste » de 1968.

Dans cette litanie de patronymes juifs associés aux crimes staliens, deux noms ont été mis en relief : celui de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Zygmunt Modzelewski, dont le fils

Karol est aujourd'hui porte-parole du syndicat Solidarnosc, et celui de l'ancien procureur général Stefan Michnik, frère aîné du dissident Adam Michnik, également lié au syndicat de Lech Wałęsa.

Quel que soit donc le passé de certains de ses membres ou l'« antistalinisme » sous le signe duquel elle place sa campagne antisémite, ces attaques dirigées contre Modzelewski et Michnik font apparaître clairement que l'Union Grunwald entend servir. Et la preuve est également faite que cette association, répétons-le, ouvertement antisémite, bénéficie de soutiens jusque dans les plus hautes sphères de la bureaucratie, jusqu'au bureau politique du POUP, en la personne de Stefan Olszowski.

La bureaucratie polonaise avait déjà répondu, en 1968, aux luttes des étudiants et des intellectuels par des campagnes de ce genre, et des centaines d'entre eux avaient alors été persécutés en raison de leurs origines juives. Aujourd'hui, confrontée à un mouvement bien plus ample encore, elle emploie les mêmes méthodes et cherche à nouveau à semer par tous les moyens la division entre intellectuels et ouvriers, et à abuser grossièrement les masses polonaises sur la nature de leurs véritables ennemis.

Le recours du POUP à de telles ignominies est particulièrement révélateur de sa nature profonde. Parti réactionnaire, même s'il occupe le pouvoir sur la base de l'expropriation du capital, il emploie des moyens en rapport avec ses fins. Des moyens qu'ont également employés tous les régimes bourgeois de noire réaction, à commencer par le tsarisme russe et le nazisme allemand, en passant par l'Etat français du maréchal Pétain.

Signalons enfin que les bureaucrates du POUP ne sont pas les seuls à se livrer à des campagnes anti-sémites, et que l'exemple vient même de Moscou, où l'on pouvait lire récemment, dans la *Pravda* des pionniers, qui s'adresse aux enfants, une violente dénonciation du « sionisme », qui déclarait entre autres que « la majorité des monopoles fabriquant des armes sont contrôlés par des banquiers juifs. Le business avec le sang leur rapporte des bénéfices énormes. Les bombes et les obus qui tuent au Liban enrichissent les banquiers Lazard et Loeb. Les bandits asphyxient les écoliers en Afghanistan et les coffres-forts de Leaman et de Guggenheim se remplissent de dollars. » (Le Monde du 26 mars 1981)

Pologne

La révolution à l'université

Avec l'occupation de Rzeszow, la lutte des étudiants polonais a constitué la première fausse note qui soit venue troubler le chœur de ceux qui appelaient à la « trêve » sociale. N'accordant en effet aucune confiance au général-Premier ministre Jaruzelski, ceux-ci ont refusé de reprendre leurs cours en échange de quelques belles promesses. Comme à Lodz, ils ont continué à occuper leurs universités et c'est cette voie qui a finalement payé. Après s'y être refusé pendant des mois, le 17 février, le gouvernement polonais devait finir par légaliser leur syndicat, l'Union indépendante des étudiants (NZS). Et le lendemain, Jaruzelski devait donner satisfaction à la plupart des revendications spécifiquement universitaires. Ce sont là des concessions qui ne valent que ce que peut valoir la parole de la bureaucratie, mais elles n'en constituent pas moins une importante victoire.

Comme dans les usines, les succès enregistrés par les étudiants polonais ces derniers mois ne sont que l'aboutissement d'une bataille engagée il y a déjà longtemps. Toutefois, les données du mouvement actuel sont qualitativement différentes de ce qu'elles ont été par le passé. En 1968, la bureaucratie a ainsi pu se livrer à une intense campagne de division et prétendre que les ouvriers n'éprouvaient que de l'hostilité pour le mouvement étudiant. Cette affirmation est démentie par les faits eux-mêmes, mais il est certain que la jonction de ces luttes avec celles des travailleurs ne s'était pas opérée. De même, comme elles étaient encore sous le coup de la défaite qu'elles venaient d'enregistrer, les

universités polonaises sont pratiquement restées absentes du mouvement ouvrier de 1970-1971.

La situation actuelle n'a de toute évidence plus rien à voir. Si ce sont les travailleurs qui constituent aujourd'hui le fer de lance de la révolution polonaise, dans leur immense majorité, les étudiants se trouvent maintenant à leurs côtés. Avec les paysans, ils se sont engouffrés dans la brèche ouverte par Solidarité et se sont à leur tour dotés de leur propre structure libre. Et le mouvement étudiant constitue même l'une des principales composantes du « bloc » qui est en train de se constituer en Pologne sous la direction, l'hégémonie, de la classe ouvrière.

Le 8 mars dernier, un meeting de commémoration des événements de 1968 a eu lieu à l'Université de Varsovie. Celui-ci démontrait bien sûr la continuité d'une lutte, mais il permettait surtout de mesurer les immenses progrès qui ont été accomplis. Ainsi, à elle seule, la présence sur les bancs d'un amphithéâtre de face de la militante du KOR dont le licenciement des chantiers Lénine avait déclenché la grève générale d'août 1980, Anna Valentynova, suffit à résumer l'alliance des étudiants et des ouvriers qui est apparue en Pologne. Et c'est Jacek Kuron, lui aussi présent, qui a le mieux tiré les leçons du passé en dénonçant par avance toute nouvelle tentative de division de la part de la bureaucratie : « On dit que les travailleurs ne veulent que le pain. On dit que les intellectuels ne veulent que les libertés. C'est faux ! Les travailleurs et les intellectuels veulent le pain et les libertés. C'est là le slogan de l'unité ! »

Philippe Orlík

Le NZS :

A la recherche d'un soutien international

Serge Pavel a effectué plusieurs voyages en Pologne et s'y est plus particulièrement intéressé au mouvement étudiant. En dépit de ce que, pour des raisons évidentes, il ne puisse pas tout nous dire, l'entretien que nous avons eu avec lui permet de préciser de nombreux aspects de la lutte qui se développe dans les facultés.

— Quelle est la première image que tu aies eue de la Pologne et en particulier de ses universités ?

— A la frontière avec la RDA, j'ai eu la surprise de découvrir dans le local des douaniers une grande affiche du syndicat *Solidarité*. En réalité, il n'y a là rien d'étonnant puisque 60 à 70 % des dou-

niers polonais sont maintenant adhérents de *Solidarité*. Je crois que c'est un symbole particulièrement éloquent de ce qui se passe aujourd'hui dans le pays : une révolution qui ébranle toute la société et finit même par atteindre les centres les plus essentiels de l'Etat.

Les universités polonaises proclament elles aussi de très loin « la couleur ». Elles sont entourées de panneaux d'affichage qui s'adressent aux étudiants bien sûr, mais aussi à l'ensemble de la population. Renouvelés chaque jour, on y trouve des informations sur les droits des travailleurs, des nouvelles de ce qui se passe dans le pays, des grèves, etc. Un spectacle auquel on n'a guère eu l'occasion d'assister en Europe occidentale depuis le mai 1968 français ou la révolution portugaise.

— Quelle était la situation du mouvement étudiant au lendemain de la grève générale d'août 1980 ?

— Il demeurait semi-clandestin et

n'avait encore atteint qu'un niveau d'organisation relativement faible.

J'ai par exemple pu assister à Varsovie à une réunion de préparation des statuts du syndicat. Elle avait eu lieu dans un appartement privé et il nous a fallu prendre toutes sortes de précautions pour assurer notre sécurité. De même, si des assemblées générales avaient déjà lieu dans les universités, elles étaient très courtes et organisées à la hâte.

Toutefois, je voudrais aussi souligner le caractère de démocratie directe qu'en dépit de toutes les difficultés, le mouvement étudiant polonais a acquis dès l'origine. C'est ainsi que chaque université ou école de Varsovie a tout de suite délégué deux représentants à l'exécutif provisoire qui s'était mis en place dans la ville. Chacun était précisément mandaté sur les tâches qui lui revenaient et devait toujours en rendre compte en détail devant l'instance qui l'avait choisi.

Un soin qui s'explique par l'arbitraire et la manipulation bureaucratiques auxquels les étudiants polonais ont été soumis pendant des années.

— Quelle a été l'attitude des professeurs et des recteurs face au développement du mouvement étudiant ?

— Dès le début, les professeurs se sont massivement syndiqués à *Solidarité*, et la plupart d'entre eux sont aux côtés des étudiants. Par exemple, il n'y a pas d'assemblée générale sans que les professeurs, au nom de leur syndicat, ne viennent apporter leur soutien.

Les recteurs sont nommés par la bureaucratie et possèdent des pouvoirs très importants. Un certain nombre d'entre eux ont été révoqués ou déplacés à la suite de luttes étudiantes, mais le rapport de forces est tel dans les facultés que la plupart ont dû choisir la voie de la conciliation.

— Quels sont les premiers problèmes à s'être posés au mouvement étudiant ?

— Comme dans les usines, la discussion a tout d'abord porté sur le fait de savoir s'il fallait constituer une organisation nationale, dotée d'une direction réelle. Telle était entre autres la position de ceux qui avaient participé aux SKS (*Comités de défense des étudiants, voir ci-contre*).

On ne peut pas dire que cette proposition soulevait une véritable opposition, mais tous les étudiants n'en voyaient pas encore la nécessité et la discussion restait encore un peu confuse.

— Un autre point commun entre la lutte qui a été menée dans les facultés avec celle des ouvriers réside dans l'existence d'un syndicat étudiant officiel.

— Oui. En septembre-octobre, cette organisation, le SZSP, réunissait encore une frange d'étudiants puisque j'ai assisté à l'une de ses réunions où il y avait environ 200 personnes dans la salle. Maintenant, le SZSP ne représente plus que lui-même et son appareil.

— Et quelle est aujourd'hui la situation du NZS ?

— Dans le cours même de la lutte pour sa propre légalisation, le syndicat libre des étudiants polonais a terminé de s'organiser. Il s'est doté d'un véritable bureau national se réunissant régulièrement, a ouvert de nombreux locaux et bénéficie de tout le prestige que lui a conféré la direction de la bataille et son issue victorieuse.

Ses campagnes sont à chaque fois plus directement politiques, ne serait-ce que du fait de la situation qui règne dans les universités. Depuis que le gouvernement a dû accepter la plupart des revendications spécifiquement étudiantes, la lutte se centre avant tout sur des objectifs généraux comme le respect des accords signés par la bureaucratie, la libération des prisonniers politiques, la censure, etc. Une dynamique qui est loin d'enfermer le mouvement étudiant dans le corporatisme mais l'intègre encore plus pleinement au processus de révolution politique qui se développe en Pologne.

— Comment s'est passée la commémoration des événements de 1968 ?

— Le 8 mars, il y a eu des meetings dans toute la Pologne et j'ai personnellement assisté au plus important, celui qui s'est tenu dans l'*Auditorium Maximum* de l'Université de Varsovie.

Entièrement contrôlée par les étudiants, cette réunion témoignait du niveau organisationnel et politique aujourd'hui atteint par le NZS. Pour parer à toute provocation, un imposant service d'ordre était dirigé par une étudiante et l'on n'entrait dans la faculté que sur présentation de sa carte ou celle de *Solidarité*. Des lettres d'invitation avaient été envoyées à toutes les victimes de la répression de 1968, émigrés compris, et les messages de ceux qui n'ont pas pu venir ont été lus au début de la réunion.

Les participants étaient très attentifs et conscients de l'importance quasiment historique de ce qui se disait ou faisait. Il faut aussi souligner le sourire que tout le monde arborait, personne n'ayant pu imaginer il y a encore quelques mois la possibilité de tenir aussi tôt une réunion de ce type.

— Comment a été perçue l'intervention de Jacek Kuron ?

Le 1968 polonais

1963-1965 : étudiants et lycéens organisent de nombreux cercles de discussion dont les plus connus sont le *Club des chercheurs en contradiction*, le *Club des bébés révisionnistes* ou le *Club Babel*.

Jacek Kuron et Karol Modzelewski sont les principaux animateurs de cette opposition et les auteurs d'une *Lettre ouverte au POUP* qui, après le *Programme de transition*, constitue la première ébauche de programme de la révolution politique (voir *Correspondance internationale*, numéro 5/6).

mars 1965 : ceux-ci sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. A l'annonce du verdict, ils chantent l'*Internationale* tandis que plusieurs centaines d'étudiants manifestent dans la rue.

1^{er} mai 1966 : trompant la surveillance des miliciens, des étudiants parviennent à manifester devant la tribune lors du défilé officiel.

octobre 1966 : à l'occasion du dixième anniversaire du mouvement de 1956, les professeurs Kolakowski et Pomian, anciens dirigeants de la gauche communiste universitaire, sont exclus du parti. Un étudiant, Adam Michnik, est exclu de l'université pour y avoir organisé la lutte pour la libération de Kuron et Modzelewski.

1^{er} mai 1967 : plusieurs centaines de jeunes réussissent à manifester, cette fois-ci devant l'ambassade des Etats-Unis.

30 janvier 1968 : manifestation contre l'interdiction d'une pièce classique de la littérature polonaise, *Les Aïeux* d'Adam Mickiewicz, dont les tirades anti-tsaristes provoquaient les applaudissements de la salle. Nouvelle arrestation de Michnik et d'Henryk Szalajfer.

8 mars 1968 : nouvelle manifestation à l'issue de laquelle Kuron et Modzelewski, libérés peu avant, sont à nouveau arrêtés.

9 mars 1968 : début de grèves avec occupation dans les facultés. Celle de l'Institut polytechnique se prolonge pendant plusieurs semaines. Malgré une violente répression et de nombreuses arrestations, les étudiants poursuivent la grève et manifestent à Varsovie comme à Wrocław, Katowice ou Cracovie.

Contrairement à ce que clame la bureaucratie qui organise des commandos de « gros bras » prétendument ouvriers qui attaquent les universités, les étudiants ne sont pas seuls. Des manifestations ouvrières ont lieu : à Nowa-Huta où la police lance les chiens qui font une centaine de blessés, à Katowice où 3 000 ouvriers manifestent contre les brutalités de la milice, à Cracovie où ils désarment les miliciens après une bataille rangée, à Gdansk et à Wrocław encore.

Toutefois, des grèves de solidarité sont brisées dans l'œuf et la répression est à chaque fois plus forte. Des dizaines d'enseignants et de fonctionnaires sont révoqués, la bureaucratie se livre à une violente campagne antisémite, elle licencie les ouvriers grévistes, arrête et exclut des dizaines d'étudiants.

21 août 1968 : avec l'entrée des chars russes en Tchécoslovaquie, ce sont également les étudiants et ouvriers polonais qui sont défaits.

Sources : P. Broué, *Le Printemps des peuples commence à Prague*, supplément à *La Vérité* numéro 542, Paris.



Octobre 1980 : les étudiants en médecine occupent leur faculté.

— Celui-ci est très profondément respecté par l'ensemble des étudiants polonais. Non pas seulement en raison de sa participation au mouvement de 1968, mais surtout parce qu'il symbolise le refus farouche de toute compromission avec la bureaucratie.

Ainsi, tandis que tous les intervenants n'ont pas parlé plus de cinq à dix minutes, Kuron, lui, a disposé de quarante-cinq minutes. Ensuite, comme il est d'usage en Pologne, on lui a posé de nombreuses questions et ses réponses ont été attentivement notées et commentées.

— Quelle est enfin la prochaine échéance importante pour les étudiants polonais ?

C'est la réunion nationale du NZS des 3, 4 et 5 avril. Bien qu'il ne s'agisse pas

d'un congrès, elle en aura dans les faits la fonction et la discussion doit être nationale comme internationale. Il faut en effet savoir que depuis qu'il s'est constitué, le NZS est à la recherche constante de tous les appuis internationaux qu'il pourrait obtenir et qu'il veut tisser des liens avec le mouvement syndical étudiant mondial, y compris donc dans les autres pays de l'Est.

Dans ce cadre, la réunion des 3, 4 et 5 avril doit notamment discuter de la nécessité d'un regroupement étudiant international, d'une organisation internationale des étudiants indépendante de tous les Etats. C'est en dire l'extrême importance.

Interview réalisée par
Philippe Orlík

Ils ont gagné !

1977 : mise en place de l'Université volante (TKN) qui rassemble de nombreux professeurs exclus des facultés polonaises en 1968 et dont les cours qui ont lieu dans des appartements privés sont aussi bien suivis par des ouvriers que par des étudiants.

Création à Varsovie, Cracovie et Poznan des Comités de défense des étudiants (SKS), les équivalents dans les universités du KOR, Comité de défense des ouvriers.

1978 : violente intervention de la police et du syndicat officiel des étudiants au domicile de Jacek Kuron pendant une séance de l'Université volante.

juin 1980 : Janusz Majewski et Zbigniew Slazak, deux étudiants de l'Université de philosophie de Varsovie, en sont exclus pour appartenir au SKS et avoir pris position en faveur de la construction d'un syndicat étudiant libre.

22 septembre 1980 : 800 délégués de toutes les universités du pays sont réunis à Cracovie et fondent un Comité provisoire pour le Syndicat indépendant des étudiants (NZS). Le 25, un appel reprenant les revendications dont la liste a été dressée dans chaque université est publié.

octobre 1980 : les médecins et les infirmières en grève contre le budget de la santé reçoivent le soutien des étudiants en médecine qui occupent leur faculté.

janvier 1981 : dix mille étudiants de Lodz se mettent en grève et occupent leur faculté pour obtenir la légalisation du NZS que le gouvernement leur refuse.

février 1981 : les étudiants de Lodz sont toujours en lutte et, le 16, ils ont été rejoints par ceux de Cracovie, tandis que le 17, la Faculté d'Olsztyn se met à son tour en grève et qu'à Czesochowa, Opole, Szczecin et Varsovie, on prépare la grève.

17 février 1981 : tard dans la soirée, le ministre de l'Enseignement supérieur accepte d'enregistrer le NZS, et le lendemain, la plupart des revendications étudiantes sont acceptées, parmi lesquelles une certaine autonomie des universités, un considérable allègement du service militaire, la suppression de la censure sur les publications scientifiques, la révision des manuels d'histoire et la liberté de célébrer tous les événements importants du passé polonais.

8 mars 1981 : célébration de l'anniversaire des événements de 1968.

Après une lutte de presque six mois, le 17 février 1981, les statuts de l'Union indépendante des étudiants (NZS) étaient enregistrés par le gouvernement polonais. Nous en publions ci-dessous quelques extraits dans lesquels on remarquera qu'en dépit des pressions et des menaces de la bureaucratie, les étudiants polonais ont refusé d'y reconnaître le « rôle dirigeant » du POUP, et qu'à l'image du syndicat ouvrier *Solidarité*, ils ont rejeté ce point en annexe.

Il convient également de rappeler que nombreux étaient ceux qui voulaient appeler leur organisation Union indépendante des étudiants polonais (NZSP) pour l'opposer le plus nettement possible à l'organisation officielle SZSP (Union socialiste des étudiants polonais).

On remarquera enfin que ceux qui ont rédigé ces statuts ont cherché à se rapprocher le plus possible des textes et des statuts des autres organisations syndicales étudiantes ou ouvrières existant dans le monde.

Les statuts du syndicat étudiant

Chapitre I - Nom, siège, champ d'application et terrain de l'Union. (...)

2. L'Union fait reposer son action sur la Constitution de la République populaire de Pologne, sur les conventions internationales ratifiées et sur les accords conclus à Gdansk, Szczecin et Jastrzebie.

3. L'Union agit dans le cadre de la défense des étudiants, de la réalisation de leurs besoins culturels, scientifiques, sociaux et matériels (...).

Chapitre II - Dispositions générales

6. L'Union est indépendante des autorités universitaires, de l'administration d'Etat et des organisations politiques.

7. L'Union rassemble les étudiants qui acceptent les principes de ses statuts et qui ont signé la déclara-

tion d'adhésion.

8. L'Union a pour objectif :
1. une action en vue d'approfondir la démocratie dans le milieu universitaire ;
2. la défense des intérêts matériels, sociaux et culturels des étudiants et de leurs familles ;
3. une action favorisant l'autonomie de la personne humaine, la tolérance et un haut niveau de moralité ;
4. le développement de l'autonomie et de l'autogestion des universités (...).

Chapitre V - La grève

19. Une fois épuisées toutes les autres formes d'action, l'organe exécutif de l'organisation de la faculté peut proclamer la grève avec occupation.

Dans ce cas, il faut élire un comité de grève et un service d'ordre (...).



L'université de Lodz : 10 000 étudiants l'ont occupée en janvier.

« Nous ne sommes pas trotskystes, mais nous avons de la sympathie pour eux... »

L'entretien ci-dessous a eu lieu en Pologne même avec une étudiante qui dirige le NZS de sa ville, l'une des plus combatives du pays.

Si ses propos reflètent particulièrement bien quel est actuellement l'état d'esprit des masses polonaises (rejet définitif du POUP, confiance seulement accordée à leurs luttes et à leur auto-organisation), ils donnent également un aperçu sur l'avant-garde qui s'est dégagée, au cours même de la lutte, dans les usines et les universités. A l'instar de la camarade que nous avons rencontrée, cette couche de dirigeants n'éprouve aucune gêne à poser franchement les problèmes politiques. Ils ont entamé une intense réflexion et, même si c'est souvent inconsciemment, ils sont à la recherche d'une direction pour leur lutte. L'intérêt pour le trotskysme qui affleure tout au long de l'entretien ci-dessous n'a pas d'autre explication.

A la suite de cette interview, les rôles se sont d'ailleurs inversés. Nous avons dû à notre tour répondre à de multiples questions sur notre mouvement, son programme et son histoire. Il nous a même fallu expliquer en détail les raisons de la fondation de la « IV^e Internationale (Comité international) ».

C'est là une preuve supplémentaire de ce que l'heure est maintenant venue de construire partout des partis trotskystes à influence de masse. Et peut-être plus encore à l'Est qu'à l'Ouest, puisqu'après avoir exproprié les capitalistes, les masses de ces pays sont désormais directement confrontées à la bureaucratie stalinienne. Une situation qui les oriente tout particulièrement vers le Programme de transition de la IV^e Internationale, le seul programme qui avance de façon indissolublement liée des mots d'ordre anticapitalistes et de révolution politique, antibureaucratique.

Qui peut s'inscrire au NZS ?

Notre syndicat rassemble tous les étudiants, indépendamment de leurs positions politiques ou philosophiques. Chacun a le droit d'y adhérer, qu'il se dise catholique, marxiste, anarchiste ou trotskyste.

Quel est programme du NZS ?

Il y a deux plates-formes. La première concerne les revendications des étudiants à l'université, la seconde les revendications pour l'ensemble de la société : abolition de la censure, libération des prisonniers politiques, etc. Mais nous ne contentons pas d'affirmer notre droit. Par exemple, il faut savoir qu'en Pologne, tous les livres écrits par des émigrés sont systématiquement interdits ou qu'il est nécessaire de posséder une autorisation spéciale pour les consulter. Il en est de même des ouvrages de Rosa Luxemburg et de Trotsky. Eh bien, nous ne faisons pas simplement signer des pétitions contre la censure, mais nous mettons sur pied des imprimeries qui publient les brochures et les livres interdits.

Pour le reste, c'est la même chose. Nous prenons la liberté de nous exprimer en organisant avec des spécialistes des séminaires pour les ouvriers qui peu-

vent ainsi apprendre l'histoire de notre pays, comprendre la situation économique de la Pologne, etc.

Que penses-tu de l'importance des liens internationaux entre organisations syndicales étudiantes ?

Aucune frontière ne saurait séparer les étudiants. Ils sont partout les mêmes, ils ont partout des intérêts identiques.

Que veut en ce moment le peuple polonais et quelles sont ses revendications ?

Certaines personnes disent que nous en demandons trop, mais ce que nous voulons tous, c'est que soient appliqués les 21 points de l'accord de Gdansk. Le gouvernement avait promis de satisfaire les revendications avant le mois de janvier, mais aucun des 21 points n'a encore été réalisé. Nous ne voulons plus de promesses, mais des actes. Nous voulons contrôler le gouvernement afin qu'il réalise ce que la société veut.

Le peuple polonais a-t-il en ce moment un objectif précis, un « projet de société » ?

Si l'on demande à un ouvrier polonais ce qu'il est, il ne répondra pas comme à l'Ouest : socialiste, anarchiste ou

trotskyste. Il dira : « Je suis ouvrier. » Depuis 1945, les ouvriers n'ont pas de parti. Ils sont d'accord avec les principales idées du marxisme mais ne se disent pourtant pas marxistes car ce terme est lié au POUP. Celui-ci est en effet tellement détesté que s'il déclare : « Nous sommes communistes », le peuple polonais dira : « Nous sommes anti-communistes. » Et si le POUP annonçait : « Nous sommes socialistes », les ouvriers ne manqueraient pas de dire : « Nous sommes antisocialistes. » mais au fond, peu importe. Ce qui compte en réalité, c'est ce que les gens font, et non pas ce qu'ils disent d'eux-mêmes.

La bureaucratie vous accuse parfois d'être trotskystes. Qu'en pensez-vous ?

Nous ne sommes pas trotskystes, mais nous avons de la sympathie pour eux.

A l'Ouest, certains courants consacrent une bonne part de leur presse à décrire ce qui se passe à l'intérieur du POUP.

Comment peuvent-ils savoir ce qui s'y passe, quand nous-mêmes, nous ne le savons pas ? Mais de toute façon, le problème n'est pas là. La question centrale, c'est le mouvement indépendant.

On compare souvent ce qui se passe actuellement en Pologne à ce qu'a été en Tchécoslovaquie le « printemps de Prague » de 1968.

C'est une erreur. Beaucoup de choses sont comparables, mais il y a aussi d'énormes différences. La plus importante, c'est qu'en 1968, l'opposition tchécoslovaque est née au sein du parti communiste, alors qu'en Pologne, nous nous sommes organisés indépendamment. Ce qui ne veut pas dire que ce qui se passe dans le POUP nous serait indifférent, mais pour nous, le vrai problème est celui de sa destruction.

Que penses-tu du risque d'intervention militaire soviétique ?

Cela n'est pas non plus le problème. Ce sont ceux qui la préparent qui en parlent. C'est une question sur laquelle nous n'avons pas de prise et c'est pourquoi nous ne nous en occupons pas pour le moment. La question des questions, c'est de gagner sur nos revendications et de renforcer le mouvement indépendant.

Interview réalisée par M. D.

Le programme de Reagan

Un plan d'austérité pour géant

par François Forgeue



Le 27 mars, le travail a cessé dans les principales mines des Etats-Unis. Le contrat venait d'expirer et, traditionnellement, les mineurs de l'UMWA, le syndicat des mineurs des Etats-Unis, refusent de travailler avant qu'un nouveau contrat soit signé et font grève pendant les négociations. Celles-ci devaient d'ailleurs aboutir : le patronat reculait sur la question des retraites dont il avait d'abord proposé qu'elles ne relèvent plus d'un accord national mais soient variables en fonction des « possibilités » de chaque compagnie minière ; la direction syndicale, de son côté, acceptait une augmentation salariale de 36 % échelonnée sur trois ans, alors qu'au départ la revendication était de 46 %.

Mais, en dépit de la recommandation formelle de leur direction syndicale d'accepter ce contrat, les mineurs, à une majorité des 2/3, refusent de ratifier l'accord. La grève se poursuit...

Il n'y a pas dans cette détermination des mineurs que les 10 % de différence entre la revendication salariale et le chiffre accepté par les dirigeants syndicaux, il y a la rage contre une exploitation forcée, l'insécurité croissante, les menaces qui pèsent sur l'emploi (vingt mille chômeurs déjà dans la corporation), les attaques contre leurs droits. Il y a la volonté de se défendre.

Les 9 et 10 mars, les mineurs avaient massivement répondu à l'appel de leur organisation syndicale en débrayant et en se rendant à 10 000 à Washington pour protester contre l'un des projets de réduction budgétaire du président Reagan, celui par lequel il réduit les sommes destinées aux allocations versées aux mineurs atteints de silicose.

« Cette protestation symbolise toutes les autres », avait déclaré, à l'issue de la manifestation, Lane Kirkland, le président de l'AFL-CIO (1). En effet, cette manifestation était directement, ouvertement, une manifestation politique dirigée contre les mesures de l'administration Reagan. Et elle allait se prolonger dans une épreuve de force avec un secteur particulièrement agressif du patronat américain qui se sent encouragé par toute la politique gouvernementale. Dans cette mesure, la grève des mineurs n'a pas qu'une signification étroitement corporative : elle retient

l'attention de tous les travailleurs américains, elle est un événement politique, elle ne fait pas que « symboliser », elle exprime ce que seront les relations entre le nouveau gouvernement et la classe ouvrière.

En même temps, et malgré la combativité et les traditions de lutte des mineurs, cette grève révèle la situation contradictoire des organisations syndicales américaines, leur puissance mais aussi leurs faiblesses, dans la situation qui se noue. Aujourd'hui, c'est à peine 50 % du charbon extrait aux Etats-Unis qui est produit par une main-d'œuvre syndiquée (contre 70 % il y a vingt ans), de nombreuses mines échappant ainsi à l'ordre de grève. Le refus du syndicat de combattre résolument sur les problèmes majeurs de sécurité, son contrôle pendant des années par des éléments totalement corrompus ont ébranlé sa force. Mais la résistance des mineurs, répétons-le, exprime ce qui mûrit parmi les travailleurs face aux plans de l'administration Reagan.

Le programme du 18 février

Ces plans, Reagan les a précisés dans un discours-programme du 18 février et ils ont été prolongés, début mars, par des propositions complémentaires.

Ces plans tiennent en trois points : une modification de la fiscalité (baisse des impôts directs) ; des réductions considérables dans la plupart des postes du budget, en particulier dans tout ce qui constitue des « dépenses sociales » ; une augmentation des dépenses militaires.

Exprimés en chiffres, ces plans aboutissent à une diminution du budget de l'ordre de 41 milliards, mais avec une augmentation des dépenses de défense nationale de l'ordre de 32 milliards. Le budget « civil » est ainsi en fait diminué de plus de 70 milliards de dollars ; c'est une altération de sa structure même.

A ce sujet, le quotidien financier français *Les Echos* écrivait : « Il ne faut pas se fier aux réactions immédiates d'indifférence ou de scepticisme : avec le discours de R. Reagan du 18 février commence l'expérience économique la

plus importante depuis vingt ans. C'est une redistribution des cartes qui s'opère sous nos yeux : les meilleurs atouts sont désormais entre les mains des entreprises et non plus des consommateurs. »

Les réductions budgétaires portent sur les programmes sociaux, les crédits de l'éducation, les aides accordées aux étudiants, la santé, les allocations de chômage, la participation fédérale à la Sécurité sociale. Ces mesures frappent tous les travailleurs et d'abord les plus défavorisés, les plus exploités, les chômeurs, les jeunes, les minorités opprimées (Noirs, Chicanos, Porto-Ricains).

Dans un article du *Bolchevik*, l'organe du Revolutionary Workers Front des USA — section de la « IV^e Internationale (Comité international) » —, le camarade N. Kramer a dégagé la signification précise de ces mesures pour les travailleurs des Etats-Unis.

« Reagan a annoncé une réduction des impôts pour tous et une série de barèmes a été élaborée. La thèse de Reagan est qu'en rendant plus d'argent aux consommateurs par le biais d'une imposition moindre, cela amènera les gens à dépenser plus (en promouvant le commerce et l'industrie). Le seul problème, c'est que, ni vous, ami lecteur, ni moi, n'économiserons pas plus de quelques centimes avec ces réductions d'impôts, alors que les riches gagneront des millions de dollars. Voyons quelques exemples concrets :

Si vous gagnez 500 dollars par mois ou moins, vos impôts ne seront pas réduits d'un centime. Cette loi n'a pas été faite pour vous.

Si, comme la majorité des travailleurs latino-américains et noirs et une grande partie des ouvriers blancs de ce pays, vous gagnez moins de 1 000 dollars par mois et avez une famille moyenne, c'est-à-dire avec seulement deux enfants, vous économiserez environ un ou, avec de la chance deux dollars par mois.

Mais si vous faites partie de ces fortunés qui gagnent autour de 200 000 dollars par an, cette loi de baisse des impôts annoncée par Reagan vous fera cadeau d'environ 3 000 à 3 600 dollars par an. Si vous gagnez seulement la moitié, c'est-à-dire 100 000, ce sera de 3 300 dollars annuels.

Ceux qui gagnent 20 000 dollars par an, et l'auteur de ces lignes n'en connaît que quelques-uns de cette catégorie, économiseront moins de 25 dollars par mois ou 300 dollars par an.

Qui gagne plus, reçoit plus. C'est une loi pour donner aux citoyens les plus aisés. »

En plus, le plan Reagan promet d'offrir des facilités aux entreprises pour payer leurs machines. Elles pourront désormais déduire leur coût sur 5 ans au lieu de 10 ou 15 comme cela était nécessaire auparavant. Et pour ceux qui pensent que cela va profiter aux petits propriétaires, petits industriels ou aux artisans, la loi elle-même ou sa proposition leur réserve une amère déception. Les entreprises doivent au minimum investir des centaines de milliers de dollars par an pour recevoir ces bénéfices, et plus grandes et plus puissantes seront les entreprises, plus grands seront les bénéfices.

L'impérialisme tente par là un nouveau type de « réindustrialisation » et de rénovation de son appareil productif. En deux mots, il se propose d'obtenir dans les faits de plus hauts taux de productivité, et une super-exploitation des travailleurs.

« L'aiguillon de la pauvreté »

Le contenu de ces mesures est parfaitement défini par l'un des principaux collaborateurs de Reagan, le directeur du budget David Stockman, qui a déclaré :

« L'idée qui s'est imposée dans les dix dernières années et selon laquelle à peu près tous les services qui sont nécessaires dans la vie doivent être fournis, financés par le gouvernement, et qu'il s'agit là d'une question de droits fondamentaux est une idée fausse. Nous nous y opposons et nous la rejetons. »

Et l'on ne s'étonnera pas que le président Reagan recommande à son entourage (d'après le correspondant à Washington du 5 février), d'étudier un ouvrage intitulé *Richesse et pauvreté* de

Gerald Gilder, dont les thèses centrales sont :

— a) pour s'arracher à leur sort, les pauvres ont besoin de l'aiguillon de la pauvreté ;

— b) pour aider les pauvres, il faut aider les riches en allégeant leurs impôts, ce qui leur permet de créer des emplois.

« Philosophie » vieille comme le capitalisme et qui reflète d'ailleurs, avec une certaine ingénuité mais fidèlement, la logique de l'exploitation capitaliste : accumulation de richesses à un pôle, accumulation de misère à l'autre. Dans la plus puissante métropole impérialiste

qui, avec moins de 10 % de la population mondiale, draine près de la moitié des richesses produites dans le monde, 65 millions d'Américains vivent avec un pouvoir d'achat de 945 dollars (environ 4 000 F) pour une famille de quatre personnes, et c'est une moyenne. En fait, d'après un rapport soumis à Congrès en juin 1979, on compte 37 millions d'Américains qualifiés de pauvres et 29 millions de vieux et d'invalides.

Pour David Stockman, le directeur du Budget, « l'Etat-providence américain constitue une soupe populaire qui s'allonge de l'Atlantique au Pacifique ».

Le plan Reagan :

Encore plus de misère

Reagan a soigneusement choisi les chapitres du budget qui seront affectés par les diminutions. Toutes les diminutions affectent directement les travailleurs et ont été élaborées pour que ce soient eux qui payent pour la crise économique créée par les patrons. La liste des diminutions budgétaires est la suivante (informations de base de ces chiffres : United States Office of Management and Budget, US News Record).

Les programmes de nourriture scolaire des enfants, de food stamps, et Medicaid subiront une diminution de l'ordre de 10.1 milliards de \$/an

Reduction des pensions de vieillesse, sur les salaires et emplois dans l'administration publique 6.3 milliards de \$/an

Programme de travail incluant des plans spéciaux comme le CETA et autres 6.1 milliards de \$/an

Reduction des aides aux produits laitiers (lait, crème, beurre, etc.) 1.0 milliard de \$/an

Aux services des postes 3.3 milliards de \$/an

Et aux transports publics des passagers 3.3 milliards de \$/an

Reduction des fonds destinés à l'éducation, y compris les prêts aux étudiants les plus nécessiteux pour aller à l'université 1.6 milliards de \$/an

Reduction des fonds destinés à l'habitat, ou à la construction de logements avec des fonds fédéraux pour des personnes aux revenus bas 10.6 milliards de \$/an

Plus de 50 milliards de \$ de réduction dans ces zones du budget de l'Etat qui affecte plus directement les ouvriers de ce pays, et en particulier les latino-américains et les noirs.

Ces réductions sont :

1°) La suppression partielle, si ce n'est totale, du plan de déjeuners et de petits déjeuners gratuits dans les écoles. Les familles en difficulté recevront approximativement la moitié de l'aide antérieure et l'assurance médicale gratuite sera encore plus réduite.

2°) Pres de 1 500 000 travailleurs de l'administration publique des USA perdront leur emploi, ainsi que des ouvriers et des employés qui travaillent grâce à la CETA et à d'autres programmes. Ceux qui continueront à travailler pour l'Etat verront se réduire leurs revenus et pensions de retraite. Les renvois seront fait en tenant compte de l'ancienneté. Comme les quotas concernant l'emploi du personnel noir ou latino-américain sont récents, ces renvois affecteront particulièrement les minorités.

3°) Les produits laitiers, les services postaux et les transports publics vont augmenter vertigineusement leurs prix.

4°) La possibilité qu'un Noir ou un Latino-américain puisse donner à ses enfants une éducation universitaire s'éloigne de plus en plus. Avec les propositions de Reagan, ce sont plus de 400 000 étudiants qui vont perdre leurs prêts pour étudier ou qui les verront considérablement réduits. On éliminera complètement des écoles le système d'enseignement bilingue (anglais-espagnol), ce qui entraînera une désertion des écoles plus grande de la part des Latino-américains : traitement plus discriminatoire envers eux, et problèmes insolubles dans le maintien de leurs coutumes, relations familiales, etc.

5°) Sur les trois prochaines années, il y aura 126 000 maisons de moins dans les plans de construction fédéraux, ce qui non seulement aggravera le manque de maisons, mais augmentera le coût des loyers de celles déjà existantes, en particulier dans ces zones, quartiers latino-américains et noirs connus comme ghettos, ces maisons étant aussi recherchées que les maisons fédérales.

Comme on le voit, les secteurs qui doivent payer pour la crise économique des capitalistes sont bien déterminés. Tout le plan Reagan est fondamentalement fait au bénéfice des classes élevées de la société américaine sur le dos des couches les plus malheureuses de la population.

De même, le Welfare, les musées, les orchestres de musique, les théâtres municipaux, les parcs de loisirs de l'Etat, etc., subiront le préjudice des diminutions des budgets. Pratiquement rien n'a été épargné dans le budget de l'Etat de ce qui pouvait être utile à un travailleur.



Des chômeurs faisant la queue : elles s'allongeront avec Reagan.

Ce qu'il vise par cette expression n'a rien de providentiel, ce sont les limites imposées à l'exploitation capitaliste, les concessions, les droits, les garanties arrachés au capital et à son Etat par la lutte des travailleurs. Ensemble que le plus puissant impérialisme du monde a pu tolérer dans les décennies où le système capitaliste mondial connaissait une « prospérité » fondée sur un extraordinaire développement du parasitisme, sur l'accumulation d'une immense masse de capital fictif.

Il faut aujourd'hui en payer le prix ; tout le système est menacé de rupture. Et la puissance de l'impérialisme américain, sa force à l'égard des autres impérialismes, si elle lui permet de résister, ne l'émancipe pas du sort commun.

Un plan d'austérité gigantesque

Le « plan Reagan » est un « plan d'austérité » du même type que ceux que tentent d'appliquer Giscard-Barre ou Thatcher. Mais, de même que Trotsky remarquait que les programmes économiques des gouvernements de front populaire en Europe n'étaient que des « New Deal » pour Lilliput, de même on peut dire que le plan Reagan est un plan d'austérité aux dimensions et aux implications gigantesques.

« Il faut réveiller ce géant », avait d'ailleurs dit Reagan dans son discours d'investiture. Il parlait de l'industrie américaine. Mais il est un autre géant : c'est la classe ouvrière américaine.

Comme l'écrit encore N. Kramer : « *Tousjours dépités de ne pas avoir été consultés dans le choix du secrétaire au Travail, pour la première fois depuis des décennies, le conseil exécutif de l'AFL-CIO (centrale ouvrière américaine) s'est réuni à la mi-février à Miami.* »

Lane Kirkland, son président, a fait plusieurs déclarations. La première a été de démentir les versions données à la presse par Donovan (secrétaire au Travail de Reagan), suivant lequel, à une réunion avec de hauts dirigeants syndicaux, où Kirkland aurait participé, de nombreux dirigeants ouvriers auraient donné leur accord au plan Reagan. La deuxième déclaration a concerné ce plan économique de Reagan. Kirkland a déclaré qu'il profitait uniquement aux riches et qu'il portait préjudice aux ouvriers et aux pauvres, et il a proposé en contrepartie un plan économique élaboré par le conseil exécutif de l'AFL-CIO dont Kirkland est membre, et qui est un résumé du plan économique démocrate, plus quelques ajouts sur la défense des bénéfices sociaux, et quelques clauses protectionnistes de l'industrie américaine.

Cependant, c'est la dernière déclaration de Kirkland qui a attiré le plus l'attention. Il a annoncé que quelques jours plus tard serait constituée une coalition nationale pour lutter contre le plan de gouvernement de Reagan.

Quelques jours plus tard, dans son édition du 28 février, le New York Times annonce formellement la constitution de cette coalition nationale.

Elle est formée par l'AFL-CIO et des organisations des droits de l'homme, de groupes et comités féminins, de défense des droits des vieillards et des enfants, de groupes religieux, de fédérations de parents d'élèves, de syndicats non affiliés à l'AFL-CIO, d'organisations juives et de l'organisation nationale des femmes (NOW, suivant son sigle anglais).

Selon le New York Times, la coalition se dispose à lutter pour que les lois sociales ne soient pas remises en cause et le budget qui les protège et qui sont l'héritage des 50 dernières années de la lutte des travailleurs et des minorités nord-américaines.

Ces coalitions et déclarations d'opposition expriment, bien que de façon déformée, à cause du caractère bureaucratique des dirigeants qui les expriment, le mécontentement croissant dans les rangs du mouvement ouvrier en ce qui concerne ce que lui prépare cette administration républicaine.

Depuis, la direction de l'AFL-CIO a déclaré qu'elle envisageait l'organisation d'une marche nationale de protestation sur Washington, dont l'ampleur rappellerait les grandes marches pour les droits civiques de 1963.

Le cours des événements ne sera certes pas linéaire, la classe ouvrière américaine se heurtera à bien des obstacles et d'abord à ceux dressés par sa propre direction, elle ne dispose pas d'organisation politique unifiant sa volonté. Mais elle ne se laissera pas arracher ce qu'elle a conquis de haute lutte. Il y a loin d'un plan à sa réalisation.

Aux Etats-Unis, comme à l'échelle mondiale, Reagan ne peut effacer les réalités de la lutte des classes.

François Forgue

Chantage impérialiste contre le Nicaragua

par Roberto Ramirez

Arrêter la révolution centro-américaine — convertie en guerre civile ouverte au Salvador et en voie de l'être au Guatemala — est une des premières tâches du nouveau gouvernement américain. Tout en suivant la route tracée par Carter, celle de faire du Salvador l'axe de l'offensive contre-révolutionnaire, Reagan ajoute aux « conseillers » et aux armes qu'il envoie aux bouchers de la junte un appel au chantage international.

Ses principaux destinataires sont les gouvernements de l'URSS, de Cuba et du Nicaragua.

Le Nicaragua, pour des raisons évidentes, a été la cible privilégiée du chantage des Etats-Unis, chantage qui n'est pas nouveau, mais qui est la continuité logique de la politique de Carter. Reagan est simplement en train de donner d'autres tours de vis.

I. Les pressions de l'impérialisme yankee

« Je pense que nous serons prêts dans deux mois », c'est ce qu'a déclaré il y a quelques jours au correspondant du New York Times à Tegucigalpa, au Honduras, le porte-parole d'une prétendue « Union démocratique nicaraguayenne ». Il annonçait ainsi la formation d'une « force de libération » de quelques centaines d'exilés qui reçoivent un entraînement dans des camps de « gusanos » (1) cubains à Miami.

Ces gangsters n'agissent pas pour leur propre compte... et ne se gênent pas pour le dire. « Ils attendent (pour envahir le Nicaragua) le « feu vert » de Washington », nous dit le journaliste déjà cité, ainsi que « l'appui militaire direct ou indirect des gouvernements du Honduras, du Salvador et du Guatemala » (International Herald Tribune, 3 avril 1981).

En attendant le « feu vert », la frontière du Nicaragua avec le Honduras est le théâtre, depuis des mois, d'« incidents » croissants, qui ont laissé pour compte une dizaine de morts et de blessés dans l'armée et les milices sandinistes.

Mais ce harcèlement sanglant (qui ébauche la perspective d'actions militaires plus sérieuses) n'est pas, pour le moment, la composante principale du dispositif en tenailles de l'impérialisme sur le Nicaragua.

Ce jeu de tenailles a deux éléments fondamentaux : un premier, externe — la suspension d'une partie de l'aide économique que recevait le Nicaragua —, l'autre, interne — la campagne d'opposition dans laquelle s'est lancée la majorité de la bourgeoisie, autour de l'agitation du quotidien La Prensa et dirigée politiquement par le MDN (parti de l'ex-membre de la junte sandiniste, Alfonso Robelo) et par le COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée).

Cette double pression frappe durement sur l'économie capitaliste en crise croissante.

Les patrons « patriotiques » sont finalement les agents de l'impérialisme

Le gouvernement sandiniste a laissé dans les mains du secteur privé les terres et les entreprises qui produisent 80 % de la production agricole, 75 % de la production industrielle et 45 % des services. (Données du programme de relancement économique, ministère de la Planification, Managua, 1980, p. 31). Cette propriété reste intouchable et intouchée, protégée par la loi d'Amparo (protection) de la propriété capitaliste et par les décrets qui interdisent les occupations d'usines et de terres. C'est qu'il s'agit — selon la direction du FSLN — de la propriété de la fameuse bourgeoisie « nationale » et « patriotique » des Robelos, Chamorros et patrons du COSEP.

De plus, ces patrons, selon le correspondant du Monde à Managua, ont vu leurs « bénéfices augmenter, du moins par rapport aux investissements, et même, dans certains cas, d'une façon absolue » (Le Monde, 3 avril 1981).

Malgré cela, « les capitalistes n'investissent pas et l'économie tourne grâce à un accroissement énorme de la dette extérieure : production et productivité ont baissé et le pays risque de connaître bientôt de sérieux problèmes d'approvisionnement... » (Le Monde, 27 mars 1981) « Il n'y a eu pratiquement aucun investissement nouveau spontané de leur part, si ce n'est pour assurer que leurs usines continuent de tourner » (Le Monde, 3 avril 1981). Ils font fleurir le marché noir et le trafic de devises pour la fuite des capitaux vers Miami. Le bouleversement de l'appareil productif est arrivé à son comble dans deux des principaux produits d'exportation du Nicaragua, le coton et le café, contrôlés pour plus de 80 % par la bourgeoisie. Ces deux récoltes risquaient d'être perdues : elles n'ont été sauvées que grâce à

la mobilisation de milliers d'ouvriers et d'étudiants qui ont répondu à l'appel du gouvernement sandiniste pour les récolter.

Qu'exige donc la « bourgeoisie patriotique » des Robelos, Chamorros et Dreyfus ? Comme par hasard, la même chose que l'impérialisme américain.

D'abord, « créer un climat de confiance dont tout capitaliste a besoin pour investir » (Le Monde, 3 avril 1981). Autrement dit, en finir avec la montée révolutionnaire et le climat d'agitation ouvrière et populaire.

En second lieu — et c'est, dans le fond, le plus important — elle en exige de même pour toute l'Amérique centrale : que le Salvador soit livré aux bourreaux de la junte.

Enrique Dreyfus, un des principaux dirigeants du syndicat patronal, a clairement exposé les revendications de la bourgeoisie au cours de l'assemblée patronale réalisée le 26 février dernier au Cinéma 1 de Managua. Après avoir loué « les mesures justes du plan 81 » (2), Dreyfus a ajouté : « Elles ne seront pas suffisantes, il y a une détérioration sans précédent de la paix ; des harcèlements contre les institutions et les lois. » (Barricada du 27 février 1981). Quant au Salvador, Dreyfus a manifesté la « préoccupation du secteur privé pour notre situation géo-politique qui peut être utilisée par des courants extérieurs comme tremplin... » Comme par hasard, Dreyfus en vient à se préoccuper du Salvador juste au moment où Reagan lance sa campagne !

Chantage alimentaire et financier

Le 23 janvier dernier, le gouvernement américain a décrété le « gel » du solde de 15 millions d'un programme d'aide de 75 millions de dollars, octroyé l'an dernier au Nicaragua. Quelques semaines plus tard, il annonçait la « découverte » de « documents » qui prouveraient la fourniture d'« armes

communistes » à la guérilla salvadorienne, à travers le territoire nicaraguayen. En même temps, il suspendait une aide de 10 millions de dollars au Nicaragua pour importer du blé. « M. Haig a dit que le Nicaragua a été averti que la poursuite de l'aide des Etats-Unis était conditionnée à l'application de la loi américaine qui interdit l'assistance aux nations engagées dans l'exportation du terrorisme et le soutien à l'agression extérieure. » (Herald Tribune du 28 février 1981).

Que veut l'impérialisme ?

La campagne contre le « terrorisme international » et sur les mystérieux « documents » se référant à l'envoi d'armes « communistes » au Salvador via Cuba et le Nicaragua (documents trouvés d'une manière douteuse juste au moment où Reagan en avait besoin) ont une signification précise : Washington fait de plus en plus de pressions pour exiger un accord contre-révolutionnaire global pour le Salvador et l'ensemble de l'Amérique centrale. Il agit avec la plus grande brutalité mais dans le but de négocier un accord avec la position de force la plus favorable possible. Le chantage est adressé directement à la bureaucratie russe et aux gouvernements de Cuba et du Nicaragua, mais, indirectement aussi, c'est un message pour les autres gouvernements latino-américains et européens. En frappant fort sur la table, en coupant quelques crédits au Nicaragua, en promenant leur flotte dans les Caraïbes, et évidemment en augmentant leur effort de guerre au Salvador, les Etats-Unis exigent une solution globale pour l'Amérique centrale, un accord contre-révolutionnaire qui contribue à pacifier la tempête la plus terrible qu'ils aient jamais affrontée dans cette région.

Il faut bien comprendre quel est le fond de cette politique de l'impérialisme américain. La violence vociférante avec laquelle elle est présentée porte à confusion. Par exemple, on dit qu'il y a un virage à 180 degrés par rapport à la politique de Carter et que maintenant Reagan commence en Amérique centrale une « escalade » comme au Vietnam. En vérité, Washington tremble à la seule idée d'avoir à affronter un Vietnam en Amérique centrale. Ce serait le début de la fin de l'impérialisme américain. Le seul envoi d'une poignée de « conseillers » au Salvador a déchaîné aux Etats-Unis une polémique infernale.

Par ailleurs, l'Amérique centrale n'est pas simplement une région de plus dans le monde où se passe une révolution. Derrière l'appellation péjorative que lui donnent les Etats-Unis d'« arrière-cour », transparait une réalité terrible pour l'impérialisme : la révolution socialiste en Amérique centrale et aux Caraïbes, c'est pratiquement la révolution dans sa propre maison. Au sein de ses propres frontières, l'impérialisme a des millions de Chicanos et de Noirs qui, culturellement et ethniquement, sont liés à la population latine de l'Amérique centrale et les gens de couleur des îles de la côte. Imaginez, imaginez un seul moment un Vietnam dans ces conditions ! Imaginez que la guerre du Vietnam que soit déroulée, non pas à l'autre bout du monde, mais aux portes des Etats-Unis ! Et que, de plus, une bonne partie de la population américaine (et surtout la classe ouvrière)

(Suite page 18)



L'armée de la junte salvadorienne : les Etats-Unis et la bourgeoisie nicaraguayenne la soutiennent.

1. Plan économique d'austérité du gouvernement nicaraguayen (voir l'article sur le plan 1981 dans notre numéro précédent).

Chantage impérialiste contre le Nicaragua

(Suite de la page 17)

soit d'origine indochinoise ! Et imaginez encore les répercussions en Amérique latine d'un Vietnam en Amérique centrale !

Derrière les dernières démonstrations de force de Reagan se cache une profonde faiblesse de l'impérialisme américain, faiblesse qu'il n'avait pas quand il commença son intervention au Vietnam ou quand il a envahi la République dominicaine. C'est pour ces raisons objectives que Reagan, au fond, continue — avec des différences de forme et de degrés — la politique centro-américaine de Carter, en maintenant au Salvador la même junte de gouvernement. Comme Carter aussi, il veut obtenir un accord contre-révolutionnaire avec les directions bureaucratiques (Castro et le Kremlin) et petites-bourgeoises (FSLN), accord qui stabilise le Salvador et l'ensemble de l'Amérique centrale. Mais il veut des solutions rapides et beaucoup plus solides et réactionnaires que celles obtenues par son prédécesseur. Il ne veut pas de solutions fragiles, comme le fut la première junte qui succéda, en 1979, au dictateur Romero au Salvador, dans laquelle participaient le PC stalinien et l'extrême-droite, junte qui était soutenue par Carter, Fidel Castro et le FSLN, mais que la polarisation de la lutte des classes fit éclater en peu de mois.

C'est pour arriver à cet accord que Reagan multiplie les pressions agressives contre le Nicaragua. Il a pris le FSLN à la gorge et veut le mettre à genoux pour l'obliger à faire le maximum de concessions et qu'il garantisse de freiner la révolution centro-américaine (pour l'immédiate, en isolant le Salvador). Il veut l'obtenir pour, justement, ne pas avoir à s'engager dans « une guerre totale », dans un Vietnam en Amérique centrale. Et c'est vers ce gouffre que marchent inévitablement les Etats-Unis s'ils ne réussissent pas à stabiliser la région.

Quelques contradictions

Cette analyse — l'impérialisme fait du chantage pour obliger le FSLN à un accord contre-révolutionnaire de fond pour « pacifier » l'Amérique centrale est la seule qui permette de comprendre une infinité de « contradictions » et de zigzags. Par exemple, le fait que, d'une manière permanente, même dans les moments les plus agressifs, le Département d'Etat ait laissé les portes (ou au moins les fenêtres) ouvertes à la négociation. « Des fonctionnaires américains, commente le *Herald Tribune* du 2 avril 1981, ont dit que la notification de la cessation de l'aide "contient aussi un appât", suggérant que l'arrêt total

d'envoi d'armes au Salvador pourrait être considéré pour le rétablissement de l'aide financière américaine... Le secrétaire d'Etat Haig a dit le 3 mars que les envois d'armes depuis le Nicaragua avaient diminué brusquement, en réponse à la pression américaine, mais il ajoute aussitôt que le gouvernement de Managua est en train de chercher d'autres voies pour continuer les envois d'armes... Washington offre la possibilité d'une prochaine reprise de l'aide si le Nicaragua continue ses efforts récents pour se détacher de la situation du Salvador. » (*Herald Tribune* du 3 avril 1981).

Mais il y a des faits encore plus significatifs que ces phrases, qui pourraient servir simplement d'écran de fumée. Des faits qui font dire au correspondant à Managua du *Matin* : « Pour le moment, toutefois, la nouvelle administration américaine n'a pas encore choisi l'étranglement pur et simple. Elle fait voler son armada de guerre dans de gigantesques manœuvres sur la mer des Caraïbes ; mais elle n'a pas utilisé ses voix prépondérantes dans les organismes financiers internationaux pour mettre à genoux le tout jeune pouvoir de Managua. » (*Le Matin* du 17 mars 1981).

Voyons trois de ces faits :

— Le BID continue à prêter de l'argent : il n'est pas nécessaire d'expliquer que dans la Banque interaméricaine de développement (BID), Washington a de l'influence. Deux semaines après le « gel » de l'aide américaine au Nicaragua, arrivait à Managua une délégation du BID, présidée par son directeur pour l'Amérique centrale, Rodolfo Silva. Celui-ci manifesta l'« intérêt de la Banque pour collaborer avec des projets prioritaires de la reconstruction du Nicaragua, affirmant que pendant un an et demi de révolution, le BID avait déjà approuvé des financements (...) qui se montent au total à 200 millions de dollars... Pablo Linares, directeur de la BID à Managua, s'est référé pour sa part à un crédit de 25 millions de dollars pour le secteur industriel du pays (...) octroyé avec des fonds vénézuéliens... Silva a eu des phrases élogieuses pour la gestion du gouvernement nicaraguayen dans la négociation de la dette extérieure avec la banque privée internationale... Cela, a-t-il dit, le BID le voit avec beaucoup de complaisance et c'est un aspect extrêmement positif... » (*Barricada* du 5 février 1981).



Des volontaires récoltant le café : la bourgeoisie est responsable des problèmes de la récolte.

— « Le Sela condamne le chantage alimentaire » : c'est sous ce titre que *Barricada* du 1^{er} mars 1981 informe sur la réunion à Managua du comité d'action pour la reconstruction du Nicaragua du SELA (Système économique latino-américain), à laquelle ont assisté les délégués de seize pays du continent. Le comité a décidé de « manifester son refus de l'utilisation des carences en aliments comme arme de pression internationale ». Ce qui est étonnant, c'est la liste des pays qui, si nous en croyons *Barricada*, ont assisté à la réunion et ont signé le document : parmi eux, l'Argentine, le Chili et le Guatemala !

— Du blé du Rio de la Plata : pour finir, un autre fait révélateur. *Barricada*

du 28 février 1981 informe en première page que, avec le soutien du Mexique, du Canada et de la CEE, du blé a pu être obtenu pour septembre et que, en attendant, on peut compter « sur une donation (sic) de 15 000 tonnes de blé faite par le gouvernement argentin au Nicaragua... ».

Ne pas confondre

Rien de cela ne doit nous confondre. Toutes ces contradictions ont une logique : du harcèlement armé aux frontières jusqu'aux crédits et « félicitations » du BID, en passant par la suppression du blé américain et la donation du blé argentin, tout vise au même but : la révolution centro-américaine.

Une théorie du commandant Wheelock :

Pourquoi le capitalisme n'est pas exproprié au Nicaragua

Le commandant Jaime Wheelock, économiste et ministre du gouvernement de reconstruction nationale, a été le dirigeant de l'ex-« tendance prolétarienne » qui, avant l'unification du FSLN, était la plus radicale. Récemment, il a donné un fondement, que nous pourrions appeler « théorie », à l'idée selon laquelle il n'est pas nécessaire, ni correct, d'exproprier le capitalisme. Cette conception suggère d'étendre l'application de sa « théorie » à tous les pays pauvres, dépendants et retardés de la région.

« Ce qui nous intéresse donc, c'est d'employer au maximum les forces productives de la nation. Et nous pensons que, tout comme un travailleur agricole donne toute son énergie, toute sa sueur et son sang dans le travail de construction de la nouvelle Patrie, tout comme le fait le paysan, comme le fait l'ouvrier, il est possible, dans les conditions où il y a hégémonie révolutionnaire, de mettre aussi à profit les forces des secteurs moyens, et même des secteurs de la bourgeoisie. Dans l'agriculture avec leur expérience, dans l'industrie, avec leurs qualifications administratives pour renforcer l'unité du pays. Les contradictions qu'ils provoquent sont des contradictions peu importantes par rapport aux solutions apportées dans la lutte contre l'ennemi commun. Les contradictions internes au niveau des classes sociales sont moins importantes que les succès matériels que nous obtenons dans la reconstruction des bases de l'économie nationale... »

Nous avons nationalisé le commerce extérieur et les banques. Cela signifie que les devises sont captées par l'Etat. Ici, aucun grand producteur de coton ne peut obtenir de dollars, il obtient des cordobas. Avec ces cordobas, il doit payer ses impôts sur la production, sur l'exportation, sur les terres et sur ses revenus, sous forme de rente, et il lui reste une certaine quantité, probablement importante, mais qu'en tout cas il dépose quelque part, en général dans les banques. Et cet argent est disponible pour être employé aussi pour l'économie globale, de telle sorte que nous avons la possibilité d'employer ces recours, ces hommes, comme travailleurs aussi, dans la reconstruction nationale. Et leur apport est très important.

Nous n'avons pas eu besoin d'exproprier les moyens de production, bien qu'en vérité nous expropriions les excédents. Et il faudrait



Jaime Wheelock

penser sérieusement si cela est correct ou non, pour un pays pauvre, dépendant, retardé, qui n'a pas beaucoup de forces de travail qualifiées, d'employer ces recours et d'exploiter la terre en essayant d'introduire le contrôle national de l'Etat sur l'excédent et non sur les moyens de production... Il existe (ainsi) un contrôle de la propriété, sur les revenus et sur les excédents. Et les gens moyens et grands par rapport au capital sentent que leur propriété est respectée, qu'ils peuvent vivre avec un certain confort. Ils ressentent une certaine tranquillité parce que nous respectons le fétiche d'une propriété sur un bien de production social. Et nous, nous considérons que cela n'est pas un problème pour la révolution. Ce qui est vital pour la révolution, c'est l'unité pour affronter l'impérialisme, et pour cela, notre programme économique aussi comporte ces éléments d'unité, pour l'économie de 1980 et pour le programme de 1981... » (*Barricada* du 30 janvier 1981).

II. La réponse du FSLN

Ces pressions croissantes de l'impérialisme se font dans quel but ? Et en parlant de « pression », nous nous référons aussi bien aux mercenaires assassins qui, de la frontière, tuent des militaires et des soldats de l'armée sandiniste, qu'à la gentillesse du directeur du BID qui vient d'offrir ses crédits à Managua.

La réponse à cette question, pour les camarades du Secrétariat unifié, serait sans doute la suivante : « Les pressions sont chaque fois plus brutales, car la direction du FSLN est intransigeante et ne cède pas. »

Malheureusement, les faits indiquent le contraire. Washington fait des pressions croissantes sur le FSLN car, jusqu'à maintenant, chaque fois qu'il l'a fait, il a obtenu des engagements que, généralement, la direction sandiniste a tenus avec sérieux. La liste est longue, citons seulement deux faits fondamentaux. D'abord, la direction du FSLN, jusqu'à aujourd'hui, a rempli rigoureusement, contre vents et marées, la promesse de ne pas exproprier la bourgeoisie nationale, ni le capital étranger. Elle a tenu la promesse faite en arrivant au pouvoir de ne pas faire du Nicaragua un Etat ouvrier en liquidant la propriété bourgeoise.

Barricada raconte à longueur de pages les iniquités de la bourgeoisie « qui-vend-la-patrie » (d'anciens patrons « patriotiques »). Une question se pose immédiatement : pourquoi n'exproprie-t-on pas ces canailles ? Pourquoi leur laisse-t-on entre les mains la majorité de l'industrie et de l'agriculture ?

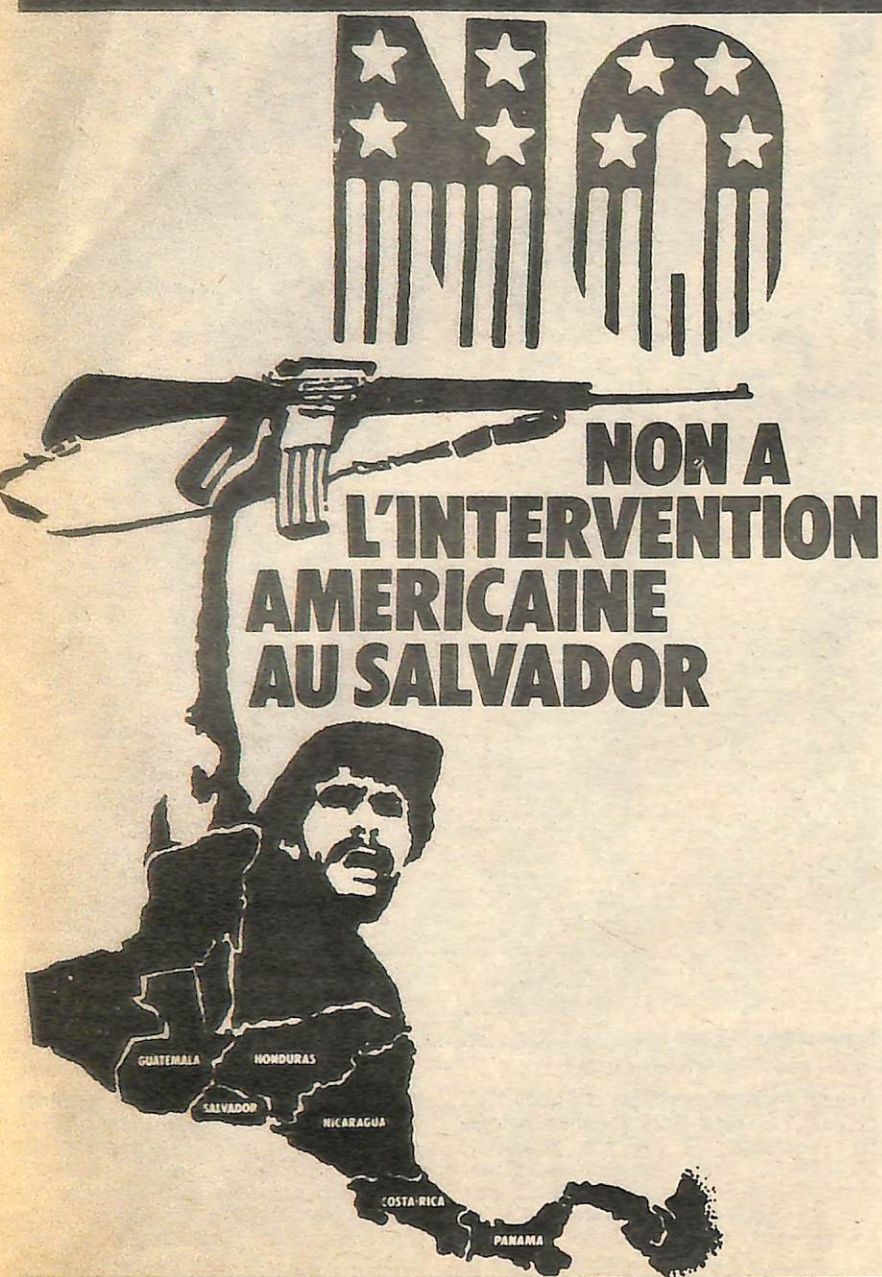
En second lieu, le Salvador : le soutien qu'aurait donné le FSLN à la guérilla du Salvador pendant la dernière « offensive finale » ne doit pas nous faire oublier le rôle joué par la direction sandiniste quand elle soutenait la première junte. En 1979, peu après la victoire sandiniste, la montée révolutionnaire a mis la dictature du général Romero au bord de l'abîme. Le Département d'Etat réussit alors à faire ce qu'il n'avait pas pu réaliser au Nicaragua : un coup d'Etat préventif. La situation était si désespérée pour les Etats-Unis qu'ils ont dû recourir à une mesure inédite depuis l'après-guerre : amener un parti stalinien au gouvernement. De l'extérieur, le FSLN joua un rôle d'une très grande importance, en mettant tout son prestige dans l'appui à cette junte contre-révolutionnaire. Carter avait tout fait pour « pacifier » le Salvador par ce moyen et la direction sandiniste a cédé à ses pressions.

La ligne du FSLN n'a pas varié

Mais maintenant, l'impérialisme devient de plus en plus agressif. Il dit la même chose que le puissant dirigeant patronal de Managua : les engagements antérieurs ne sont déjà plus « suffisants ».

Face à ce chantage chaque fois plus pressant des Etats-Unis, il n'y a pas d'autre issue révolutionnaire que la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme ; c'est-à-dire aller vers un gouvernement ouvrier et paysan qui exproprie le capitalisme et lie son sort à l'extension de la révolution en Amérique centrale, qui avive le feu du Salvador et du Guatemala et l'étend au Honduras et à toute l'Amérique centrale. Qui, finalement, mette les Etats-Unis devant la perspective qui les terrorise : un Vietnam à leur propre porte. Ou, dit autrement, affronter les Etats-Unis avec la stratégie oubliée de « Che » Guevarra : « Un, deux, trois, de nombreux Vietnams ! »

La réponse du FSLN au chantage impérialiste ne va pas dans ce sens : « Des fonctionnaires américains disent qu'ils ont reçu, en privé, l'assurance que



A bas l'agression impérialiste !

**Soutenons la lutte armée
de la guérilla
et du peuple du Salvador !**

**Défense inconditionnelle
de la révolution nicaraguayenne !**

L'impérialisme américain s'engage de plus en plus ouvertement dans l'agression des peuples d'Amérique centrale. Son aide militaire à la junte génocidaire du Salvador s'accroît : quarante-cinq « conseillers » militaires américains participent déjà ouvertement à la tâche de massacrer les ouvriers et les paysans du pays.

Tandis qu'il suspend un crédit de 15 millions de dollars et empêche l'exportation de blé pour exercer un chantage de la faim sur la révolution au Nicaragua, il a augmenté de 10 à 35 millions de dollars l'aide militaire aux gorilles sanguinaires de la junte démocrate-chrétienne du Salvador.

En exhibant des « documents », sûrement fabriqués par la CIA, Reagan a déclenché une campagne de provocations et d'agressions dans toute l'Amérique centrale et les Caraïbes. Cependant, l'offensive américaine n'est pas un indice de sa force, mais de sa faiblesse et de sa peur face à la perspective d'un incendie en Amérique centrale, aux portes de l'impérialisme. La lutte de classes se polarise de plus en plus dans toute la région, et les masses se radicalisent face à la puissance impérialiste.

Au Salvador, l'échec de l'« offensive finale » n'a pas signifié la défaite des masses salvadoriennes. L'armée génocidaire n'a pas pu écraser la guérilla. Au contraire, les forces de guérilla, en reprenant la guerre défensive, de mouvement, sont en train de remporter des succès contre l'armée. Les Américains et leurs agents salvadoriens se trouvent devant la perspective d'une longue guerre d'usure, qu'ils vont perdre.

C'est pour cela que les mots d'ordre lancés par la « IV^e Internationale (Comité international) » au Salvador et dans le monde entier restent nécessaires :

— A bas la junte assassine !

- Les Yankees hors du Salvador !
- Pour le soutien matériel et combattant du Nicaragua !
- Pour la rupture des relations diplomatiques avec la dictature sanguinaire !
- Pour la reconnaissance du FFMLN comme force belligérante !
- Pour un gouvernement du FFMLN et des organisations de masse, sans bourgeois ni militaires !

Au Nicaragua, malgré le fait que la direction du FSLN continue à se refuser de rompre avec la bourgeoisie et l'impérialisme et à les exproprier, et bien que le FSLN s'enferme dans la collaboration de classes avec le Gouvernement de reconstruction nationale, les masses gardent toute leur force révolutionnaire. Elles viennent de le démontrer en répondant massivement aux appels du FSLN à l'entraînement militaire dans les milices et à la récolte du café et du coton. La Ligue marxiste révolutionnaire (section nicaraguayenne de la « IV^e Internationale (Comité international) ») soutient pleinement ces mesures mais, en même temps, elle affirme que les responsables des commissions des milices et tous les commandements doivent être élus démocratiquement par les miliciens ; elle soutient aussi que la récolte du café et du coton par le travail gratuit de milliers de volontaires ne doit pas aller dans les poches des bourgeois propriétaires des terres, et exige le contrôle ouvrier de toutes les haciendas.

Dans la situation actuelle, face à l'agression impérialiste et à la campagne contre-révolutionnaire de la bourgeoisie nationale, les mots d'ordre suivants sont lancés :

- Pour la défense inconditionnelle de la révolution nicaraguayenne !
- Tous dans les milices !
- Que tous les miliciens ne reçoivent pas seulement un entraînement, mais aussi des armes !
- Pour l'élection démocratique de tous les commandements des milices par les miliciens eux-mêmes !
- Que tous les commandements de l'EPS soient élus eux aussi démocratiquement par les soldats !
- Que le FSLN rompe avec la bourgeoisie !
- Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

R. R.

le gouvernement du Nicaragua tentera de prévenir le passage d'armes vers le Salvador. En public, il a offert d'impulser une solution politique plutôt que militaire... » (Herald Tribune, 10 mars 1981).

Et en effet, quelques jours plus tard, Jaime Wheelock s'est engagé dans ce sens devant un envoyé du parti au gouvernement du Mexique : « La position du Nicaragua est de chercher une solution politique (au conflit du Salvador)... Nous cherchons en même temps une solution avec d'autres pays progressistes d'Amérique latine... On doit chercher une solution sans répandre le sang... » (Barricada, 22 février 1981).

Au début du mois dernier, la junte nicaraguayenne était réorganisée. Daniel Ortega commençait à prendre tous les pouvoirs et un des membres sortants, Arturo Cruz, était envoyé comme ambassadeur à Washington. Le Monde commentait ainsi ces faits : « La nomination comme ambassadeur dans la capitale américaine de (...) M. Arturo Cruz, un modéré qui peut compter sur de solides amitiés aux Etats-Unis, y compris dans l'entourage de M. Reagan, constitue un geste de bonne volonté envers la nouvelle administration républicaine (...). En choisissant M. Cruz, un économiste libéral, lié aux milieux d'affaires nicaraguayens et qui jouit pourtant de sa totale confiance, la junte nicaraguayenne manifeste sa volonté de maintenir le dialogue à un moment où il est plus que jamais souhaitable, et où il risque d'être délicat. »

La position de Daniel Ortega se renforce, il a « récemment réaffirmé (...) la nécessité de poursuivre la « révolution dans la liberté », en maintenant le pluralisme politique, les garanties à la presse et la participation des entrepreneurs privés à la gestion économique du pays... » (Le Monde, 6 mars 1981) « Le nouveau coordinateur de la junte est loin, en effet, d'être tenu pour un des éléments les plus durs de l'équipe révolutionnaire de Managua. Homme mesuré, et de bon sens, il a multiplié, ces dernières semaines, les déclarations conciliantes. » (Le Monde, 7 mars 1981).

Cette « volonté de maintenir le dialogue », que signale Le Monde, Thomas Borge, de son côté, la ratifie : « Et nous, nous n'avons pas peur de l'impérialisme, ni même de parler avec l'impérialisme. Nous sommes disposés à nous entendre avec les hommes sensés des Etats-Unis, comme nous sommes disposés à nous entendre avec les hommes sensés de l'Initiative privée nicaraguayenne... » (Barricada, 2 février 1981).

Les milices

Bien qu'ainsi la direction du FSLN maintienne son orientation traditionnelle, elle a dû faire appel au mouvement des masses pour faire contrepoids à la pression américaine et à celle de ses agents de la bourgeoisie nationale.

Elle a donc convié les travailleurs et le peuple à recevoir une instruction comme miliciens, dans l'éventualité où il faudrait affronter une agression impérialiste. C'est là une mesure extraordinairement positive qui a reçu un appui massif. Mais en ne changeant pas l'ensemble de son orientation, en refusant de rompre avec la bourgeoisie et

l'impérialisme, en ne choisissant pas la voie d'un gouvernement ouvrier et paysan qui les exproprie, le FSLN fait perdre leur sens aux milices. Ou ce sont des organes de lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et la bourgeoisie, ou elles restent dans le vide ; elles sont, en fait, un élément puissant de pression dans les négociations du FSLN avec les « hommes sensés » des Etats-Unis et du COSEP.

La mobilisation enthousiaste pour les milices a été canalisée vers la « production », fondamentalement, pour récolter le café et le coton. Le produit de ces récoltes, sauvées grâce au travail gratuit de milliers d'ouvriers et d'étudiants, est

allé en grande partie dans les poches des propriétaires des terres.

Les milices, et nous insistons, sont ou des organismes de la lutte de classe, ou deviennent leur caricature. Et la lutte de classe est considérée par la direction du FSLN comme la pire des disgrâces. C'est ainsi qu'en parlait il y a quelques jours dans Le Monde (27 mars 1981), Daniel Ortega : « Nous essayons de mener à bien une entreprise difficile, maintenir le pluralisme politique et l'économie mixte dans une situation où la lutte de classes atteint des niveaux explosifs. Le principal obstacle à ce projet, la raison de cette polarisation, est le manque de flexibilité de la fraction poli-

tique représentant le secteur privé. Tout est encore possible, mais il faudrait que ce groupe qui ne représente pas la totalité des entrepreneurs privés comprenne la révolution comme une réalité à l'intérieur de laquelle nous pouvons cohabiter. Pour le moment, leur attitude stimule la lutte de classes. »

Sans commentaire : dans ces paroles du commandant Daniel Ortega est résumée l'impasse dans laquelle s'est mise la direction du FSLN : tenter, au milieu d'une révolution, de faire « cohabiter », sans lutte de classes, les exploités et les exploités.

Roberto Ramirez



Un détachement de miliciens : les travailleurs soutiennent massivement l'organisation des milices.

Costa Rica

Avant les élections

par Andres Romero

« Suisse d'Amérique centrale pour sa superficie et ses institutions démocratiques, le Costa Rica est un pays indépendant depuis 1839 (...). Ilot démocratique dans une région du monde secouée fréquemment par les coups d'Etat, le Costa Rica jouit d'une stabilité politique remarquable. » Telle est la définition de ce pays que nous trouvons dans le volume d'Atlas Eco de 1979/1980.

« Remarquable stabilité politique » ; comme si elle voulait confirmer cette caractérisation, la vie politique de ce pays a commencé à se centraliser autour des élections générales qui doivent avoir lieu... le 5 février 1982 ! Cependant, tout ne se limite pas aux préparatifs électoraux, dans le Costa Rica d'aujourd'hui. Il s'y passe autre chose.

La fin de la stabilité

En premier lieu, il s'y développe une grave crise économique. S'il est vrai que toute l'économie de la région (et en conséquence le toujours très rattaché Marché commun centro-américain) se porte mal, le Costa Rica est un des pays où la crise se fait le plus sentir, et particulièrement si l'on prend en compte que c'était un pays qui, il y a peu de temps, se portait relativement bien. L'inflation, qui était de 9,6 % en 1979 et a atteint 16 % en 1980, a monté de 4,88 % au cours du premier mois de

cette année. Et il n'est pas exclu que l'année se termine avec une augmentation du coup de la vie de 60 %. La déroute économique du café, principal produit d'exportation, est venue aggraver le déficit de la balance commerciale. La dette publique atteint presque 2 000 millions de dollars. La valeur du Colon (monnaie du pays) a chuté au cours des derniers mois de 100 %. Malgré cela, le FMI maintient une forte pression en faveur d'une encore plus grande dévaluation et de mesures drastiques d'austérité.

La détérioration de la situation économique a été reportée par le gouvernement démocrate-chrétien sur les masses travailleuses, mais celles-ci lui ont opposé de manière croissante une résistance combative. Par rapport à l'année 1978, le nombre de conflits ouvriers a doublé au cours de l'année dernière : grèves longues et dures, comme celles qu'à deux reprises ont engagées les ouvriers des plantations de bananes, grèves partielles comme celles du bâtiment et du textile. Les travailleurs de la fonction publique et les enseignants — avec un degré de syndicalisation considérable — arrachèrent des augmentations de salaires au gouvernement.

D'autres secteurs du mouvement des masses se lancèrent également dans le mouvement.

Presque tous les centres étudiants engagèrent des luttes et, bien qu'il s'agisse encore d'un mouvement fragmenté, il convient également de mentionner les différentes mobilisations de « pobladores » (habitants des banlieues, villages et bidonvilles en Amérique latine, NDLR) et des paysans.

Face à la crise, ce prétendu paradis de la démocratie bourgeoise commença à devenir un peu moins démocratique et à laisser apparaître son caractère de classe et anti-ouvrier. La police réprima violemment ces luttes, et spécialement dans les plantations de bananes, assassinant deux travailleurs. La tendance à restreindre les libertés démocratiques s'est exprimée clairement par la fermeture de Radio nouvelles du Continent dont les programmes attaquaient les dictatures latino-américaines, et également par toutes sortes de mesures contre le développement de la solidarité avec le Salvador.

L'ensemble de la bourgeoisie a soutenu ce cours réactionnaire du gouvernement. Face à la crise économique et à la résistance ouvrière et populaire qui menace de grandir, face aussi aux convulsions révolutionnaires qui secouent toute cette région, les « démocrates » costaricains savent que, comme l'a écrit Marx, « le bonapartisme est la véritable religion de la bourgeoisie », et qu'ils ne sont ni lents ni paresseux ceux qui participent à la tâche de renforcement de l'appareil d'Etat traditionnellement faible dans ce pays, l'un des rares du monde où il n'existe pas d'armée.

Cette stabilité qui faisait l'admiration d'Atlas Eco et qui reflétait en définitive la faible différenciation sociale et le poids social déterminant des petits producteurs ruraux — qui coexistaient avec les enclaves de la United Fruit Company sur la côte atlantique —, cette stabilité donc, est blessée à mort. Sans aucun doute, la lutte des classes va s'aiguïser et revêtira des formes plus violentes et plus convulsives. La classe ouvrière doit se préparer à cette nouvelle étape.

La place des élections

Cependant, les tensions actuelles n'ont pas provoqué le « court-circuit » des institutions de la démocratie bourgeoise et il est évident que le patronat est disposé à utiliser jusqu'au bout les illusions que les masses ont dans ces institutions. Un véritable « carnaval » électoral, immense et ruineux, a été mis en place et ne cessera que le jour des élections ; élections qui sont à la fois municipales, législatives et présidentielles.

Toute la bourgeoisie s'efforcera de dévier les masses de la lutte directe pour leurs revendications. Mais simultanément, pour la bourgeoisie, il s'agit aussi de choisir l'équipe qui devra défendre le mieux ses intérêts au cours de la difficile période qui s'annonce. Les partis patronaux, en même temps qu'ils manœuvrent la démagogie électoraliste et les arrangements divers en répartissant postes et prébendes aux hommes de leurs comités, luttent entre eux avec acharnement pour faire pencher vers eux la frange la plus importante et la plus puissante de la bourgeoisie, cela étant l'une des cartes décisives pour s'assurer la victoire. Entre autres candidats, trois sont importants.

Le gouvernement actuel, présidé par le démocrate-chrétien Carazo, fut imposé par une coalition appelée Unité. Du fait de l'inertie de l'appareil et du grand appétit pour les postes qui règne aux divers échelons de l'Etat, Unité sera sûrement présente le 5 février. Mais ses chances sont faibles, dans la mesure où son gouvernement se solde par un véritable désastre. Non seulement il aura perdu la plus grande partie des voix populaires acquises quatre ans auparavant, mais en plus, on peut dire qu'il n'a déjà plus la confiance de la grande bourgeoisie.

Le Parti de libération nationale, avec son candidat Monge, peut constituer l'alternative. C'est lui qui a le plus gouverné pendant les trente dernières années et qui a multiplié les gestes de « modération » et d'esprit de soumission à la puissante influence yankee en général, et aux directives de Reagan en particulier. Cela s'est exprimé très clairement par la position qu'il a adoptée en faveur de la sanglante junte militaire démocrate-chrétienne du Salvador.

« Libération » n'a pas seulement l'avantage de pouvoir recueillir le large mécontentement contre les autorités actuelles, il peut aussi compter sur une



Grève dans les bananeraies : l'une des mobilisations qui a fait bouger le Costa Rica.

longue tradition populiste d'appareil et de parti. Comme Action démocratique du Venezuela, ou l'APRA péruvien, PLN est un parti bourgeois qui dissimule ses positions pro-impérialistes par une phraséologie « nationaliste » et « progressiste ». Les quelques réformes et concessions qu'il a accordées quand pour la première fois il était à la présidence, lui valent maintenant une large masse de sympathisants et un solide appareil de parti.

La II^e Internationale, qui le compte désormais parmi ses partis affiliés, a une part de responsabilité importante dans la mystification qui est faite pour duper les masses sur le véritable caractère patronal de ce mouvement. Cependant, les longues années de service accompli n'ont pas réussi à convaincre la grande bourgeoisie. La démagogie et le populisme ont pu servir dans le passé, mais sa capacité à contenir les protestations ouvrières et populaires dans l'actuelle situation de crise reste à prouver.

De tels doutes ont provoqué le lancement d'un troisième candidat, l'ex-président Mario Echandi, qui se trouve à la tête d'un Parti de salut national. Tout en maintenant ses positions ouvertement réactionnaires, il cherchera à obtenir des voix en dénonçant les autorités actuelles. Au cours des élections précédentes, la polarisation a été écrasante : 50 % pour Unité, 44 % pour Libération, en ce qui concerne les candidats à la présidence. Mais ces données peuvent se trouver sensiblement modifiées. D'une part, par la présence de trois candidats importants, d'autre part et surtout, par le mécontentement croissant des masses populaires qui, dans une certaine mesure, affecte la crédibilité de ces machines électoralistes distributrices de promesses jamais accomplies. En tout cas, une chose est claire : la nécessité d'en finir avec le gouvernement ne peut se transformer en aucune manière en un soutien, direct ou indirect, apporté à Monge ou Echandi.

Quel que soit le degré d'illusions que la campagne « carnaval » réussira à provoquer, les véritables intérêts ouvriers et populaires s'opposent totalement aux intérêts d'un quelconque de ces candidats patronaux.

Lutter pour l'indépendance des travailleurs

D'un côté, la déstabilisation croissante qui ne peut que déboucher sur une situation pré-révolutionnaire, de l'autre la domination politique des grands partis bourgeois sur l'écrasante majorité des travailleurs. Deux pôles d'une même réalité qui évolue vers des affrontements entre les classes à un niveau plus élevé... Il s'en dégage plus nettement la nécessité que les forces du mouvement ouvrier et le peuple rompent avec les partis capitalistes et se donnent une perspective politique indépendante de la bourgeoisie.

Lors des précédentes élections, le Parti Vanguardia Popular (nom du PC costaricain) avait impulsé et contrôlé la

coalition « Peuple uni » avec le Parti socialiste et le Mouvement révolutionnaire populaire, deux organisations de gauche de faible influence. Les staliens, hégémoniques dans ce front, se prononcèrent pour la constitution d'un « gouvernement démocratique et anti-impérialiste » qui devrait aussi comprendre les secteurs « progressistes » et « nationalistes » de la bourgeoisie... Peuple uni se présente à nouveau, présentant comme candidat à la présidence Rodrigo Gutierrez. En 1978, Peuple uni avait moins de 3 % des voix aux élections présidentielles et 7,66 % aux élections législatives. En 1982, une augmentation des voix pour Peuple uni est prévisible, même dans le cas où une polarisation comparable à celle qui, il y a quatre ans, opposait Acarazo à Oduber se reproduisait, car, même de manière déformée, la montée des luttes ouvrières et populaires s'exprimera sur le terrain électoral. Voter pour les candidats des partis ouvriers et contre ceux des partis bourgeois constitue un pas important vers l'indépendance de classe. Et ce pas progressiste conserve toute son importance, même si les staliens tentent de le masquer et de le dévier sur la voie du front populaire dont le programme de Peuple uni est imprégné. Plus encore, il est possible de s'appuyer sur la volonté de rupture avec la bourgeoisie qui s'exprime dans chaque voix pour Peuple uni, pour dénoncer le programme de collaboration de classes qu'imposent les dirigeants, et de lui opposer une perspective révolutionnaire conséquente dont le premier acte consiste à refuser de voter pour la bourgeoisie.

De toute manière, l'utilisation révolutionnaire des élections ne se limite pas à une consigne de vote. Au contraire, il s'agit d'intervenir dans tout ce processus avec une propagande et une agitation qui aident effectivement à élever le niveau de conscience et d'organisation des travailleurs et du peuple. Cela signifie concrètement : comment faire de la campagne électorale une campagne de mobilisation unitaire et de solidarité avec les luttes qui se développent, pour en finir avec le gouvernement. Cela signifie combattre pour des mesures anti-capitalistes et transitoires, indispensables pour satisfaire les revendications de salaire, d'emploi, de santé, de logement et d'enseignement des masses. En définitive, cela signifie rassembler tous ces éléments en un mot d'ordre qui réponde à la question de savoir qui doit gouverner le pays : un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement qui rompt avec les capitalistes.

Et, à travers toutes ces activités, comme un fil rouge qui les unifie toutes, sans sectarisme, mais aussi sans camouflage opportuniste ou populiste, renforcer l'influence et l'organisation des trotskystes. Telle est la clé pour que, pendant et surtout après les élections, les masses soient en condition de forger dans leurs luttes une direction qui ait la volonté et puisse les conduire à la lutte victorieuse contre la bourgeoisie.

Un cas d'opportunisme galopant

Les pressions « électoralistes », sans aucun doute sont importantes, et la course au bulletin de vote, qu'on le veuille ou non, a commencé. Cela est le propre de tous les politiciens bourgeois et réformistes de tous les pays, et ça ne surprendra personne que le Costa Rica soit aujourd'hui un terrain propice à toute sorte de démagogie...

Cependant, il y a encore des raisons de nous étonner car c'est une organisation qui se dit révolutionnaire qui a porté l'opportunisme à des limites jusqu'alors inimaginables. En novembre dernier l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) et son dirigeant Fausto Amador juraient leurs grands dieux qu'ils se maintenaient sur le terrain de la construction de la IV^e Internationale. Nous les voyons maintenant occupés à fabriquer un groupement électoraliste, un « parti » qui, dans sa présentation devant les électeurs, élimine toute référence à la classe ouvrière et à son programme : « Dans le Parti Action du Peuple, ce n'est pas un credo religieux, ni une doctrine philosophique ou politique qui nous unit (...). Nous ne voulons pas d'un parti qui divise les hommes pour leurs idées. Nous avons besoin d'un parti qui unifie dans l'action. » Dans une déclaration à la presse, l'un des principaux dirigeants de l'OST et de son rejeton le PAP, expliquait : « Nous nous définissons comme un parti d'action du peuple, ce qui explique que nous n'ayons pas d'idéologie claire. L'idéologie n'est ni social-chrétienne, ni marxiste, ni social-démocrate ; nous parlons d'une connaissance objective pour impulser notre orientation patriotique, nationaliste, anti-impérialiste et populaire. » (Déclaration de Angel Ruiz).

Que Fausto et ses amis n'aient pas d'idéologie claire, cela est évident ; non pas parce qu'ils seraient des « hommes d'action », mais parce qu'ils sont atteints par l'électoralisme le plus bas. Toutes ces contorsions de l'OST-PAP n'ont qu'un but, effectivement, présenter des candidats locaux sur des bases pratiquement apolitiques, étant donné que le nouveau « parti » de Fausto Amador ne se prononce en faveur d'aucun candidat à la présidence, pour essayer d'obtenir quelques voix aux élections municipales et législatives, voix qui iraient à Libération. Sur cette « orientation », ils n'hésitent pas à glisser l'idée totalement réactionnaire selon laquelle « voter utile », c'est voter pour n'importe lequel des candidats de la bourgeoisie qui a la possibilité de l'emporter. En effet, dans la brochure intitulée : « Il n'y a que le peuple qui puisse sauver le peuple », ils écrivent : « La majorité, consciente qu'une candidature populaire n'a pas de grandes possibilités, ne veut pas perdre pour autant sa voix et votera en cherchant à se libérer de l'actuel gouvernement ». Et ils ajoutent immédiatement : « Cependant, l'élection législative est très importante. Il faut voter pour les engagements pris envers les intérêts du peuple. Action du peuple, c'est cela. » Le message est clair : votez pour qui vous voulez, pour Monge ou qui que ce soit car les idées politiques, en fin de compte, n'ont aucune importance, mais votez pour notre candidat aux législatives car il est gentil et il veut l'unité de tous. Il est plus qu'évident que cette campagne n'a rien à voir, ni avec une politique révolutionnaire ni avec une politique de classe. D'un autre côté, l'OST (et non le PAP) soutient formellement la candidature à la présidence de Peuple Uni, parce que, si on élit un président, il faut bien dire quelque chose.

Tout comme le roi Midas qui changeait en or tout ce qu'il touchait, tout ce que touche l'OST se transforme en opportunisme. Son journal appelle en effet à voter Gutierrez, candidat de Peuple uni, en précisant qu'il « ne s'agit pas d'un soutien critique, mais bien d'un soutien inconditionnel. » Et, bien qu'ils affirment avoir des divergences avec son programme électoral de Front populaire, ils ne lui adressent pas la moindre critique, et ce, au nom d'un argument qui ne manque pas de ridicule et selon lequel : « Quand Peuple uni soutient le Dr Gutierrez, il se place dans la même perspective que les forces qui se sont déjà mobilisées contre l'impérialisme et contre le capital. Tout ce que peut dire ou faire le Dr Gutierrez est, de ce point de vue, insignifiant. » (Que Hacer n° 90) Ce qui serait vraiment une chose « insignifiante », ce serait le rôle des trotskystes s'ils prenaient au sérieux les conseils de l'OST. Fausto ne porte aucune critique au Front populaire car lui-même a les deux pieds engagés dans une manœuvre opportuniste et totalement réactionnaire !

Les positions de Fausto Amador et de l'OST ne peuvent donc en aucun cas, être considérées comme des positions trotskystes. La prévision faite par le Comité paritaire s'est donc accomplie avec une rapidité surprenante : « Votre décision de vous placer hors du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne peut que conduire votre groupe et ses appendices à la liquidation. » (Lettre à l'OST, Correspondance internationale, octobre 1980).

Andres Romero

Colombie

De la crise économique à la crise politique

par Juan J. Valdes

La Colombie, comme le Costa Rica, le Mexique et le Venezuela, a eu, au cours de ces dix dernières années, la réputation d'être un des pays de grande stabilité en Amérique latine. Cette image, qu'ont essayée de créer les agences officielles pour attirer les investissements et améliorer le prestige des gouvernements, il devient chaque jour plus difficile de la soutenir face à l'évidence des événements qui secouent le pays. Les grèves se multiplient, chaque jour qui passe fait parler un peu plus de la réalisation d'une grève générale, les guérilleros ont repris l'initiative, et la politique répressive et « anti-insurrectionnelle » du gouvernement se manifeste maintenant dans tous les aspects de la vie du pays. Ce qui se développe dans la lutte des classes, les changements qui sont en train de se produire sont intimement liés au commencement d'une crise économique. Après quelques années de relatif rattrapage de la production capitaliste, la prétendue « prospérité » est terminée. La bourgeoisie et le gouvernement perdent leur capacité de manœuvre face aux exigences ouvrières et populaires.

La « prospérité », c'est terminé

Après la récession des années 1974/1975, l'économie colombienne connut une rapide récupération et réussit à atteindre un rythme de croissance dans la production et les exportations bien supérieur à celui de la majeure partie des pays d'Amérique latine. Le moteur de ce processus a été fourni par la hausse des prix du café sur le marché mondial. Ce phénomène, connu sous le nom de « prospérité cafetière », s'exprima par la hausse des cotisations internationales qui passèrent de 65 cents la livre en mai 1975 au prix record de 3,50 dollars la livre en avril 1977.

La bourgeoisie colombienne avait prévu que la « prospérité » serait passagère, mais maintenant que les prix du café ont chuté en dessous d'un dollar la livre, elle ne peut que s'alarmer devant la matérialisation de ses prophéties. Le cycle de production du café a été rétabli au Brésil et dans les pays africains, et cela signifie que les prix vont tomber encore plus bas et que l'économie colombienne subira de façon directe les conséquences de la crise que traverse le capitalisme à l'échelle internationale.

« Le pays va mal... »

Les manifestations de cette crise se font déjà sentir avec force, comme l'a démontré la polémique engagée entre les syndicats patronaux et le président de la République.

« A la vérité, il est surprenant qu'un débat public n'ait pas été organisé sur des questions d'une telle importance, au moment où se produit une nouvelle chute du secteur productif et qu'au plus haut niveau on annonce qu'on a mis un frein à la croissance. Il conviendrait de



La vague de grèves fait pression sur les directions syndicales.

méditer ces choses, car, dans la situation où nous sommes aujourd'hui, le gouvernement se porte bien, mais le pays va mal. » (El Tiempo, 3 février 1981).

Ainsi se conclut la lettre envoyée par la Fédération patronale de la métallurgie au président de la République. Elle reflète les préoccupations des plus importants syndicats patronaux. Le président Turbay lui-même a dû admettre les problèmes : « Je dirai, écrit-il dans sa réponse aux chefs d'entreprise, que l'économie colombienne n'est ni en crise ni gravement malade, bien qu'il soit certain qu'elle traverse un moment difficile... Ce qui se passe, c'est qu'elle affronte une période de transition difficile, et de réadaptation. » (El Tiempo, 4 mars 1981).

La chute généralisée de la production industrielle et agricole en 1980 indique la force des pressions qui s'exercent dans le sens d'une nouvelle récession de l'économie. « L'année 1980, écrivent les dirigeants de la Fédémétal, passera à l'histoire de la métallurgie comme la première qui fut marquée par une croissance négative ou très proche de zéro. »

L'industrie textile, l'une des plus importantes du pays, connaît une crise chronique, conséquence de la surproduction mondiale. L'industrie du bâtiment est complètement bloquée. « A ces problèmes, il faut ajouter celui de l'agriculture, avec une croissance de seulement 2,9 %, ce qui représente la moitié de ce qu'avaient prévu le gouver-

nement et le patronat. » (Miguel Urrutia, ex-ministre du Développement, bilan de 1980).

Ces chiffres ont une signification bien concrète pour les travailleurs. Avec la crise, le chômage va s'amplifier, les fermetures d'usines ont commencé à jeter des milliers d'ouvriers à la rue, l'inflation se maintient entre 27 et 30 %. Les problèmes de logement et ceux des services publics s'ajoutent à ceux que connaissent déjà des millions de travailleurs qui survivent à peine et s'agglutinent dans les grandes villes.

La thérapie de Turbay

Le gouvernement de Turbay prétend qu'il ne s'agit que d'un problème secondaire qui se solutionnera par la politique officielle de libéralisme économique et avec son programme dit d'intégration nationale (PIN). Le PIN est un programme de lancement d'œuvres publiques, d'exportations agricoles et de relance des mines dans le but d'arriver, en 1985, à ce que la Colombie produise assez de pétrole pour sa consommation intérieure et devienne un grand exportateur de charbon. Ce plan économique ne pourrait obtenir de résultats que sur une courte période et sur la base d'une surexploitation accrue des travailleurs ; il pourrait difficilement renverser la tendance de l'économie à la récession.

De façon immédiate, le PIN sert à accélérer l'inflation, à élever les taux d'intérêts et même à porter des coups à la production. En accord avec la politique officielle, qui correspond parfaitement à ce que veulent les dirigeants actuels du Fonds monétaire international, les grands bénéficiaires de ces mesures sont les banques, les groupements financiers et les monopoles nationaux et étrangers qui ont les moyens de faire face à la concurrence sur le marché mondial.

La crise de l'économie colombienne est certes encore loin de celle qui sévit au Pérou ou dans certains pays d'Amérique centrale, mais elle est marquée par les mêmes caractéristiques. Les remèdes qu'a trouvés la bourgeoisie se ressemblent également, ainsi qu'est en train de le démontrer le gouvernement Turbay : politique d'austérité, plafond fixé aux augmentations de salaires (et qui se situe en dessous de l'augmentation des prix), attaques contre la Sécurité sociale et les droits des travailleurs. En même temps, on assiste à un développement des mécanismes de répression : contrôle militaire et maintien de l'état d'exception et de l'état de sécurité, conseils de guerre et campagnes virulentes contre les groupes guérilléristes que le gouvernement accompagne d'une répression accrue contre les militants ouvriers et populaires.

De la crise économique à la crise politique

La bourgeoisie colombienne a réussi, jusqu'à maintenant, à conserver un certain contrôle de la situation politique et sociale, et à repousser ainsi l'éclatement d'une crise aiguë. Cela a été possible, en

Depuis le début de l'année, la Colombie connaît une vague de grèves et de conflits de travail à propos de la négociation des carnets de revendications. Les patrons et le gouvernement maintiennent une position intransigeante du fait que la marge de négociations et de concessions s'est réduite.

Cela va bien sûr provoquer d'importants affrontements. La pression de la classe ouvrière se fait nettement sentir au niveau des directions syndicales nationales. On recommence à parler de la possibilité d'une grève générale. Cette situation coïncide avec l'ouverture de la campagne pour les élections présidentielles qui auront lieu en 1982, et avec la claire manifestation de la crise des partis de la bourgeoisie, le parti libéral et le parti conservateur. Il faut souligner à ce sujet, parmi les manifestations de cette crise, la formation d'un parti ouvrier. La centrale syndicale ouvrière UTC (dont les dirigeants sont également responsables de partis bourgeois), lors de son dernier congrès, adopta une plateforme contre les partis bourgeois et pour la formation d'un parti du travail. Ces discussions n'ont pas revêtu de dimensions de masse, mais elles n'en indiquent pas moins clairement la perspective.

Ainsi, tout comme les problèmes économiques ont servi de signal d'alarme pour les capitalistes, il ne faudra pas s'étonner si bientôt les directions politiques libérales et conservatrices écrivent une lettre au président Turbay pour lui dire, sur un ton philosophique : « Il conviendrait de méditer sur ces choses, car, dans la situation où nous sommes aujourd'hui, le pays va mal, mais nous-mêmes et le gouvernement... également. »

Brésil : défendons Lula !

Luis Ignacio da Silva, plus connu sous le nom de Lula, avec douze de ses camarades du Syndicat métallurgique de San Bernardo, tous membres du Parti des Travailleurs, devait être jugé le 16 février sous les coups de la loi de Sécurité nationale. Ils étaient accusés d'avoir dirigé les grandes grèves qui paralysèrent l'industrie automobile brésilienne pendant 41 jours, en automne 1980. La grève ayant eu une énorme répercussion politique, la dictature décida de frapper à la tête. Parmi les camarades de Lula également accusés, il y avait : José Maria Almeida, Ze Maria, militant du Syndicat de Santo André et membre de Convergence socialiste, José Cicotti et Djalma de Souza Bom. Tous avaient été arrêtés pendant 30 jours au moment de la grève, et s'étaient retrouvés ensuite en liberté provisoire. Dernièrement, Lula a voyagé à travers l'Europe et les Etats-Unis pour appeler à la solidarité internationale du mouvement ouvrier.

La dictature de Figueiredo, craignant la résonnance que pouvait avoir le procès, étant donné que d'importantes mobilisations étaient prévues pour ce jour-là et que différentes personnalités et délégations internationales venaient d'arriver au Brésil, changea ses plans et décida de suspendre l'audience. En même temps, Adolpho Perez Esquivel, Prix Nobel de la paix, qui était venu pour assister au procès, fut arrêté pendant deux heures. C'est alors que, le 23 février, les accusés reçurent une convocation pour être jugés deux jours plus tard, le 25. Lula et ses camarades ainsi que leurs avocats, refusèrent de se présenter expliquant que ce procès allait se dérouler clandestinement, dans une toute petite salle, de laquelle seraient exclus les observateurs étrangers. En somme, une mascarade !

C'en était une effectivement. En l'absence des accusés, après six heures de délibérations secrètes, un conseil formé par un juge « civil » et quatre militaires, prononça des peines de 3 ans et demi de prison pour Lula et 3 de ses camarades. Cinq autres reçurent deux ans et demi et deux autres deux ans. Deux seulement furent relaxés de toute peine et charge retenues contre eux. Mais tous furent jugés en vertu des articles 31, 34 et 35 de la sinistre loi de Sécurité nationale, articles qui établissent des peines allant de une à quinze années de prison pour fait de grève.

Ces condamnations portent à 12 les membres du PT inculpés par la dictature, car en plus de ceux qui ont été condamnés le 25 février, il faut ajouter le professeur David Maximiliano, arrêté en avril 1980, alors qu'il était en préparation la grève de l'Union des travailleurs de l'enseignement, syndicat dont il est dirigeant. David Maximiliano fut condamné. Il se trouve toujours en prison sous la fausse accusation de cacher chez lui des explosifs. Le PT mène actuellement campagne pour sa libération.

Bien que les condamnés du 25 février aient été mis en liberté provisoire (du fait qu'ils refusaient le jugement et sollicitaient un nouveau procès), une nouvelle menace pèse sur Lula. Le tribunal d'Amazonie prépare donc un nouveau procès en vertu de la même loi de Sécurité nationale, faisant ainsi la démonstration que, pour la dictature, le mouvement ouvrier constitue un problème insoluble. Il se prépare cette fois-ci à le rendre responsable de la mort de deux propriétaires, intervenue à la suite d'un meeting réalisé dans la région d'Acre, et dans lequel Lula avait parlé. Les intentions de la dictature sont évidentes : par la succession de procès et de condamnations prononcées contre les dirigeants, elle cherche à intimider puis à s'attaquer aux droits fondamentaux des travailleurs, au moment même où une vaste offensive de la bourgeoisie s'organise comme celle que mène la direction de Volkswagen, qui vient de licencier 3 000 ouvriers. Par ailleurs, la condamnation qui pèse sur Lula lui interdit maintenant, en fonction des lois en vigueur de jouir de ses droits politiques et en particulier de se présenter aux élections prévues pour 1982.

Il est donc urgent de redoubler d'effort dans la campagne internationale contre la dictature brésilienne qui bafoue les droits des travailleurs.

Joao Santos

La rupture de la Colombie avec Cuba

« La Colombie, qui maintient des relations avec tous les pays socialistes..., pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'idéologie du gouvernement cubain, mais plutôt avec ses méthodes hostiles, se voit dans l'obligation de suspendre à partir de ce jour ses relations avec le gouvernement du président Castro (...). » Telles furent les paroles de Turbay Ayala le 23 mars pour annoncer la rupture des relations diplomatiques.

Turbay utilisa comme prétexte de prétendues déclarations d'un des guérilleros du M. 19, capturé lors des grandes opérations que développe l'armée dans les départements de Narino et de Choco. Selon Turbay, « Nous avons su, sur la base d'une confession, que les guérilleros étaient entraînés à Cuba et que leurs armes provenaient du même pays... » (El Tiempo, 24.3.81) (Signalons que le mot « confession » signifie dans le langage présidentiel colombien, comme dans le jargon des militaires, un aveu arraché à un prisonnier, avec toutes les techniques dont ils disposent...). Quand Reagan a lancé une campagne pour pousser Cuba à suspendre son aide sous quelque forme que ce soit à la guérilla du Salvador, et quand il menace Cuba d'un nouveau blocus, la bourgeoisie colombienne montre à nouveau son rôle de fidèle allié de l'impérialisme.

La situation en Amérique centrale et ses répercussions sur la situation intérieure du pays préoccupent beaucoup la bourgeoisie colombienne. « Nous nous sommes vus », dit Turbay dans le discours déjà cité, entraînés dans une offensive qui semblait avoir choisi ses victimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes... », et en même temps, il lance un appel à la « paix publique », tout en annonçant la prolongation sine die de l'état d'exception.

La rupture des relations avec Cuba, c'est l'autre côté de la politique Turbay, orientée vers la recherche d'une cohésion du patronat autour de son gouvernement et vers la répression des luttes actuelles du mouvement ouvrier : « Que tous cèdent dans la sphère de leurs activités, dit le président, pour ne pas ajouter au fardeau déjà lourd des difficultés causées par la subversion celles causées par les conflits syndicaux ou les débordements et exagérations en matière de revendications. »

C.G.P.

Argentine

La Sainte-Alliance de la peur

par Escipion Sanchez

Comme si un pouvoir supérieur aux hommes dissociait anormalement la relation existant entre la dictature et la faillite des entreprises et la misère généralisée, les bourgeois argentins ont trouvé la formule pour être des « opposants économiques » et des « adhérents politiques ».

A la fin de février, 600 organisations d'entreprises ont réalisé une journée nationale de protestation de rue. Il était impossible de ne pas l'associer avec celle qu'ils ont faite, peu avant le coup d'Etat militaire, contre Isabel Perón, préface de sa chute. Cependant, même le quotidien *Clarín*, qui a soutenu l'action, décrivait ainsi le mécanisme : « Il y a une différence sensible entre les deux épisodes ; il y a cinq ans, les propriétaires d'entreprises ne cachaient pas leur opposition au gouvernement, tandis que maintenant ils réclament leur adhésion. »

Un paradoxe argentin

Le gouvernement, jusqu'à présent, compte la macabre somme de dizaines de milliers de morts, disparus et prisonniers politiques. Beaucoup d'entre eux appartiennent à la guérilla petite-bourgeoise qui a fait partie du mouvement populiste. Beaucoup de leurs noms sont apparentés à ceux de politiciens connus, d'ecclésiastiques et de militaires ou de familles de la haute société. Comment se fait-il que la mort de leurs enfants n'entraîne pas chez eux une condamnation politique comme celle, par exemple, de l'opinion mondiale ? Le Parlement est fermé. Des milliers d'officiers exercent les charges de

l'administration publique. La présidente, selon la Constitution, est en prison. Comment ses amis, les dirigeants péronistes, les membres d'un des partis nationalistes bourgeois les plus importants du tiers monde, comment expliquent-ils qu'ils ne soient pas dans l'opposition ? Que Rittel, un de leurs chefs soi-disant « dur », conseille les militaires comme s'il était l'un des leurs : « J'ai peur que la réduction des libertés n'entraîne une conclusion trop rapide qui nous amène de nouveau à un échec. » (*El Dario de Cuyo* du 17 novembre 1980).

Les directions des partis, dont celle du PC, fonctionnent à porte fermée dans leurs vieux locaux, dont ils ont dû enlever les affiches extérieures. L'activité politique est interdite. Mais les téléphones relient les sièges, entre eux et au gouvernement, dans un réseau de collaboration. Comment se fait-il que personne ne soit contre les militaires et qu'ils l'implorent de prendre une solution politique ?

Quant à Balbin, chef de l'UCR centriste, si on lui demande s'il est disposé à accepter deux nouvelles périodes militaires, il répond : « Bon, je pense que les années ne sont rien. » (*Clarín* du 7 mai 1980).

Alfonso, un autre dirigeant de la même formation, que *Le Monde* a présenté incorrectement comme un opposant, explique qu'en Argentine, tout est imparfait et que c'est pour cela qu'il faut s'allier aux militaires : « ... La démocratie, inexistante, doit se forger sur ce qui existe : forces civiles démocratiques et semi-démocratiques, forces armées inconstamment démocratiques



Viola et Reagan : étroite collaboration avec l'impérialisme.

et associations professionnelles presque démocratiques... » (*La Nación* du 1^{er} mars 1981).

Comment expliquer qu'une bureaucratie syndicale parmi les plus puissantes, qui recouvrait des cotisations décomptées automatiquement par les patrons, administrait des hôpitaux, des hôtels et des écoles syndicales, qui, mal-

gré elle ou de bon gré, a été impliquée dans des grèves générales innombrables, continue à rester impassible maintenant et collabore avec les militaires qui lui ont presque tout enlevé ? Comment comprendre que, pendant ces cinq ans, un seul secteur a convoqué, pour la galerie, une grève générale, le 28 avril 1979 ? Le PCA a 112 militants disparus

et 80 en prison. Sa presse est régulièrement interdite. Comment est-ce possible que pendant tout ce temps elle n'ait pas voulu affronter le gouvernement et lui ait demandé par contre, « un accord national démocratique, unitaire, sur un programme économique et politique minimum, des civils et des militaires patriotes » ? (*Revolucion* du 27 mars 1981).

Le plan de Viola

par Escipion Sanchez

Le tout neuf président argentin fut l'un des artisans du coup d'Etat. Ami de Videla, il a appartenu, jusqu'à il y a un an, à la junte militaire de trois membres qui, sans discussion, le désignèrent pour gouverner 25 millions d'Argentins.

Viola s'est tout de suite efforcé de démontrer qu'il n'y aurait aucune modification. Il expliqua : « Tout changement d'homme engendre logiquement une certaine expectative. Il ne faut s'attendre qu'à un changement de modalité selon les circonstances nouvelles qui se présentent, et ce toujours à l'intérieur de la même philosophie du processus. » (*Sélection du Reader Digest*, mars 1981). Le sénateur Harrison Williams révéla, aux Etats-Unis, le 22 mars, que Viola avait promis, pendant son voyage dans ce pays, de faire publier une liste des disparus que le gouvernement considérait comme morts. Mais il refusa publiquement d'ouvrir une enquête sur cette question. Interrogé par les journalistes, Viola répondit : « Si vous voulez parler d'une enquête sur les forces de sécurité, c'est non. On n'enquête pas sur les vainqueurs. » (*El País*, 19 mars 1981).

Tout cela indique que Viola incarne la continuité du régime. Il était prévu depuis longtemps d'opérer ce passage pacifique, dans l'ordre, dans le but d'ouvrir des brèches à une activité politique, et de préparer des élections pour après... 1987. Pourtant, ce qui devait être une succession tranquille donna des signes de turbulence du fait du chaos financier, révélateur d'une crise économique très profonde (voir à ce sujet l'article : « Les militaires ont démantelé l'industrie »). La nouvelle situation élargit en fait les divergences politiques entre les militaires. En effet, six mois auparavant, la marine avait donné des signes d'opposition à la désignation de Viola. Plus récemment, ce sont ses propres amis qui expliquèrent que certaines arrestations de mères de la place de Mai et d'avocats, ordonnées par le ministère de l'Intérieur, constituaient un sabotage

du voyage aux Etats-Unis qu'il préparait alors.

De la même manière, contre Viola qui affirmait qu'il augmenterait la participation civile dans son gouvernement, la « Comisión de Asesoramiento » (1) expliqua : « Dans ce pays, il y a réellement un gouvernement militaire des forces armées, car ce sont les forces armées qui détiennent le pouvoir suprême (...) et le contrôle législatif du pouvoir exécutif s'exerce par l'intermédiaire d'un organisme strictement militaire : la CAL. » (*La Nación*, 15 mars 1981).

Cette sorte de guérilla intestine fait s'affronter les partisans de l'augmentation des pouvoirs du président, parmi lesquels se trouve bien entendu Viola, et ceux qui veulent que la junte militaire continue de détenir la totalité des pouvoirs, perpétuant ainsi l'immobilisme politique qui marqua le gouvernement de Videla. Les frictions ne sont pas définitivement réglées, elles sont en train de se préciser et de tourner en la défaveur des secteurs les plus opposés au dialogue politique (remplacement de Diaz Bessone, échec du putsch de Menéndez), et c'est maintenant Viola lui-même qui organise malaise et protestation économique pour faire avancer son plan. En fait, la crise oblige Viola à accélérer son projet de s'entourer d'hommes politiques de la bourgeoisie, des bureaucraties syndicales et du stalinisme, entravant ainsi les portes pour une participation plus directe à la dictature. C'est pour cela qu'il fait la cour aux partis, comme le montre la louange suivante : « Le péronisme est un mouvement argentin doté d'un profond enracinement populaire, mouvement auquel les secteurs marxistes ont fait une proposition concrète, en 1973, essayant par là de s'infiltrer dans ses rangs. Ce fut Perón lui-même qui les repoussa dans son discours historique du 1^{er} mai 1974 (...). Je ne doute pas que, dans le processus de rétablissement démocratique, le péronisme pourra — et cela dépend

de la volonté et de l'attitude de ses dirigeants — se structurer et participer activement à la vie politique nationale. » (interview de Viola, *Reader Digest*, mars 1981).

Les négociations engagées pour la libération d'Isabel Perón, chose que Viola peut autoriser prochainement, ont la même signification. Isabel Perón a fait savoir qu'elle resterait en Argentine et qu'elle avait mis fin à ses relations avec Lopez Rega (ex-ministre en disgrâce, symbole de la corruption et de la banqueroute péroniste, fondateur de l'AAA).

Mais les pas les plus significatifs réalisés dans la voie d'un rétablissement d'un front unique de la bourgeoisie sont constitués par la formation d'un cabinet, avec sept civils pour treize portefeuilles, et par les désignations de gouverneurs, six d'entre eux étant des dirigeants politiques de la bourgeoisie régionale.

Au nouveau gouvernement, dont l'une des premières mesures fut la grande dévaluation du peso, réclamée par toute la bourgeoisie, siègent maintenant : Aguado, ex-président de la Confédération rurale argentine et puissant éleveur, Oxenford, ex-« interventor » (2) de l'Union industrielle argentine et l'un des plus puissants patrons du pays, Uricarriet, général, partisan de la défense de la sidérurgie nationale, position qui l'opposa à Martínez de Hoz, Camilion, partisan de Frondizi, ex-ambassadeur du Brésil. Sigaut, qui se trouve au centre de la direction de l'économie, est un homme étroitement lié aux cercles militaires et au patronat, mais pour autant pas entièrement décidé, comme son prédécesseur, à servir directement et inconditionnellement le capital financier impérialiste.

Le ministère politique, qui, selon Viola, aura plus de poids que celui de l'économie, maquera la difficile répartition qui essaiera de toucher tout le gouvernement : « Cinq années ont passé, pendant lesquelles l'usure naturelle s'est

ajoutée à la crise économique. Il faudra en plus obtenir adhésions et trêves de la part des dirigeants politiques, et mettre les deux mains à la tâche de formation d'un mouvement politique que les militaires voudraient hériter de ce processus. » (*Clarín*, 1^{er} mars 1981). La responsabilité en incombera au général Liendo, qui lia quelque amitié avec les bureaucrates syndicaux du temps qu'il était ministre du Travail. Avec ce cabinet de front unique bourgeois, dans lequel participe une grande partie de l'éventail politique de la bourgeoisie, Viola espère ouvrir la voie de la « transition » argentine. Une « transition » étroitement conditionnée par le manque de marge de manœuvre économique, mais facilitée par la bourgeoisie, la bureaucratie et le PC qui forment ensemble une Sainte-Alliance de soutien à la « convergence civilo-militaire ».

Telle étant l'expression consacrée par les militaires pour désigner leur projet de recomposition d'un cadre politique qui permette une « institutionnalisation » définitive du pouvoir militaire.

En définitive, il s'agit d'un plan à l'espagnole : une dictature qui cherche à maintenir les organes suprêmes du bonapartisme, en les entourant de partis qui lui promettent allégeance. Le modèle de Juan Carlos, qui utilise les partis qui acceptent de s'incliner devant leur monarchie, constitue l'idéal dont rêvent les franquistes argentins.

(1) La « Comisión de Asesoramiento Legislativo », qui prétend être un organisme de contrôle du pouvoir législatif avec droit de veto sur les décrets et lois dictés par le président, a été instituée par les militaires et n'est composée que de ... militaires.

(2) Un « interventor » est une personnalité, militaire ou civile, nommée par la junte pour prendre possession des locaux et assumer la suite de la direction d'un syndicat quand ce dernier a été déclaré illégal et que ses dirigeants ont été destitués.

Unis par la peur

Le lien qui les unit n'est pas autre chose que la panique face au mouvement ouvrier, qui a une énorme tradition syndicale et de combativité.

Depuis 25 ans se sont succédés une dizaine de gouvernements civils et militaires. Leur instabilité, leurs hauts et leurs bas et le renversement brusque de certains (particulièrement les militaires) s'expliquent par de puissantes luttes ouvrières et populaires, des grèves partielles aux grèves semi-insurrectionnelles urbaines (explosions de Córdoba, Rosario, Tucumán, Corrientes et Rio Negro). Depuis 1955, il y a eu une vingtaine de grèves générales, à raison de deux par gouvernement, et celle qui fut particulièrement significative a été celle connue sous le nom de *Rodrigazo*, livrée contre Isabel Perón et qui sanctionna la faillite définitive du gouvernement péroniste.

Aucun gouvernement n'a pu se stabiliser, échouant dans le projet de mettre les travailleurs sous le joug, nécessité impérieuse dictée par la décadence et la crise de la structure économique. Les militaires en rendent les partis responsables, surtout le péronisme, qui par son populisme et par ses brèches démocratiques a « grandi » le mouvement ouvrier. Les civils répliquent que les formes bonapartistes réactionnaires pures provoquent des explosions incontrôlables. Il est certain qu'historiquement ces deux types de régime se sont cassés le nez contre la tradition ouvrière argentine. Cette tradition est si grande qu'en 1977, il s'est produit un fait très révélateur. La dictature était « intervenue » (1) dans la CGT et les fédérations syndicales, et avait démantelé les commissions internes aux entreprises. Les militaires, euphoriques, crurent trouver la « solution définitive » à la « question sociale », décrétant comme caduques toutes les affiliations syndicales et obligeant ceux qui le voulaient à se réaffilier. Dans quelques syndicats, cette démarche exigeait de remplir de longs formulaires à remettre personnellement. Le résultat fut révélateur : 85 % du mouvement ouvrier se réaffilia, un plus grand pourcentage encore que le précédent.

C'est cette caractéristique nationale qui explique la Sainte-Alliance, le front de fait formé par les militaires, les bourgeois, les bureaucrates et les staliniens dans une tentative commune — par-

dessus la grave crise économique — pour créer une nouvelle forme de « démocratie », sans populisme, où le bonapartisme soit « institutionnalisé », et qui se nomme « convergence civilo-militaire », pour affronter le défi des masses. La bureaucratie syndicale péroniste s'est ralliée aux militaires, submergée par une crise et une décomposition politique. A mesure que se sont réduites les marges de concessions économiques, le péronisme est devenu de plus en plus anti-ouvrier (Rodrigo, le ministre d'Isabel Perón, a prétendu appliquer un plan économique similaire à celui de Martínez de Hoz, et celui-ci refusa une invitation pour assumer la direction de l'économie avant le *golpe*). Pour les dirigeants hais par la base et pour les réformistes invétérés, il ne restait qu'une seule alternative : celle de s'effacer — fuir le pays comme l'a dit et fait le secrétaire général de la centrale ouvrière — ou recevoir les militaires, trinquer avec eux et se jeter à leurs pieds, en attendant de redevenir nécessaires.

Quant au PC, avec son suivismisme traditionnel vis-à-vis de la bourgeoisie qui lui a fait perdre depuis longtemps son influence dans le mouvement ouvrier, il a une autre raison décisive pour s'intégrer à la Sainte-Alliance.

Sous la dictature militaire, l'Argentine a signé un traité commercial avec l'URSS, selon lequel elle lui vend quatre millions de tonnes de blé par an (normalement 20 à 25 % de la récolte exportable) et, en échange, elle lui permet de pêcher sur la plate-forme sous-marine et lui achète des machines, particulièrement pour le développement atomique que d'autres pays ne lui fournissent pas à cause du traité international qui le condamne. Les anti-communistes féroces de Buenos Aires se sont trouvés devant ce paradoxe : l'URSS est leur principal client, mais avec l'avantage que les deux parties sont capables de n'importe quel cynisme : les militaires de défier l'embargo céréalier décrété par les Etats-Unis contre la Russie ; et la bureaucratie du Kremlin — avec Cuba et d'autres pays alignés — de s'opposer systématiquement à toute condamnation de l'Argentine à la commission des droits de l'homme de l'ONU. Cela n'a donc rien d'étrange si le PCA, agence locale du Kremlin, considère que le gouvernement argentin n'est pas une dictature, qu'il a même une politique extérieure progressiste et que Videla et Viola sont des généraux patriotiques et progressistes.

Cette fois, c'est différent

La politique de sabotage soutenue par la bureaucratie syndicale et le PC, rejoignant les rangs serrés de la bourgeoisie autour des militaires, a pour objectif de laisser sans direction ni protection la résistance ouvrière, empêchant sa centralisation.

La fin désastreuse de la dictature militaire de Onganía (1966-1971) est fraîche dans toutes les mémoires. Vers 1968, Perón, l'UCR et le PC la critiquaient durement, dans l'opposition. Cela facilita l'éclatement en 1969 du *cordobazo*, suivi par d'autres luttes qui effacèrent le dictateur de la carte. Aujourd'hui, la bourgeoisie et la bureaucratie ne veulent pas, et les militaires ne le permettent pas, que se répète cette erreur.

La résistance, de toute manière, a commencé spontanément après six mois de gouvernement Videla, avec la célèbre grève de la General Motors. Depuis, avec des hauts et des bas, elle s'est étendue et approfondie. Le mouvement étudiant et les intellectuels ont commencé à y participer, ainsi que des secteurs du bas de la classe moyenne. En octobre 1980, l'entreprise automobile de Deutz a été occupée. L'apparition de nouveaux combattants dans les usines et dans le mouvement étudiant est un fait caractéristique. Ils sont la matière première d'une nouvelle avant-garde, comme celle qui a impulsé, en 1955 et en 1969, les grands cycles de luttes.

Le ciment de ces nouveaux combattants est le PST, le seul parti qui affronte les militaires et appelle les masses à s'organiser pour les chasser du pouvoir par la grève générale. Le PST a toujours été dans les grandes luttes depuis 1945. Il est reconnu et respecté par l'avant-garde et a maintenant, pour la première fois, la possibilité de se consolider comme le parti de la résistance contre la dictature argentine.

Tandis que la résistance se centralise, tandis que se réalise la dialectique entre les grandes luttes et la formation d'une direction révolutionnaire, la dictature sanguinaire de la Sainte-Alliance mesure son rythme pour « recomposer » la carte politique de l'Argentine.

(1) L'« intervention » signifie la destitution des dirigeants syndicaux et leur remplacement par des militaires.

Cinq ans après

Les militaires démantèlent l'industrie

par Ricardo Lopez

« Au moins deux des ministres du futur cabinet estiment que (...) la situation économique du pays est encore plus grave que celle de mars 1976 (...). Un fort courant de l'opinion militaire tend à s'ajouter au mécontentement qui, du libéralisme à la gauche, rend Martínez de Hoz et son équipe coupables de laisser la situation économique dans des conditions pires que celles qu'ils ont rencontrées en 1976. » (La Nación du 15 mars 1981).

C'est une affirmation d'un quotidien de l'oligarchie qui possède une influence similaire à celle du *Figaro* ou du *Times* dans leur pays. Et pour comprendre sa gravité, il faut rappeler qu'en 1976 le gouvernement d'Isabel Perón tombait au milieu d'un chaos financier indescriptible et d'une inflation de 500 % par an.

Aujourd'hui, le chaos est encore pire. Rien que pour janvier et février, le taux d'inflation a fait un saut de 10 %. La nouvelle dévaluation du peso, décidée en avril par le cabinet de Viola, lui fera faire un autre saut. En six mois, 38 entreprises financières et industrielles ont fait faillite. Un éditorial du *Times* de New York a déclaré que l'Argentine avait le record de la corruption. Entre le 23 et le 27 mars, les devises de la Banque de la Nation ont diminué de 740 millions de dollars, après une « corrida » de chercheurs frénétiques de dollars qui prenaient les caisses de change d'assaut. Et cela au moment même où les banques payaient des taux d'intérêts jusqu'à 200 % par an.

Tous les commentateurs sont catégoriques. *Clarín*, le journal ayant le plus grand tirage et qui est le porte-voix du *desarrollismo* (courant économique et parti de l'ex-président Frondizi), critiquant Martínez de Hoz, affirmait le 8 mars 1981 : « ... constituent une situation de crise nouvelle, par sa profondeur, dans l'histoire argentine. Il faut y ajouter, comme conséquence, le climat d'agitation croissante qui existe dans le patronat et les couches ouvrières. »

De son côté, Alfredo Concepcion, économiste de l'Union civique radicale, modérée, déclarait : « Immergés dans une crise qui est sans doute la plus grande de l'histoire argentine... » (La Nación du 22 mars 1981).

Le démantèlement industriel

Cette situation catastrophique et alarmante est diagnostiquée ainsi, alors que sont annoncés les chiffres de la prochaine récolte : record absolu dans l'histoire du pays (35 millions de tonnes, dont 25 exportables). Mais cela ne tranquillise pas l'oligarchie agricole, car deux bonnes récoltes antérieures n'ont pas suffi pour empêcher le déficit commercial de 1980 (2 500 millions de dollars) et l'endettement global du pays (40 % du Produit national brut).

La spécificité de la crise argentine actuelle, effectivement la pire de son histoire, n'est pas seulement l'exploitation brutale à laquelle est soumise la classe ouvrière (perte de la moitié du salaire), ni même la pénétration et l'exploitation de l'impérialisme. Tout cela, dans une plus ou moins grande mesure, est commun à tous les pays semi-coloniaux, dictatoriaux ou démocratiques. Ce qui est caractéristique à l'Argentine, c'est la dévastation à laquelle a été soumise une industrie développée pendant quarante ans grâce à une très haute protection douanière. Si au Brésil, par exemple, le bilan désastreux de la gestion militaire comprend le développement de nouvelles branches de la production, en Argentine le bilan désastreux comprend le démantèlement de ce qui existait.

De Perón à Viola

La crise de 1929 provoqua, à moyen terme, un grand enrichissement de la bourgeoisie argentine. La diminution des marchés agricoles et la décadence de l'impérialisme anglais obligèrent l'oligarchie à développer une industrie nationale et à installer un solide protectionnisme.

La nouvelle industrie nationale, substituée aux importations, vit une croissance importante durant la Deuxième

Guerre mondiale grâce aux réserves et aux soldes favorables accumulés comme pays neutre, et du fait que le péronisme — au gouvernement depuis 1946 — impulsa la syndicalisation massive et bureaucratiquement contrôlée des travailleurs. Il prétendait ainsi à la fois élargir le marché interne, se doter d'une arme politique de défense et de négociation contre l'antagonisme de l'impérialisme américain. Celui-ci faisait pression pour dominer et établir sur le pays un isolement commercial semblable à celui qu'il maintient contre Cuba. Cela déterminait une économie particulière, semi-autarcique. Liée à l'Europe, qu'elle fournissait en blé et en viande, mais souffrant de l'isolement qui l'empêchait de se suffire technologiquement. C'est ainsi que se développa une industrie très avancée par rapport à l'Amérique latine, mais avec des pieds d'argile : une composition organique du capital très basse, basée principalement sur la main-d'œuvre. Une industrie fournissant un petit marché, mais relativement riche par le haut niveau de vie qui a caractérisé le pays, en contraste avec la situation d'après-guerre des masses latino-américaines. Un niveau de vie qui, à son tour, était défendu avec ténacité par l'organisation syndicale des travailleurs, bureaucratisée et contrôlée par l'Etat au sommet mais qui était démocratique à la base, dans les commissions internes d'entreprises, où battait le cœur du combat et de la conscience syndicales.

La plus grande faiblesse structurelle consistait en ce que la principale source de richesse, une partie de la pampa humide et les immenses étendues de terres, restaient aux mains des quelques parasites de toujours, les *latifundistas*, empêchant la réforme et la colonisation agraire et se refusant à investir leurs profits. C'est devant eux et, finalement, devant l'impérialisme que s'est incliné le péronisme. Quand en 1955, un front unique de l'impérialisme, de l'oligarchie et de la bourgeoisie, appuyé sur la classe moyenne, provoqua le coup d'Etat militaire anti-ouvrier (baptisé *golpe gorila*, nom qui se généralisera ensuite), mettant Perón en fuite, s'ouvrit l'étape de colonisation yankee du pays. Mais les agents des impérialistes, dirigés par Frondizi, respectent les barrières douanières protectionnistes. C'est dans leur cadre que se développent de nouvelles branches de production — les plus privilégiées — comme l'automobile, la sidérurgie, la pétrochimie, etc., totalement dirigées par l'impérialisme.

Cependant, cette structure se dégradait, d'une manière relative et absolue, rongée par ses contradictions croissantes : la bourgeoisie née de la substitution des importations vivait emmurée entre l'exploitation impérialiste et les luttes du mouvement ouvrier. Celui-ci cédait du terrain mais en se défendant farouchement et en explosant périodiquement en luttes pré-révolutionnaires. L'oligarchie terrienne maintenait ses champs et son bétail sans améliorer la technologie. Les produits n'étaient pas réinvestis et l'impérialisme préférait se diriger vers d'autres pays, comme le Brésil, où le mouvement ouvrier était plus faible et désorganisé. L'Argentine vivait du passé, consommant son héritage économique, social et culturel.

Aucun régime n'a pu se stabiliser politiquement. Tous les gouvernements, civils et militaires, cédaient face aux deux colosses : le mouvement ouvrier et l'impérialisme. L'inter règne de la dernière présidence de Perón et Isabel Perón n'a servi qu'à démoraliser et confondre le mouvement ouvrier et le faire tomber, sans lutte, face à l'actuelle dictature.

La « nouvelle » Argentine

Les militaires et leur plénipotentiaire économique Martínez de Hoz, soutenus par toute la bourgeoisie et l'impérialisme, et au début par de vastes secteurs de la classe moyenne, se sont protégés du mouvement ouvrier en éliminant la puissante organisation des travailleurs. Les mains libres et au moment où David Rockefeller et la Trilatérale fixaient un plan mondial, ils annonçèrent la construction de la « nouvelle » Argentine : ils en finiraient avec l'industrie non compétitive, c'est-à-dire la majeure par-

tie de l'industrie ; ils élimineraient les protections douanières et ouvriraient le chemin aux importations ; ils inciteraient à l'épargne — en payant de hauts intérêts bancaires, supérieurs à l'inflation endiablée — et canaliserait les investissements vers l'agriculture et l'industrie agricole, facilitant un grand développement.

Même la bourgeoisie directement menacée a soutenu ces déclarations et leurs premières concrétisations, car le gouvernement offrit en échange une plus grande masse de plus-value directe ou indirecte (produit de la diminution draconienne du salaire et de l'extension de la journée de travail, au moyen du recours à l'obligation d'un double emploi pour subsister) qu'ils n'avaient jamais pu auparavant réunir en si peu de temps. Beaucoup de ces mêmes bourgeois « lésés » trouvèrent l'occasion de changer allègrement de branche : ils fermaient leurs entreprises textiles et se reconvertissaient en entreprises importatrices de tissus européens. Ainsi, ils se promenaient dans le monde deux fois par an, choisissant les modèles pour leur clientèle du quartier nord de Buenos Aires. Au service de cette régression spéculative et commerciale se fixa une parité de change du dollar artificiellement basse, soutenue avec ténacité. En même temps, l'œuvre était complétée par les hauts intérêts bancaires.

Mais le résultat fut complètement différent de celui annoncé. Pendant que l'économie spéculative enlisait le pays, la « réforme financière » hypertrophiait les circuits financiers et, peu après, les banques passèrent sous contrôle impérialiste. Elles frappèrent non seulement les industriels, mais aussi les *chacareros*

(paysans moyens) et la puissante oligarchie déjà lésée par la sous-évaluation du dollar.

De plus, la réduction du marché interne, extrêmement appauvri, se répercuta sur tous les secteurs productifs. Il n'y eut pas les inversions promises dans l'industrie agricole. Le modèle qu'en avaient présenté les militaires fut celui de SASETRU, un holding développé sous ses auspices et consacré à l'industrie de l'alimentation. En trois ans, il atteignit des sommets : il surpassa ses vieux concurrents ; mais il finit dans une faillite scandaleuse, avec ses dirigeants en prison ou en fuite, dans la même situation où se trouvent d'autres amis des militaires, qui se sont improvisés banquiers et ont provoqué des faillites.

C'est ainsi que s'est produite la destruction de la majorité de l'industrie, née sous le protectionnisme douanier, ensevelie sous l'avalanche de produits « made in Hong-Kong », et la fermeture de nombreuses multinationales comme General Motors et Chrysler. La « nouvelle » Argentine des militaires, ce sont les travailleurs affamés, l'ivresse de la spéculation, un commerce limité aux acheteurs riches, la détérioration de la pampa humide restant toujours entre les mains parasitaires d'une oligarchie qui se plaint elle aussi, et tout cela sous le contrôle tutélaire de l'impérialisme américain et d'un groupe de banquiers, les seuls grands privilégiés.

C'est dans cette situation que Viola, le président de la crise, arrive au gouvernement, protégé par le bouclier qui lui fait la Sainte-Alliance de la bourgeoisie de la bureaucratie syndicale et du stalinisme.



José F. Paez : toujours en prison depuis cinq ans. Exigeons du gouvernement argentin sa mise en liberté !

ABONNEMENT à Correspondance internationale

10 numéros - 1 an	
France	pli ouvert 100 F pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de :
Gérard Iltis - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - PARIS

La « IV^e Internationale (Comité international) » appelle à la solidarité avec Solidarność

Le discours de Brejnev au congrès du parti stalinien tchécoslovaque, la déclaration de Husak sur la Pologne traduisent tout à la fois la panique avec laquelle la bureaucratie du Kremlin et ses agents suivent la situation polonaise, en même temps que la pression exercée conjointement par la bureaucratie et l'impérialisme pour, en utilisant Walesa et l'Eglise, faire reculer les masses.

Face à la campagne qui se développe pour l'« union nationale » et la « réconciliation entre la bureaucratie et Solidarność » — campagne développée par toute la presse mondiale —, seule la « IV^e Internationale (Comité international) » a manifesté la nécessité de poursuivre le combat en défense des ouvriers polonais contre la bureaucratie. La campagne lancée s'inscrit dans cette nécessité. Nous en avons déjà reçu quelques échos :

En France, 2 000 personnes ont manifesté à l'appel de l'OCI unifiée vers l'ambassade de Pologne. Une campagne de signatures est lancée pour l'abandon des poursuites contre Kuron et Michnik.

En Allemagne, le « Comité pour le droit aux syndicats indépendants » a organisé une manifestation, un meeting et une délégation à l'ambassade polonaise à Cologne. Il a déjà envoyé pour 2 000 D.M. de matériel d'imprimerie à Solidarność. Nos camarades de l'ISA ont participé et soutenu ces initiatives et diffusé avec la LS la déclaration de la « IV^e Internationale (Comité international) ».

En Suisse, nos camarades du GTS ont organisé un meeting et une campagne de signatures, ainsi qu'une délégation à la mission polonaise à Genève. Celle-ci a refusé de transmettre à son gouvernement les 1 200 signatures exigeant la réintégration

tion de Baluka à son poste de travail en Pologne. La campagne continue.

En Argentine, un tract intitulé « Vive Solidarité ! » a été distribué par le PST à des milliers d'exemplaires, appelant à des délégations aux ambassades de Pologne et d'URSS.

En Italie, la LSR a tenu deux meetings, l'un à Milan avec la JS et la JC, l'autre à Naples. De nombreuses signatures ont été recueillies, des manifestations sont préparées dans plusieurs villes. Deux appels ont été sortis, dont une adresse à l'ambassade de Pologne qui a déjà recueilli de nombreuses signatures d'intellectuels du PCI.

En Belgique, l'OSI a organisé une délégation à l'ambassade le 9 avril, avec le soutien de dirigeants syndicaux nationaux. Deux meetings sont prévus, à Bruxelles le 4 mai et à Liège le 5 mai.

Au Pérou, nos camarades du POMR et du PST ont organisé une campagne de signatures et une délégation à l'ambassade de Pologne. Ils ont invité le PRT (section du SU) à participer au meeting du 14 avril.

Au Canada, le GST a lancé une campagne de télégrammes et obtenu la prise de position de nombreux syndicalistes. Une délégation à l'ambassade est prévue pour le 15 ou le 16 avril, ainsi qu'un meeting dans la semaine du 1^{er} mai.

Notre solidarité avec la révolution prolétarienne en Pologne est permanente et non limitée à l'occasion d'un « grand événement ». Il s'agit de contribuer au combat des ouvriers polonais et à ce qu'ils expriment inconsciemment comme nécessité : se regrouper sur un nouvel axe politique, que seule la IV^e Internationale et son programme peuvent satisfaire.

J.E.

Déclaration du comité exécutif :

Défendons la révolution polonaise !

Vendredi 27 mars 1981 : pendant quatre heures, toute l'activité économique de la Pologne est paralysée par la grève générale d'avertissement décidée par la direction nationale de Solidarność. Massivement, avec détermination, les travailleurs répondent à l'appel lancé par Solidarność.

Ces derniers jours, dans les usines comme dans les bureaux, dans les fondries comme dans les mines, à l'Université comme à la campagne, toutes les catégories de travailleurs se sont mobilisées au travers d'une intense activité. Les masses préparent la grève générale : des comités de grève sont élus, des gardes ouvrières protègent les locaux des syndicats libres. L'occupation des entreprises est elle aussi préparée, le transfert des sièges des sections locales dans les entreprises prévu pour parer à des provocations. Les syndicats paysans se développent.

Ce n'est pas une veillée d'armes : c'est la mise en mouvement calme et réfléchi, déterminée, de millions d'hommes et de femmes décidés à

défendre ce qu'ils ont conquis et à étendre ces conquêtes contre la bureaucratie, contre ses privilèges, sa corruption insolemment étalée, ses datchas de luxe et ses réserves de chasse. C'est une nouvelle phase dans la marche en avant de la révolution politique en Pologne, cette révolution qui a commencé par la grève générale d'août 1980 et dont, à la veille de la constitution du gouvernement du général Jaruzelski, un ouvrier disait à un correspondant de presse : « Vous rendez-vous compte qu'une révolution commence en Pologne, une révolution qui ne s'arrêtera pas comme au Portugal après les fleurs mais qui ira loin, jusqu'au bout, jusqu'à la pleine démocratie ? » (Le Monde, 8/9 février 1981).

C'est-à-dire jusqu'à ce que la bureaucratie contre-révolutionnaire, parasitaire et corrompue soit chassée du pouvoir. La révolution politique en Pologne, expression de la révolution prolétarienne mondiale dans un pays où le capital a été exproprié mais où règne une bureaucratie contre-révolutionnaire dépendante de celle du Kremlin, ébranle

le monde. Elle menace directement la domination de la bureaucratie du Kremlin, mais elle menace également les fondements de l'« ordre » mondial sur lequel s'appuie la perpétuation de la domination mondiale de l'impérialisme.

Personne ne s'y trompe. Contre la révolution polonaise, la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire se dresse et se resserre encore plus face à chacun des pas en avant du mouvement des masses. Le rôle de premier plan, avoué, de la hiérarchie catholique en Pologne, se rangeant du côté de la bureaucratie, appelant en fait à préserver son monopole du pouvoir politique, en est une saisissante illustration.

La bureaucratie du Kremlin hurle à la mort, relayée par les bureaucraties satellites de Prague, de Berlin-Est, de La Havane. L'exigence de la bureaucratie du Kremlin adressée à la direction du POUP, au lendemain du XXVI^e Congrès du PC de l'URSS, de « renverser le cours des événements » (c'est-à-dire reprendre toutes les concessions arrachées par les masses et de briser leur mouvement indépendant), ne peut qu'avoir l'appui inconditionnel de l'impérialisme et de l'Eglise. L'impérialisme, engagé d'ores et déjà dans de nouvelles négociations avec la bureaucratie de Moscou, ne peut, pour ses propres intérêts, que s'opposer à la révolution politique. La bureaucratie du Kremlin, mortellement menacée par le développement de la révolution — malgré la crainte que tous ont des conséquences incalculables d'un tel acte —, n'hésitera pas à avoir recours si nécessaire à l'intervention militaire.

A Bydgoszcz, les forces de répression de la bureaucratie ont assailli, gravement blessé les militants de Solidarność. Les représentants du gouvernement ont déclaré, comme le stalinien Marchais en France, que c'étaient les militants ouvriers qui étaient les « provocateurs ». L'URSS a accentué son chantage à l'intervention, et les manœuvres du pacte de Varsovie se poursuivent sur le sol polonais.

La réplique des travailleurs a été unanime et a marqué un nouveau développement de la révolution. Mais les dangers qui menacent la révolution croissent en proportion du défi qu'elle constitue pour la bureaucratie. Les travailleurs des villes et des campagnes ont pleinement utilisé le cadre d'organisation nationale que représente Solidarność, un cadre conquis de haute lutte, pour se dresser comme une force unique et unie. La « trêve » de 90 jours réclamée par la bureaucratie dirigeante pour réorganiser ses forces avec l'appui de l'Eglise s'est avérée impossible. La révolution polonaise est d'ores et déjà engagée dans un



En Italie, en France, en Allemagne, en Argentine et dans des dizaines d'autres pays, la « IV^e Internationale (Comité international) » impulse la solidarité avec les travailleurs polonais.

nouvel affrontement, le plus décisif depuis août 1980.

Lundi 23 mars, la commission nationale de Solidarność se réunit à Bydgoszcz. Malgré l'opposition de Walesa, ce pour quoi se prononce l'écrasante majorité des représentants régionaux, c'est la grève générale. Les délégués décident alors, pour le 27 mars, de recourir à une grève d'avertissement qui pour eux est le prologue de la grève générale si leurs revendications ne sont pas acceptées. La grève générale est décidée pour le 31 mars.

Pour l'heure, le gouvernement refuse de céder sur toutes les revendications essentielles (démission du ministre de l'Intérieur, châtiment des coupables, libération des détenus politiques, légalisation du syndicat paysan, accès de Solidarność aux médias, fin de la censure). Un plénum extraordinaire du POUP est convoqué pour les 29 et 30 mars. Le POUP lui-même se disloque comme le PC tchécoslovaque en 1968 : mais sa crise n'est pas le facteur qui a déclenché le mouvement des masses, elle en est le résultat qui le renforce aujourd'hui. La révolution politique est en marche.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » La vieille devise du

mouvement ouvrier révolutionnaire trouve aujourd'hui sa traduction concrète dans l'organisation de la solidarité immédiate et active avec les travailleurs polonais.

La « IV^e Internationale (Comité international) » appelle au combat, dans tous les pays, pour affirmer cette solidarité ; elle appelle au front unique des organisations de la classe ouvrière pour la défense des travailleurs polonais et de leurs organisations.

Dans la semaine du 5 au 11 avril, par la tenue de meetings, l'organisation de manifestations, toutes les sections de la « IV^e Internationale (Comité international) » mobiliseront toutes leurs forces pour défendre la révolution politique en Pologne sous les mots d'ordre :

Châtiment des coupables de Bydgoszcz !

Libération des détenus politiques !

Défense du KOR !

Défense des syndicats ouvriers et paysans indépendants Solidarność !

Solidarité inconditionnelle avec les ouvriers et les paysans de Pologne !

Halte aux menaces du Kremlin !

Le 27 mars 1981

Communiqué

Halte à la répression en Espagne !

Chaque jour, de nouvelles arrestations ont lieu dans l'Etat espagnol. La répression frappe tous ceux qui combattent contre la monarchie, contre l'intervention de l'armée dans le Pays Basque, pour les libertés.

Cinq camarades du POSI, organisation affiliée à la « IV^e Internationale (Comité international) », viennent d'être arrêtés.

Cinquante policiers armés de mitraillettes ont arrêté les camarades Angel Mora, métallurgiste, Remedios Navarra, Antonia Ramos et deux autres camarades.

Les cinq militants du POSI se trouvent à la Direction générale de Sécurité.

A Pampelune, deux autres membres du POSI, Florentino Beraza Gasti et Miguel Angel Edena, sont détenus, accusés d'enfreindre la nouvelle loi de sécurité votée par les Cortes avec le soutien du PCE et du PSOE.

A leurs côtés, plusieurs militants de la coalition basque Herri Batasuna, qui lutte pour l'indépendance du Pays Basque, ont été arrêtés.

Le Comité exécutif de la « IV^e Internationale (Comité international) » s'adresse à toutes ses organisations, aux travailleurs, aux jeunes, à toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour que soient libérés tous les prisonniers politiques en Espagne.

Halte à la répression !

Libération de tous les prisonniers politiques !

Liberté pour les militants du POSI et des autres organisations !

Paris, le 13 avril 1981

Luis Favre
pour le Comité exécutif de
la « IV^e Internationale (Comité international) »

Correspondance internationale - La Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction : Pierre Lambert, Nahuel Moreno, Christian Nemo, Ernesto Gonzalez.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction en Amérique latine : Carrera 17 No. 30 - 12 Bogotá - Colombia

Rédaction en Europe : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

Sigma : archives - pages I et VII, M. Philippot - pages 1, 12, 13, V et VI, Spengler - page 1, P. Chauvel - pages 15 et 17, Keler - page 10, Pavlovsky - page 3, Dejean - page 9, J.-P. Laffont - page 16, Ch. Steiner - page 22, Gérard Rancinan - page IV, Gamma : Atlas - page 11, Loehon - page II, Roger Viollet - page III, Damien - page 14, Ch. Avril - page 6, Ken Love - page 16, DR - pages 8, 9, 18, 19, 20, 21, 23, I, II et III.